

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture : **30 MARS 2022**

Date d'affichage : **28 MARS 2022**

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/03/052</p> <p>VILLE DE LA GARDE - APPROBATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE</p>		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETTON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yannis TANGUY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie L'APORTÉ, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

REPRESENTES :

M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI.

ABSENTS :

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

Séance Publique du 24 mars 2022

N° D' O R D R E : 22/03/052

**OBJET : VILLE DE LA GARDE - APPROBATION DU
RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,

VU la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

VU la Loi n°2019-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

VU la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'Action Publique,

VU la Loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'Environnement,

VU la décision du Conseil Constitutionnel n° 2018-772DC du 15 novembre 2018,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°29 du 12 septembre 2016 du Conseil Municipal de La Garde, prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

VU la délibération n°24 du Conseil Municipal du 11 décembre 2017 précisant les objectifs poursuivis dans le cadre de la procédure de révision du RLP et complétant la délibération sus énoncée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°18/02/29 du 13 février 2018, se prononçant en faveur de la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision du RLP engagée par la Commune de La Garde,

VU la délibération n°18 du Conseil Municipal du 19 mars 2018, donnant l'accord à la Métropole pour la poursuite de la procédure du Règlement Local de Publicité,

VU la délibération n°19/02/9 du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Règlement Local de Publicité,

VU la délibération n°21/05/206 du Conseil Métropolitain en date du 27 mai 2021 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de La Garde, annulant et remplaçant la délibération n°19/02/9 du 13 février 2019,

VU la décision n°E21000053/83 du Tribunal Administratif de Toulon en date du 28 septembre 2021, désignant Monsieur Arnaud D'ESCRIVAN en qualité de Commissaire-Enquêteur,

VU l'arrêté n°AP21/114 du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 18 octobre 2021 portant ouverture de l'enquête publique du projet de révision du Règlement Local de Publicité de la commune de La Garde,

VU les avis des Personnes Publiques Associées (PPA),

VU le procès-verbal de la Commission Départementale de la Nature, des paysages et des Sites (CDNPS) du 9 septembre 2021,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

VU le projet de Règlement Local de Publicité,

VU la Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie Foncière du 28 février 2022,

CONSIDERANT que le projet de Règlement Local de Publicité de la commune de La Garde annexé à la présente délibération comprend le rapport de présentation, le règlement et les annexes,

CONSIDERANT que le projet de RLP de la commune de La Garde a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 17 juin 2021,

CONSIDERANT que la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CNDPS) a émis un avis favorable assorti de prescriptions dans son procès-verbal du 9 septembre 2021,

CONSIDERANT que les avis reçus ne remettent pas en cause le projet,

CONSIDERANT que par courrier en date du 21 septembre 2021, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a demandé à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon la nomination d'un Commissaire-Enquêteur pour l'enquête publique relative au projet de RLP de la commune de La Garde,

CONSIDERANT que l'enquête publique relative au RLP de La Garde s'est déroulée du 9 novembre 2021 au 10 décembre 2021, à l'exception du 11 novembre qui est un jour férié,

CONSIDERANT que Monsieur Arnaud d'ESCRIVAN, Commissaire-Enquêteur, a remis le 5 janvier 2022, son rapport et ses conclusions motivées avec un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité,

CONSIDERANT que suite au PV de de la CDNPS et aux remarques issues de l'enquête publique, les modifications et ajustements suivants ont été apportés :

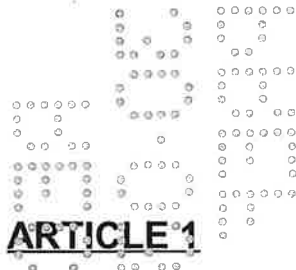
- La suppression des articles 4.2, 20, 21 et 39 du projet de RLP afin de répondre aux demandes de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites concernant l'interdiction de la publicité et des préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol et l'interdiction des enseignes sur auvents ou marquises en ZP3 pour tenir compte des évolutions récentes de la jurisprudence relative aux dispositifs de petits formats,
- L'insertion d'une cartographie complémentaire regroupant le zonage du RLP et les monuments historiques classés et inscrits,
- Avoir des cartographies de meilleure qualité,
- Le complément des articles 6, 7, 8 10, 13, 14, 17 et 22 afin de préciser les surfaces des publicités (surface d'affiche ou « hors tout »),
- Le complément des articles 11, 18 et 23 du RLP afin de préciser les modalités d'extinction nocturne des publicités apposées sur mobilier urbain et notamment des abris destinés au public,
- Le complément des articles 29 et 38 du RLP afin de préciser les caractéristiques des enseignes numériques installées en ZP1 et des enseignes parallèles au mur installées en ZP3, pour répondre aux demandes de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
- La modification de l'article 4.1 du RLP,
- La modification des articles 8, 10 et 17 du RLP afin de limiter la hauteur des publicités numériques conformément à la demande de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
- La modification des articles 19 et 37 concernant l'interdiction de la publicité et des préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol et l'interdiction des enseignes sur auvents ou marquises en ZP3 pour tenir compte des demandes de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
- La modification de l'article 9 du RLP afin de préciser l'application de la règle d'interdistance,
- La modification de la cartographie du zonage en retirant la mention « hors agglomération » pour éviter la confusion entre la notion d'agglomération au sens du Code de la Route et de l'agglomération au sens de la réalité physique de cette dernière,

CONSIDERANT que les modifications susvisées n'ont pas pour effet de remettre en cause l'économie générale du projet de RLP,

CONSIDERANT que le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique à l'Hôtel de Ville de La Garde, rue Jean Baptiste Lavène, 83130 La Garde et à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, Bâtiment l'Hélianthe, 142 rue Emile Ollivier, 6^{ème} étage, aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la commune et de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'approuver le Règlement Local de Publicité de la commune de La Garde,

Et après en avoir délibéré,



DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER le Règlement local de publicité (RLP) tel qu'il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2

DE PRECISER que le Règlement Local de Publicité, tel qu'approuvé, est annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L581-14-1 alinéa 5 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole, à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

ARTICLE 4

DE DIRE que conformément à l'article L153-23 du Code de l'Urbanisme, l'approbation de ce document deviendra exécutoire après sa transmission à Monsieur le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicités prévues à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 5

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à la Préfecture et fera l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la Métropole durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le Département et d'une publication au recueil des actes administratifs conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 6

DE DIRE que conformément aux dispositions de l'article R153-22 du Code de l'Urbanisme, le dossier de RLP de la commune de La Garde, tel qu'approuvé par le Conseil Métropolitain, sera tenu à la disposition du public à l'Hôtel de Ville de La Garde (Hôtel de Ville, Rue Jean-Baptiste Lavène, 83130 La Garde) et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Bâtiment l'Hélianthe, 142 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon, Service planification urbaine, 6^{ème} étage) aux horaires d'ouverture habituels.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 75

CONTRE 2

Monsieur Philippe LEROY, Monsieur Anthony CIVETTINI.

ABSTENTION 2

Monsieur Frédéric BOCCALETTI, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

Département du Var

Commune de La Garde

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Tome 1 : rapport de présentation



Version approuvée

**MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

PREFECTURE DU VAR

30 MARS 2022

Contrôle de légalité



Vu et approuvé pour être annexé
à la délibération n° 22/03/52
en date du : 24 03 22



SOMMAIRE

Introduction	3
I. Droit applicable sur le territoire en matière de publicité extérieure	7
1. La notion d'agglomération	7
2. La notion d'unité urbaine	8
3. Les périmètres d'interdiction de toute publicité existant sur le territoire	9
a) Les interdictions absolues	9
b) Les interdictions relatives	14
4. Les règles applicables au territoire	16
a) Les règles du code de l'environnement en matière de publicités et préenseignes	16
b) Les règles du code de l'environnement en matière de préenseignes dérogatoires	30
c) Les règles du code de l'environnement en matière d'enseignes	31
d) Les règles du code de l'environnement en matière d'enseignes et préenseignes temporaires	38
e) La réglementation locale	39
5. Régime des autorisations et déclarations préalables	43
1) L'autorisation préalable	43
2) La déclaration préalable	43
6. Les compétences en matière de publicité extérieure	44
7. Les délais de mise en conformité	45
II. Diagnostic du parc d'affichage	46
1. Les caractéristiques des publicités et préenseignes	46
2. Les infractions relevées	51
3. Les caractéristiques des enseignes	71
4. Les infractions relevées	78
III. Problématiques en matière de publicité extérieure	100

IV. Orientations et objectifs de la collectivité en matière de publicité extérieure	113
1. Les objectifs.....	113
2. Les orientations.....	114
V. Justification des choix retenus	116
1. Les choix retenus en matière de publicités et préenseignes	116
2. Les choix retenus en matière d'enseignes.....	120

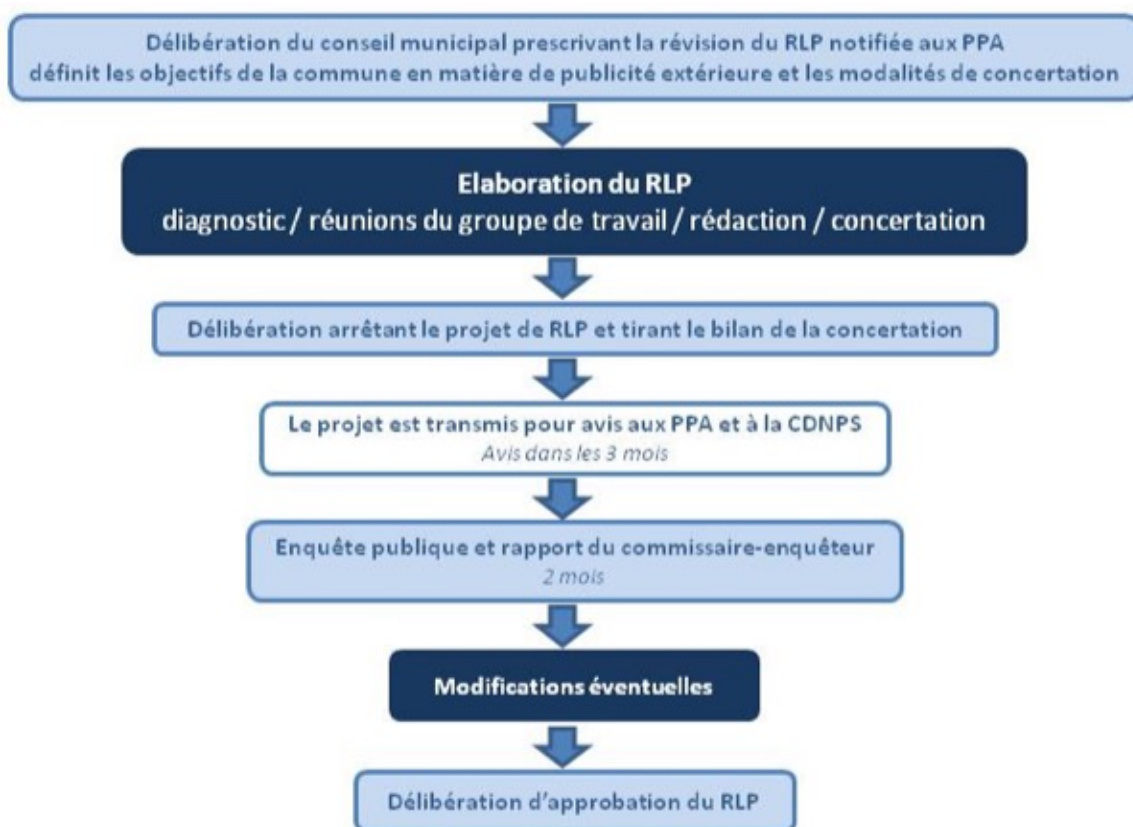
Introduction

La protection du cadre de vie constitue un enjeu majeur pour les territoires et les populations. La réglementation de la publicité, des enseignes et préenseignes vise à concilier liberté d'expression¹ et enjeux environnementaux tels que la lutte contre les nuisances visuelles, la préservation des paysages et du patrimoine ou encore la réduction de la consommation d'énergie.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi ENE » ainsi que le décret du 30 janvier 2012 ont considérablement modifié une réglementation qui datait de 1979.

Parmi les évolutions de la réglementation issues de la loi ENE et de son décret, citons notamment :

- La clarification des compétences entre le maire et le préfet en matière d'instruction et de pouvoir de police de l'affichage ;
- Le renforcement des sanctions notamment financières ;
- L'instauration d'une règle de densité publicitaire ;
- La création de règles d'extinction nocturne pour les publicités et enseignes lumineuses.



Différentes phases de la procédure d'élaboration d'un RLP

¹ L'article L581-1 du code de l'environnement dispose que chacun a le droit d'exprimer et de diffuser des informations et idées à l'aide de la publicité, des enseignes et des préenseignes

La loi ENE a intégralement refondé les procédures d'élaboration, de révision et de modification des Règlements Locaux de Publicité (RLP). Désormais, ils sont élaborés, révisés ou modifiés conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme (PLU) définies au chapitre III du titre V du livre 1er du code de l'urbanisme. Par ailleurs, un RLP et un PLU peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique. Suite à son approbation le RLP est annexé au PLU ou au document d'urbanisme en tenant lieu.

La révision du RLP de La Garde a été prescrite par la délibération n°29 du 12 septembre 2016 du Conseil Municipal de La Garde, qui a également défini les modalités de concertation et les objectifs poursuivis. Ces derniers ont été complétés par la délibération n°24 du Conseil Municipal du 11 décembre 2017.

Dans le cadre du transfert de la compétence PLU à la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) à compter du 1^{er} janvier 2018, la ville de La Garde et la Métropole ont souhaité poursuivre la révision du RLP engagée par la ville en 2016. Plusieurs délibérations sont venues entériner cette décision².

Le RLP de la commune de La Garde a fait l'objet d'un arrêt en Conseil Métropolitain en date du 13 février 2019³.

La préfecture du Var a néanmoins alerté la ville dans le cadre de la procédure de révision de son PLU quant à l'impossibilité de poursuivre la révision de son RLP compte tenu de l'avis du Conseil Constitutionnel, qui, dans sa décision du 15 novembre 2018, a rejeté toutes les dispositions relatives à la publicité de la loi du 22 janvier 2017 sur l'égalité et la citoyenneté, reprises dans la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN qui ont été considérées comme un cavalier législatif. L'une de ces dispositions donnait la possibilité aux métropoles, de mener à terme l'élaboration / la révision des RLP communaux en cours, avant transfert de compétence.

Finalement, c'est la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui, par ses articles 22 et 23, est venue modifier les articles L.581-14, L.581-14-2 et L.581-43 du Code de l'environnement permettant notamment de confirmer et de renforcer le parallélisme des procédures entre la procédure applicable au PLU(i) et au RLP(i) en autorisant la poursuite de la procédure de révision des RLP dits de 1^{ère} génération engagée avant un transfert de compétence à l'EPCI.

Cette évolution législative a permis d'entériner la possibilité pour la Métropole TPM de poursuivre et finaliser la procédure de révision du RLP de La Garde.

Véritable outil de la mise en œuvre d'une politique du paysage à l'échelle locale, le Règlement Local de Publicité (RLP) permet d'adapter la réglementation nationale aux caractéristiques d'un territoire, tout en étant plus restrictif que celle-ci.

² Délibération du conseil métropolitain n°18/02/29 du 13 février 2018, se prononçant en faveur de la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision du RLP engagée par la Commune de La Garde et la délibération n°18 du Conseil Municipal du 19 mars 2018, donnant l'accord à la métropole pour la poursuite des procédures relatives à la révision du P.L.U et du règlement local de publicité.

³ Délibération du conseil métropolitain n°19/02/9 du 13 février 2019.

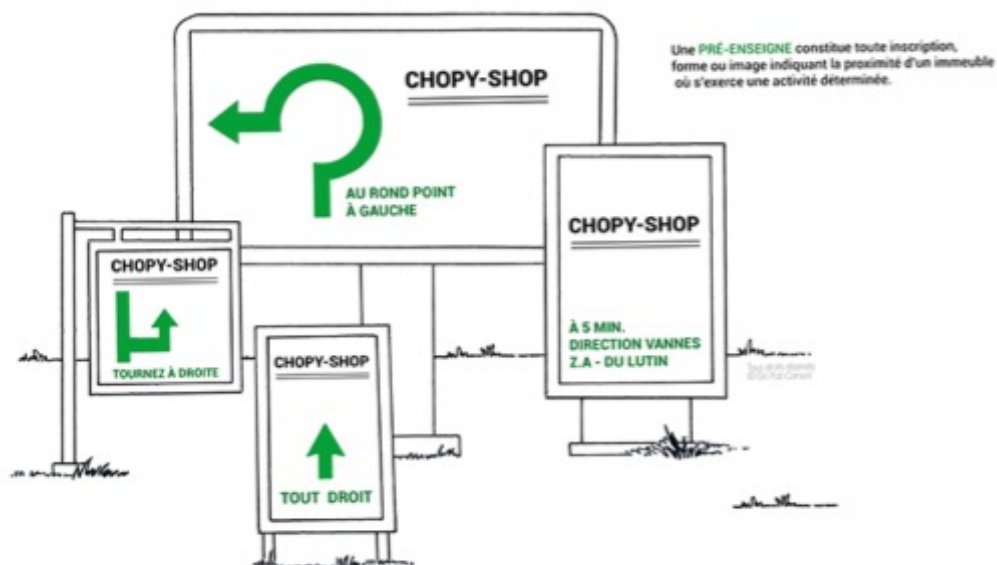
Le RLP comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes.

- **Le rapport de présentation** s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.
- **La partie réglementaire** comprend les dispositions adaptant la réglementation nationale. Les prescriptions du règlement local de publicité peuvent être générales ou s'appliquer aux seules zones qu'il identifie.
- **Le ou les documents graphiques** font apparaître sur l'ensemble du territoire de la commune ou de l'intercommunalité les zones et, le cas échéant, les périmètres identifiés par le règlement local de publicité et sont annexés à celui-ci. Les limites de l'agglomération fixées par le Maire en application de l'article R. 411-2 du code de la route sont également représentées sur un document graphique annexé, avec les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, au règlement local de publicité.

Le RLP permet de fixer des règles concernant les publicités, les enseignes et les préenseignes. Ces trois dispositifs sont définis par le code de l'environnement.



Une **ENSEIGNE** constitue toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.
(article L581-3-2° du code de l'environnement)



I. Droit applicable sur le territoire en matière de publicité extérieure

La commune de La Garde est située dans le département du Var, à l'Est de la commune de Toulon. Elle compte 25 380 habitants⁴.

La commune fait également partie de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée (TPM) qui regroupe 12 communes :

Carqueiranne

La Crau

La Garde

Hyères-les-Palmiers

Ollioules

Le Pradet

Le Revest-les-Eaux

Saint-Mandrier-sur-Mer

La Seyne-sur-Mer

Six-Fours-les-Plages

Toulon

La Valette-du-Var

La Métropole de Toulon Provence Méditerranée compte à ce jour de plus 430 000 habitants.

1. La notion d'agglomération

Conformément à l'article R110-2 du code de la route, une agglomération est un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite⁵. Les préenseignes étant soumises aux mêmes règles que la publicité⁶, elles sont également interdites en dehors des agglomérations.

Toutefois, par dérogation à cette interdiction de la publicité en dehors des agglomérations, peuvent être signalés par des préenseignes dites dérogatoires :

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
- Les activités culturelles,
- Les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite,
- À titre temporaire, les opérations exceptionnelles et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique.

⁴ Données démographiques issues du recensement 2018 de l'INSEE

⁵ Article L581-7 du code de l'environnement

⁶ Article L581-19 du code de l'environnement

Les activités autres que celles mentionnées ci-dessus ne peuvent être signalées qu'à travers la mise en place de Signalisation d'Information Locale (SIL) relevant du code de la route.

2. La notion d'unité urbaine

La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. L'INSEE définit l'unité urbaine comme une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

La commune forme l'unité urbaine de Toulon avec les 27 communes voisines qui la composent. Cette unité urbaine compte 580 281 habitants⁷.

Dans les unités urbaines de moins de 800 000 habitants, les publicités lumineuses sont éteintes⁸ entre 1 heure et 6 heures, à l'exception de celles installées sur l'emprise des aéroports, de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

⁷ : Données démographiques issues du recensement 2018 de l'INSEE

⁸ il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral

3. Les périmètres d'interdiction de toute publicité existant sur le territoire

a) Les interdictions absolues⁹

La commune de La Garde est concernée par l'interdiction de publicité absolue sur les monuments classés ou inscrits au titre des monuments historiques. En l'espèce, cette interdiction s'applique à la Chapelle Romane, classée depuis 1916, le petit oratoire (transféré face à la Chapelle Romane), inscrit depuis 1925, la Chapelle Saint-Charles Borromée de la Pauline, inscrite depuis 1988 et la Villa Port Magaud, inscrite depuis 2019.

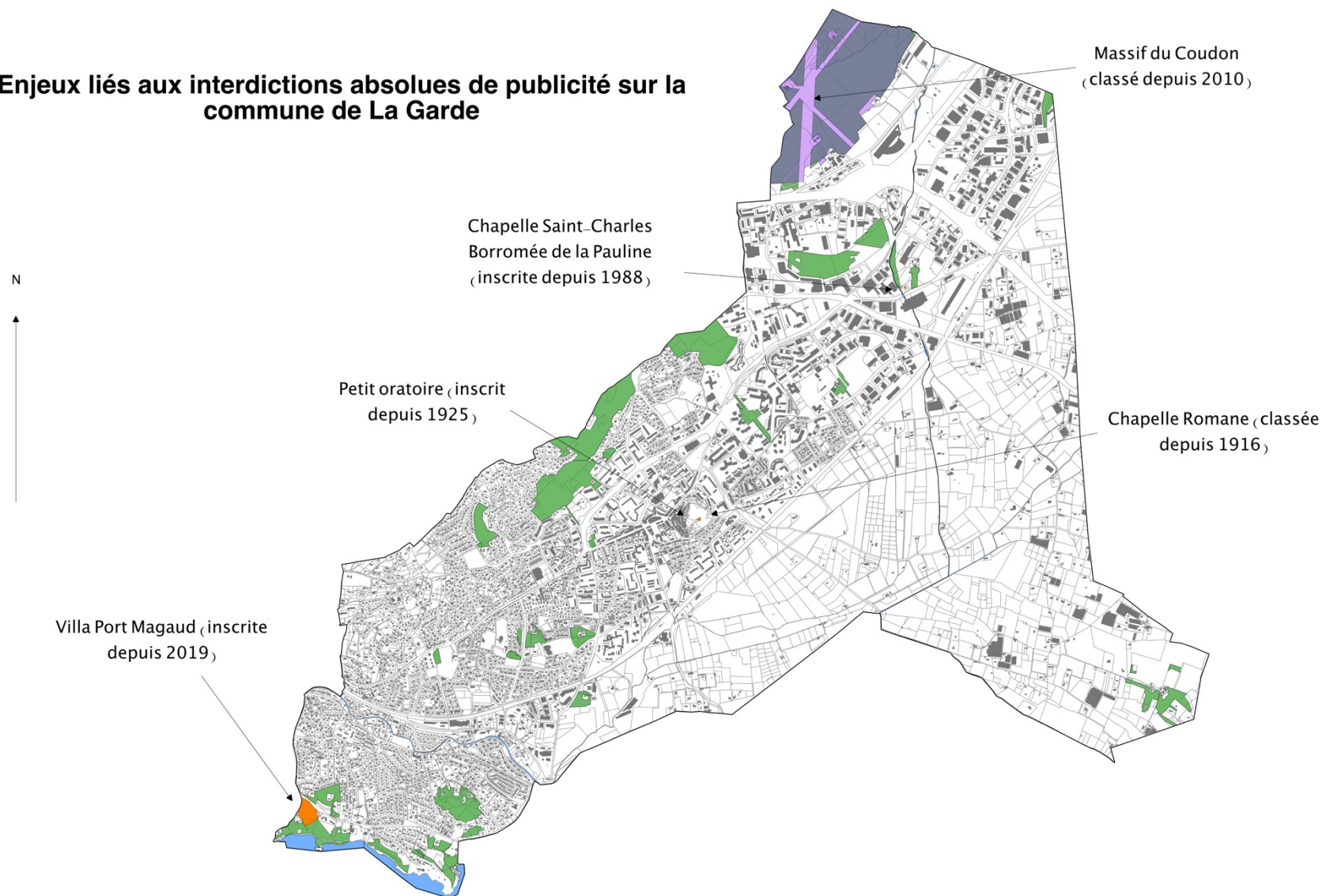
L'interdiction absolue de publicité s'applique également aux sites classés, et plus particulièrement le site classé du massif du Coudon, classé depuis 2010.

L'interdiction absolue de publicité s'étend également sur les arbres.

Les interdictions absolues de publicité posées par le code de l'environnement ne peuvent pas être levées par l'instauration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) sur le territoire.

⁹ Article L581-4 du code de l'environnement

Enjeux liés aux interdictions absolues de publicité sur la commune de La Garde



Légende

- Monuments historiques classés et inscrits
- Espaces Boisés Classés (EBC)
- Site classé du massif du Coudon

0 750 1500 m

Enjeux liés aux interdictions absolues de publicité sur la commune de La Garde



Légende

- Monuments historiques classés et inscrits
- Espaces Boisés Classés (EBC)

0 750 1500 m

D'autres immeubles présentent un caractère esthétique, historique ou pittoresque notamment en centre-ville. Ils peuvent faire l'objet d'une protection particulière. En effet, le Maire peut prendre un arrêté protégeant ces immeubles de la même manière que les immeubles inscrits ou classés¹⁰.

La publicité est également interdite :

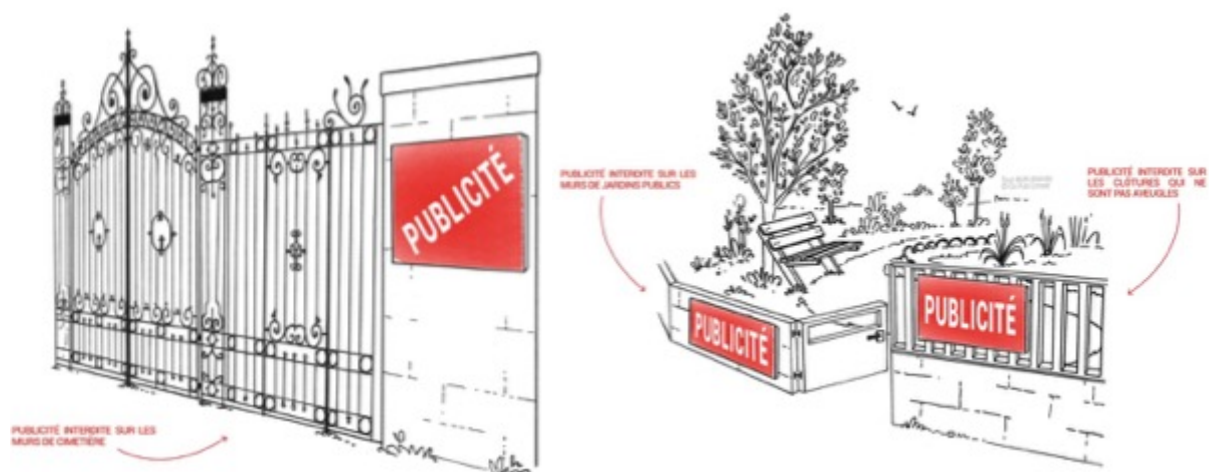
1° Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;



2° Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré ;

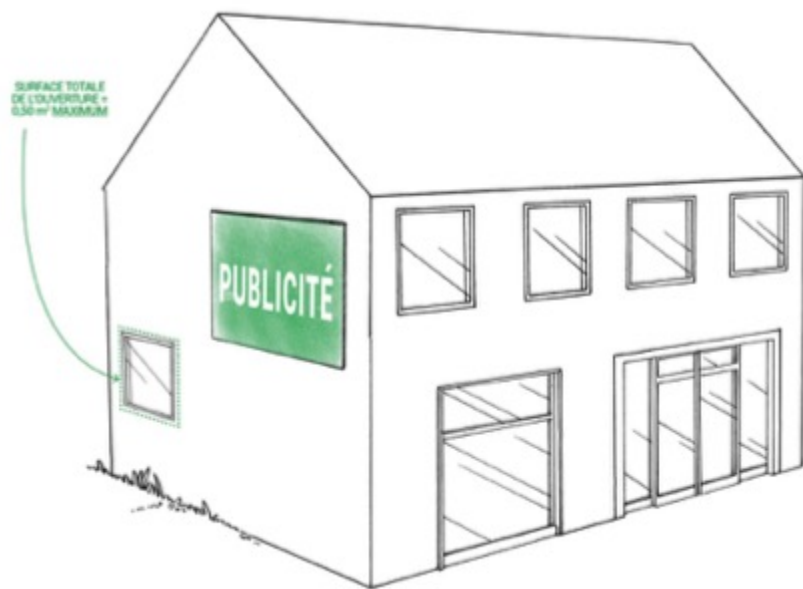
3° Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;

4° Sur les murs de cimetière et de jardin public¹¹.



¹⁰ Article L581-4 2° du code de l'environnement

¹¹ Article R581-22 du code de l'environnement



b) Les interdictions relatives¹²

Contrairement aux interdictions absolues de publicité, les interdictions relatives peuvent être levées par l'instauration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) sur le territoire.

La commune de la Garde est concernée par l'interdiction relative aux abords des monuments historiques. Depuis la loi LCAP du 7 juillet 2016¹³ « *la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative*¹⁴ ». En l'espèce, cette protection s'applique aux périmètres délimités autour de la Chapelle Saint-Charles de Borromée, de la Chapelle Romane et du petit oratoire. « *En l'absence de périmètre délimité, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci.*¹⁵ ». En l'espèce cette protection s'applique au périmètre de protection de 500 mètres de la Villa Port Magaud.

L'interdiction relative de publicité s'applique également aux sites inscrits, et plus précisément au site inscrit des terrains du lotissement « *Terre Promise* » formés par la pinède de Saint- Marguerite, inscrit depuis 1935.

Enfin cette interdiction relative de publicité s'étend à l'aire d'adhésion des parcs nationaux, et plus particulièrement à l'aire d'adhésion du parc national de Port Cros.

¹² : Article L581-8 du code de l'environnement

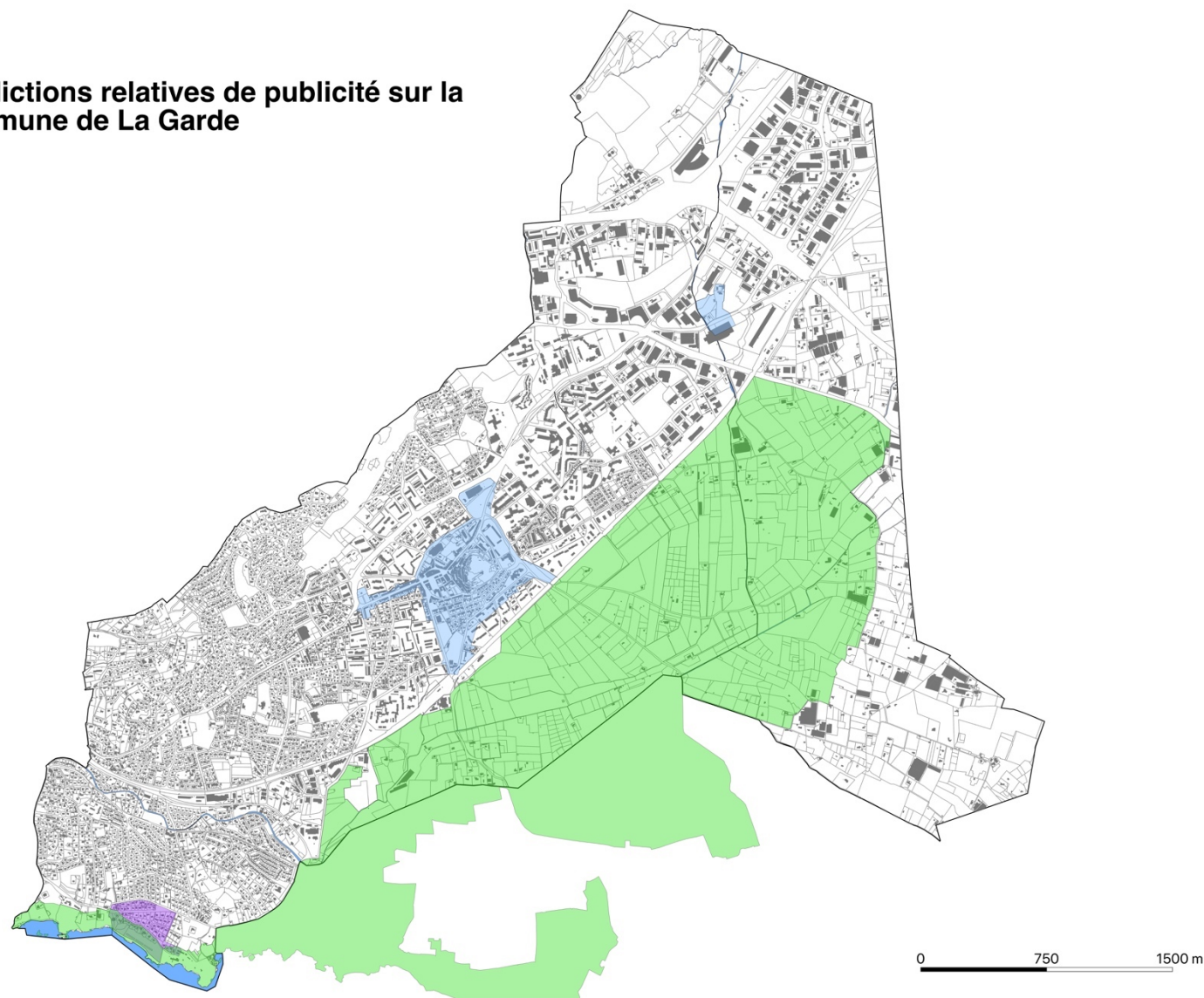
¹³ : Loi n°2016_925 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016.

¹⁴ : Article L.621-30 du code du patrimoine

¹⁵ : Article L.621-30 du code du patrimoine

Enjeux liés aux interdictions relatives de publicité sur la commune de La Garde

N



Légende

- Aire d'adhésion du Parc National de Port Cros
- Périmètre de protection délimité de la Chapelle Saint-Charles Borromée de la Pauline, de la Chapelle Romane, du petit oratoire et de la Villa Port Magaud
- Site inscrit du lotissement "Terre Promise" formé par la pinède de Sainte-Marguerite

4. Les règles applicables au territoire

Les règles qui s'appliquent en matière d'affichage extérieur sur la commune sont celles définies pour les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

a) Les règles du code de l'environnement en matière de publicités et préenseignes

Toute publicité doit mentionner, selon le cas, le nom et l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer.

Les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent doivent être maintenus en bon état d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent¹⁶.

Densité

Le code de l'environnement pose la règle de densité suivante¹⁷ applicable aux publicités sur mur ou clôture ainsi qu'aux dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés sur le sol.

I. - Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 m linéaire.

Par exception, il peut être installé :

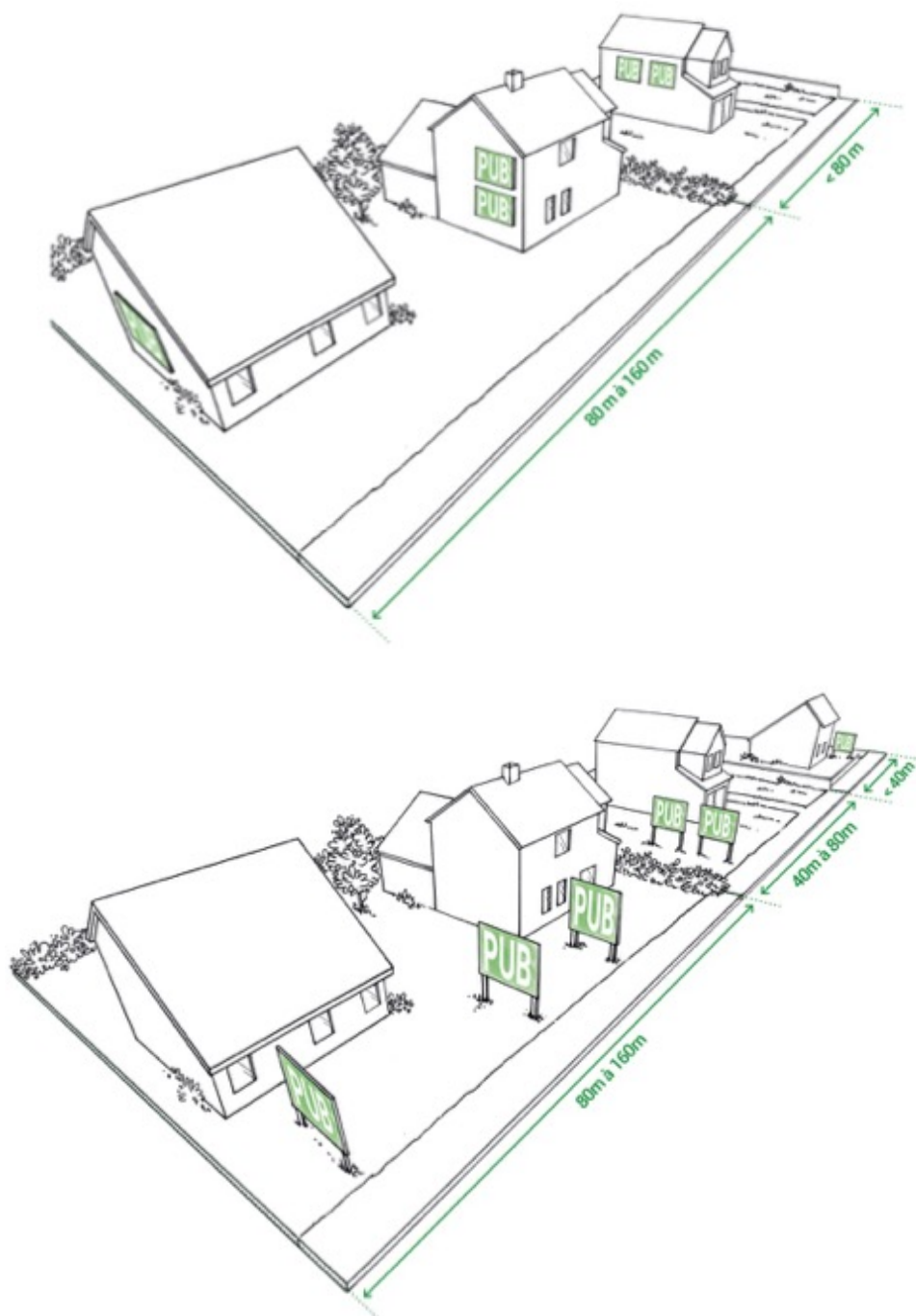
- soit 2 dispositifs publicitaires alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support ;
- soit 2 dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 m linéaire.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 m linéaire, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 m au-delà de la première.

Ces dispositifs peuvent être installés librement sur l'unité foncière.

¹⁶ Article R581-24 du code de l'environnement

¹⁷ Article R581-25 du code de l'environnement



II. - Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur le domaine public au droit des unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 m linéaire.

Lorsque l'unité foncière dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 m linéaire, il peut être installé sur le domaine public un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 m au-delà de la première.

Ces dispositifs peuvent être installés librement sur le domaine public au droit de l'unité foncière.

Publicité non lumineuse sur mur ou clôture

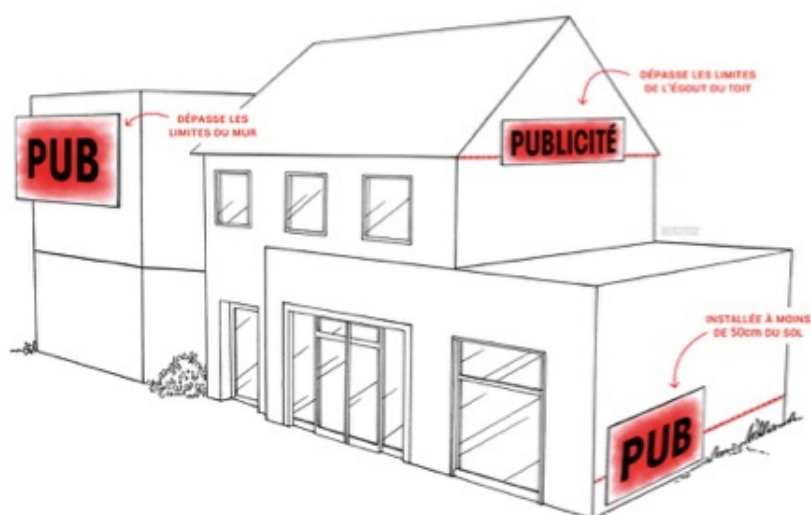
Surface unitaire maximale ≤ 12 mètres carrés

Hauteur maximale au-dessus du niveau du sol $\leq 7,5$ m

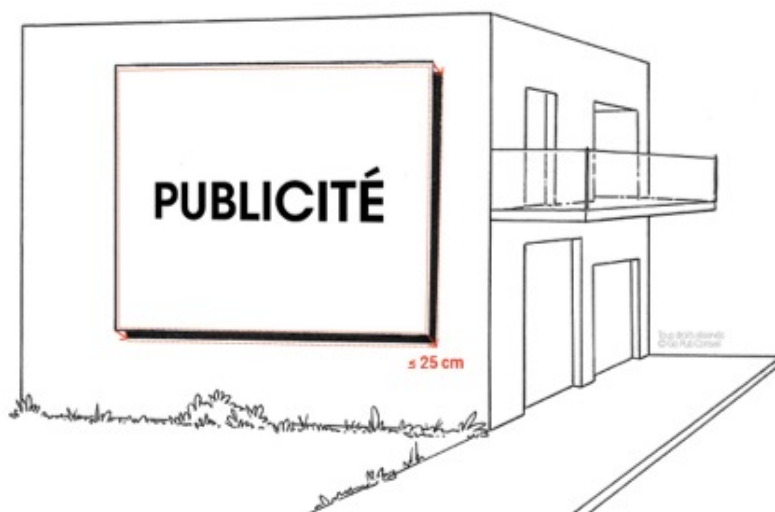
Conditions d'installation de la publicité non lumineuse

La publicité non lumineuse ne peut :

- Être apposée à moins de 50 cm du niveau du sol,
- Être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu,
- Dépasser les limites du mur qui la supporte,
- Dépasser les limites de l'égout du toit,
- Être apposée sur un mur sans que les publicités anciennes existant au même endroit aient été supprimées (sauf s'il s'agit de publicités peintes d'intérêt artistique, historique ou pittoresque).



La publicité sur mur ou clôture doit être située sur le mur qui la supporte ou sur un plan parallèle à ce mur. Elle ne peut constituer par rapport à ce mur une saillie supérieure à 25 cm.



Dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol

Surface unitaire maximale ≤ 12 mètres carrés

Hauteur maximale au-dessus du niveau du sol ≤ 6 m

Conditions d'installation des dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol

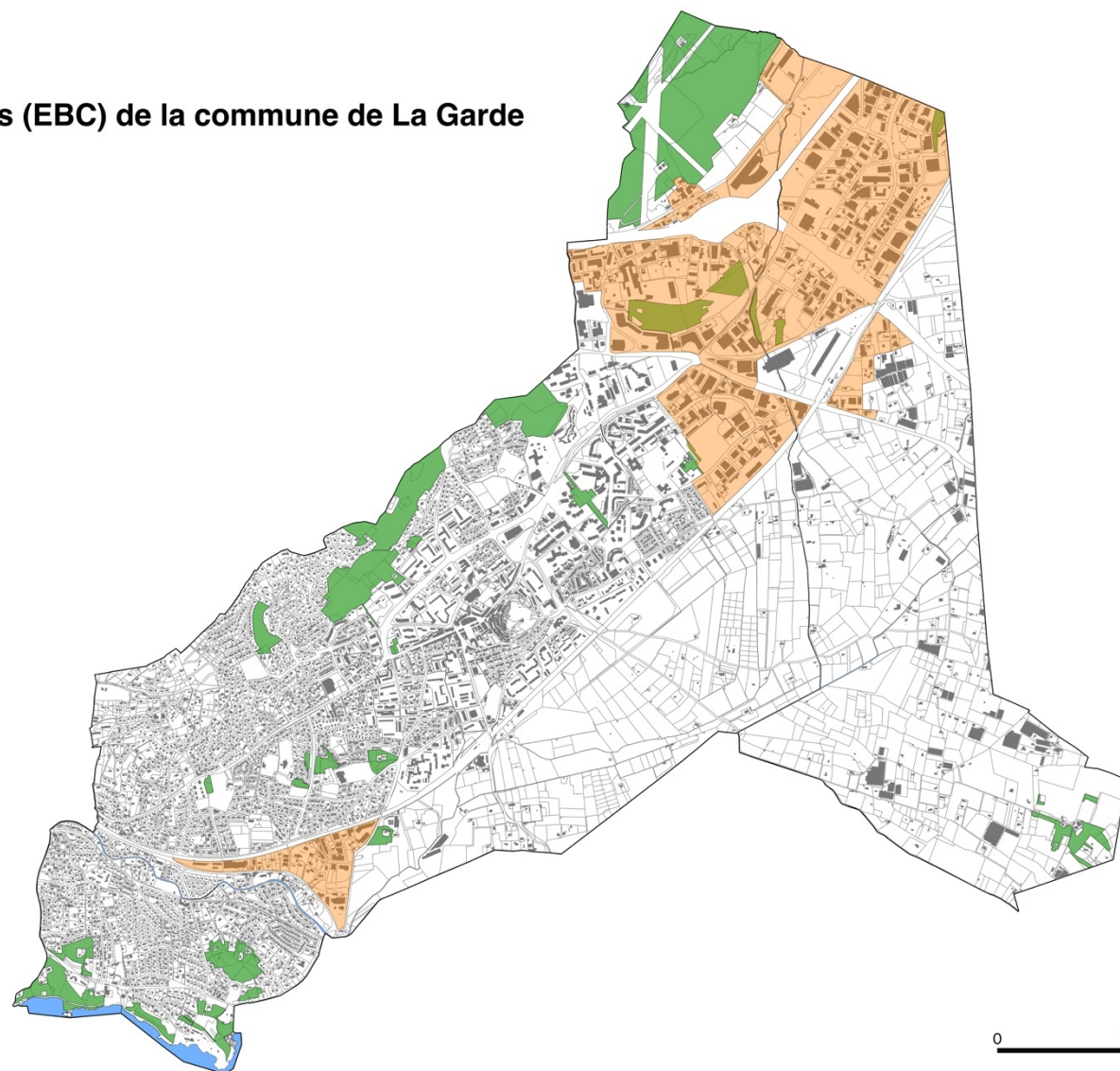
Les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits en agglomération :

1° Dans les espaces boisés classés¹⁸,

¹⁸ Article L113-1 du code de l'urbanisme

Espaces boisés classés (EBC) de la commune de La Garde

N

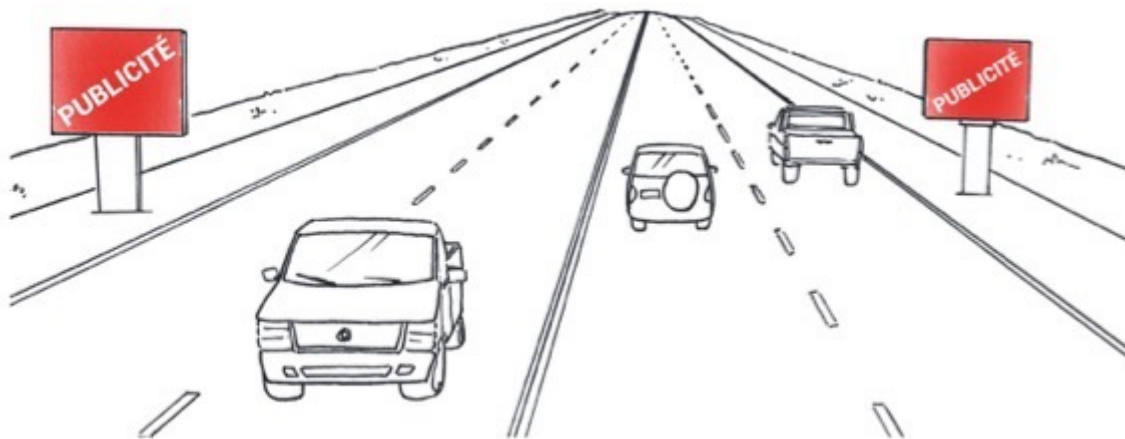


0 750 1500 m

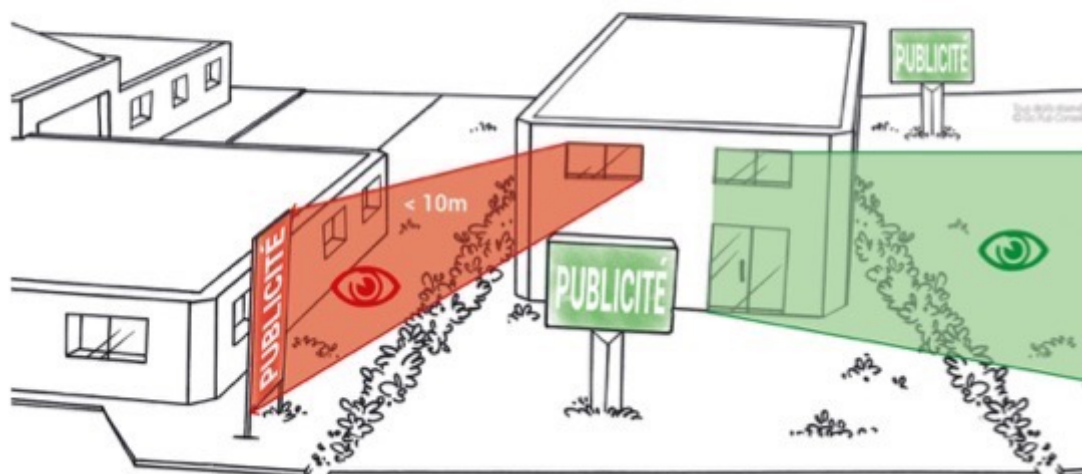
Légende

- Espaces boisés classés (EBC)
- Zones d'activités économiques (ZAE)

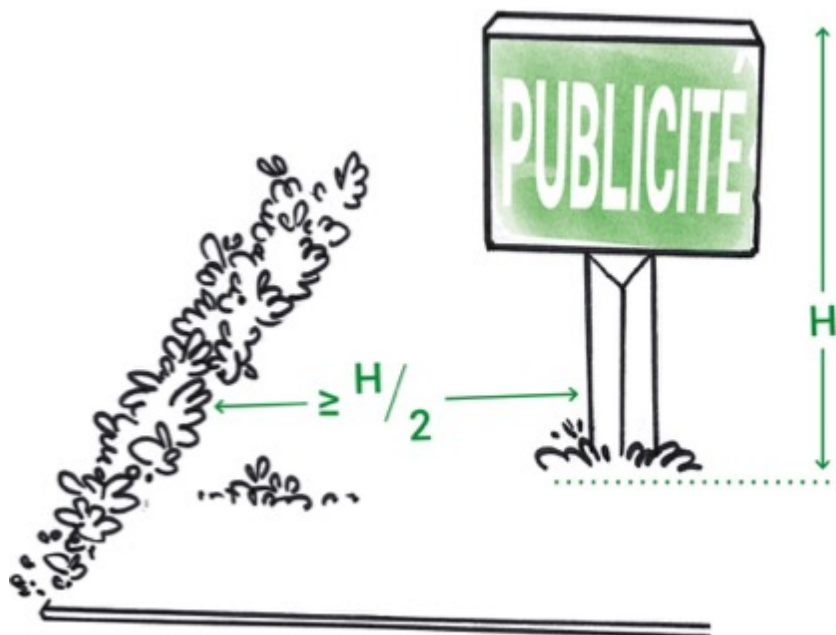
Les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits si les affiches qu'ils supportent sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.



Un dispositif publicitaire non lumineux scellé au sol ou installé directement sur le sol ne peut être placé à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.



L'implantation d'un dispositif non lumineux scellé au sol ou installé directement sur le sol ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété.



La publicité lumineuse

La publicité lumineuse est la publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

La publicité lumineuse respecte des normes techniques fixées par arrêté ministériel¹⁹.

Les dispositions qui suivent ne sont pas applicables aux dispositifs de publicité lumineuse ne supportant que des affiches éclairées par projection ou par transparence, lesquels sont soumis aux dispositions de la publicité non lumineuse citées précédemment.

Surface unitaire maximale ≤ 8 mètres carrés

Hauteur maximale au-dessus du niveau du sol ≤ 6 m.

La publicité lumineuse doit être située dans un plan parallèle à celui du mur qui la supporte.

¹⁹ arrêté ministériel non publié à ce jour

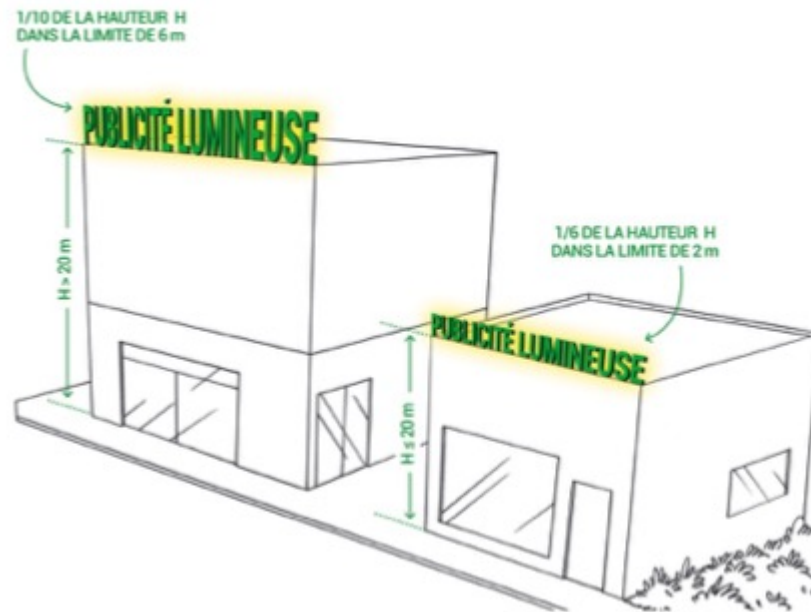
La publicité lumineuse ne peut :

- Recouvrir tout ou partie d'une baie ;
- Dépasse les limites du mur qui la supporte ;
- Être apposée sur un garde-corps de balcon ou balconnet ;
- Être apposée sur une clôture.



Lorsqu'une publicité lumineuse est située sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, elle ne peut être réalisée qu'au moyen de lettres ou signes découpés dissimulant leur fixation sur le support et sans panneau de fond autre que ceux qui sont strictement nécessaires à la dissimulation des supports de base. Dans tous les cas, la hauteur de ces panneaux ne peut excéder 50 cm.

	Hauteur maximale des publicités sur toiture
Hauteur de la façade \leq 20 m	1/6 de la hauteur de la façade dans la limite de 2 m
Hauteur de la façade $>$ 20 m	1/10 de la hauteur de la façade dans la limite de 6 m



La publicité numérique est une sous-catégorie de la publicité lumineuse. Elle est donc soumise aux conditions de surface et de hauteur de la publicité lumineuse.

Surface unitaire maximale ≤ 8 mètres carrés

Hauteur maximale au-dessus du niveau du sol ≤ 6 m



Toutefois, lorsque la consommation électrique du dispositif publicitaire numérique excède les niveaux définis par arrêté ministériel²⁰, la publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 2,1 mètres carrés ni s'élever à plus de 3 m au-dessus du niveau du sol.

²⁰ arrêté ministériel non publié à ce jour

Conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support de publicité :

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction, supporter de la publicité :

- Non lumineuse ;
- Éclairée par projection ou par transparence ;
- Numérique.

S'il supporte de la publicité numérique, il ne peut être placé à moins de 10 m d'une baie d'habitation située sur un fonds voisin lorsque la publicité numérique est visible de la baie et située parallèlement à celle-ci. La distance se mesure de la partie inférieure de la baie jusqu'à la partie supérieure de l'écran numérique.

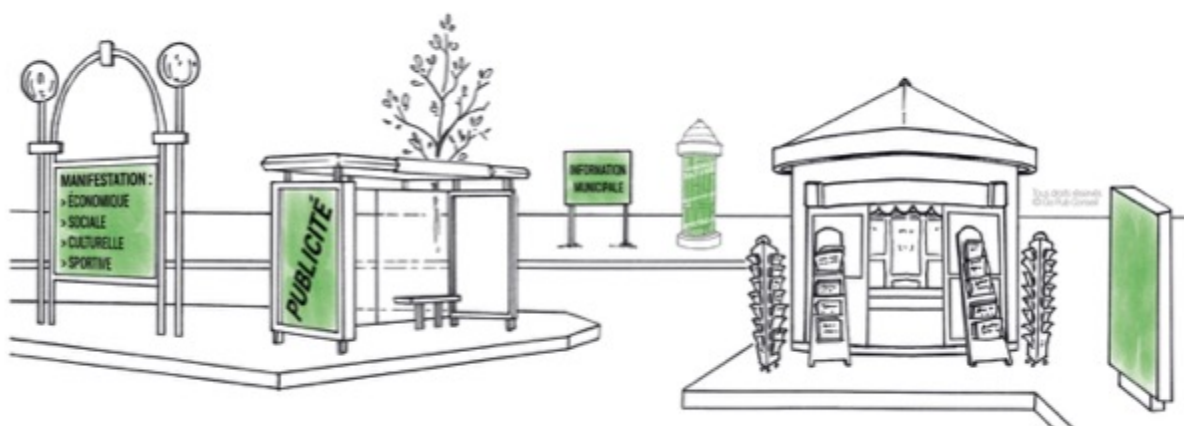
Il ne peut pas supporter de publicité numérique dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux, en l'espèce le parc national de Port Cros.

La publicité supportée par le mobilier urbain est interdite :

- Dans les espaces boisés classés en application de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme ;
- Dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, et figurant sur un plan local d'urbanisme ou sur un plan d'occupation des sols ;
- Si les affiches qu'il supporte sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

La publicité éclairée par projection ou transparence supportée par le mobilier urbain n'est pas soumise à l'extinction nocturne entre 01h00 et 06h00 ainsi que les publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Il existe 5 types de mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité.



Type	Règles applicables
Abris destinés au public	Surface unitaire maximale ≤ 2 mètres carrés ; Surface totale ≤ 2 mètres carrés + 2 mètres carrés par tranche entière de 4,5 mètres carrés de surface abritée au sol ; Dispositifs publicitaires sur toit interdits.
Kiosques à journaux ou à usage commercial édifîés sur le domaine public	Surface unitaire maximale ≤ 2 mètres carrés ; Surface totale ≤ 6 mètres carrés ; Dispositifs publicitaires sur toit interdits.
Colonnes porte-affiches	ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles.
Mâts porte-affiches	Ne peuvent supporter que l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives ; Ne peuvent comporter plus de deux panneaux situés dos à dos ; Surface unitaire maximale ≤ 2 mètres carrés.
Mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques	Ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres ; Si surface unitaire > 2 mètres carrés et hauteur > 3 m alors : - interdit si les affiches qu'il supporte sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération ; - ne peut ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 12 mètres carrés (8 mètres carrés si numérique) ; - ne peut être placé à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

La publicité sur les bâches

Les bâches comprennent :

- 1° Les bâches de chantier, qui sont des bâches comportant de la publicité, installées sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux ;
- 2° Les bâches publicitaires, qui sont des bâches comportant de la publicité autres que les bâches de chantier.

Les bâches sont interdites si la publicité qu'elles supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique, situées hors agglomération, ainsi que dans les cas prévus par l'article R. 418-7 du code de la route.

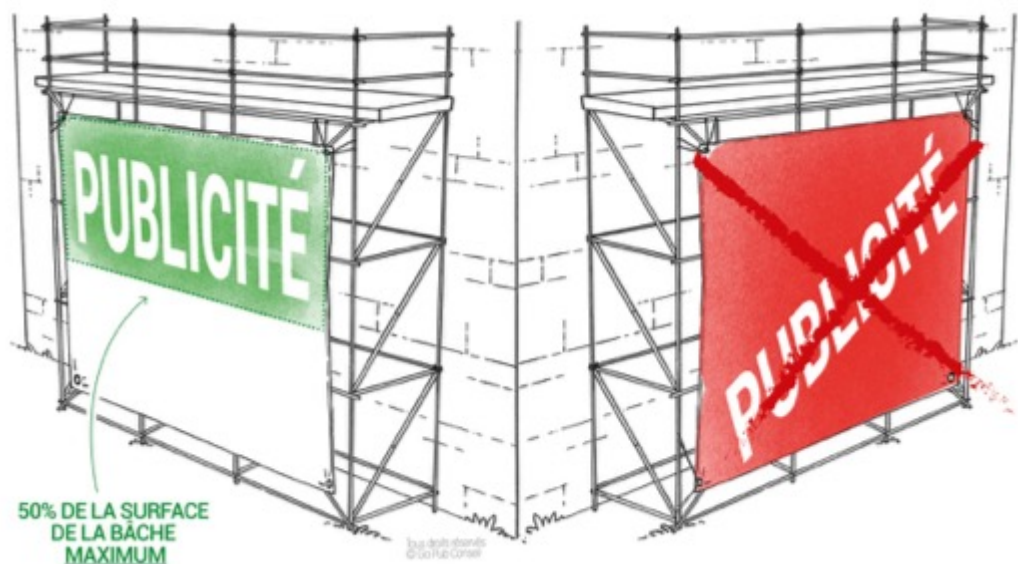
Une bâche de chantier comportant de la publicité ne peut constituer une saillie supérieure à 50 cm par rapport à l'échafaudage nécessaire à la réalisation de travaux.

Durée de l'affichage publicitaire sur une bâche de chantier \leq l'utilisation effective des échafaudages pour les travaux.

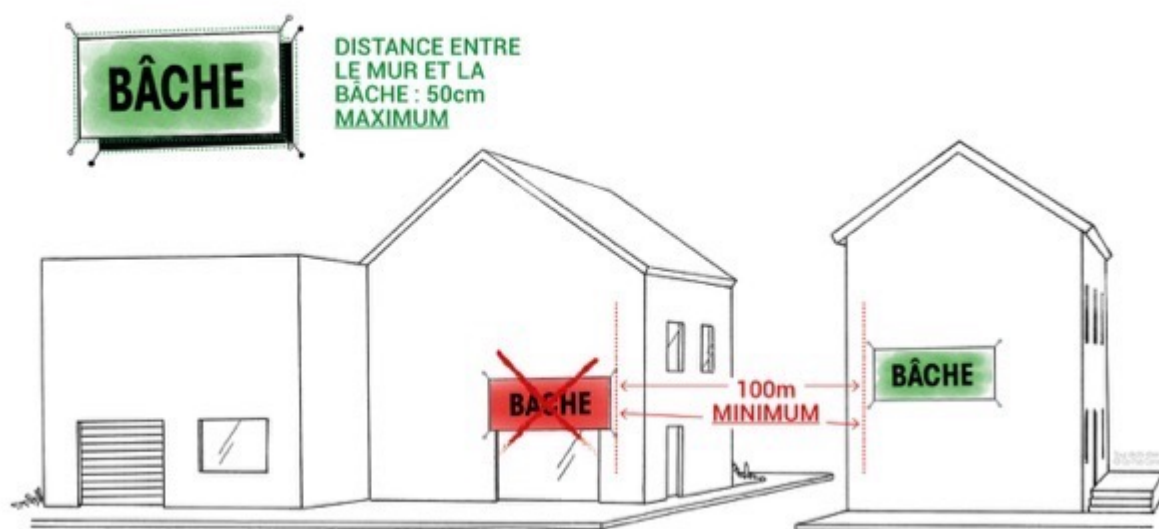
Surface de l'affichage publicitaire sur une bâche de chantier \leq 50% de la surface de la bâche²¹



²¹ l'autorité de police peut autoriser une surface plus importante dans le cadre de travaux donnant lieu au label BBC rénovation



Les bâches publicitaires peuvent être installées sur les seuls murs aveugles ou ceux comportant des ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,5 m². Elles ne peuvent recouvrir tout ou partie d'une baie. La bâche publicitaire est située sur le mur qui la supporte ou sur un plan parallèle à ce mur. Elle ne peut constituer par rapport à ce mur une saillie supérieure à 50 cm, à moins que celui-ci soit édifié en retrait des autres murs de l'immeuble et à condition qu'elle ne soit pas en saillie par rapport à ceux-ci. La distance entre deux bâches publicitaires est d'au moins 100 m.



D'autres règles de la publicité sur mur ou sur clôture s'appliquent à la publicité sur bâches notamment le fait qu'elles doivent être installées à plus de 50 cm du niveau du sol ou sur des murs aveugles.

Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles

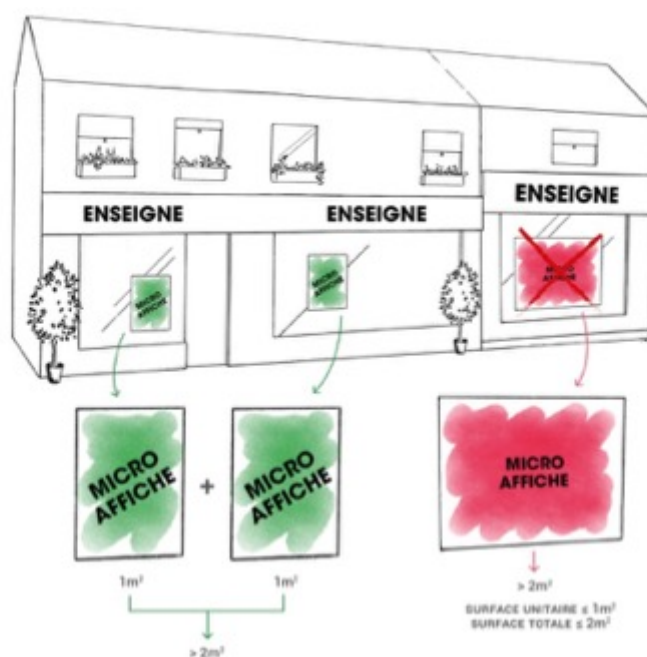
Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles sont interdits si la publicité qu'ils supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique, situées hors agglomération, ainsi que dans les cas prévus par l'article R. 418-7 du code de la route. La durée d'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles ne peut excéder la période comprise entre un mois avant le début de la manifestation annoncée et quinze jours après cette manifestation.

Les dispositifs de dimensions exceptionnelles qui supportent de la publicité numérique ne peuvent avoir une surface unitaire supérieure à 50 mètres carrés.

D'autres règles de la publicité sur mur ou sur clôture s'appliquent aux dispositifs de dimensions exceptionnelles notamment le fait qu'ils doivent être installés à plus de 50 cm du niveau du sol.

Les dispositifs de petits formats intégrés à des devantures commerciales

Les dispositifs de petits formats intégrés à des devantures commerciales ont une surface unitaire inférieure à 1 mètre carré. Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite maximale de 2 mètres carrés.



Comme pour les dispositifs de dimensions exceptionnelles, les dispositifs de petits formats intégrés à des devantures commerciales doivent notamment être installés à plus de 50 cm du niveau du sol.

Les publicités sur les véhicules terrestres²² ainsi que sur les eaux intérieures²³ sont également réglementées par le code de l'environnement.

²² Article R581-48 du code de l'environnement pour les véhicules publicitaires

²³ Articles R581-49 à 52 du code de l'environnement pour la publicité sur les eaux intérieures

b) Les règles du code de l'environnement en matière de préenseignes dérogatoires

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Toutefois, par dérogation à l'interdiction de la publicité en dehors des agglomérations, peuvent être signalés par des préenseignes dérogatoires :

- Les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
- Les activités culturelles,
- Les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite,
- À titre temporaire, les opérations exceptionnelles et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique.

Les activités autres que celles mentionnées ci-dessus ne peuvent être signalées qu'à travers la mise en place de Signalisation d'Information Locale (SIL).

	Activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales	Activités culturelles	Monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite	Préenseignes temporaires
Type de dispositif	Scellée au sol ou installée directement sur le sol Panneaux plats de forme rectangulaire mât mono-pied (largeur < 15 cm)			
Nombre maximum de dispositifs par activité, opération ou monument	2	2	4	4
Dimensions maximales	1 m de hauteur et 1,5 m de largeur 2,2 m de hauteur maximale au-dessus du sol			
Distance maximale d'implantation	5 km	5 km	10 km	-
Lieu d'implantation	Hors agglomération uniquement			Hors agglomération et dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants et ne fait pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants
Durée d'installation	Permanente			Installée au maximum 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération Retirée au maximum 1 semaine après la fin de la manifestation ou de l'opération

c) Les règles du code de l'environnement en matière d'enseignes

Une enseigne doit être :

- Constituée par des matériaux durables,
- Maintenue en bon état de propreté, d'entretien, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.
- Supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les 3 mois de la cessation de cette activité (sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque).

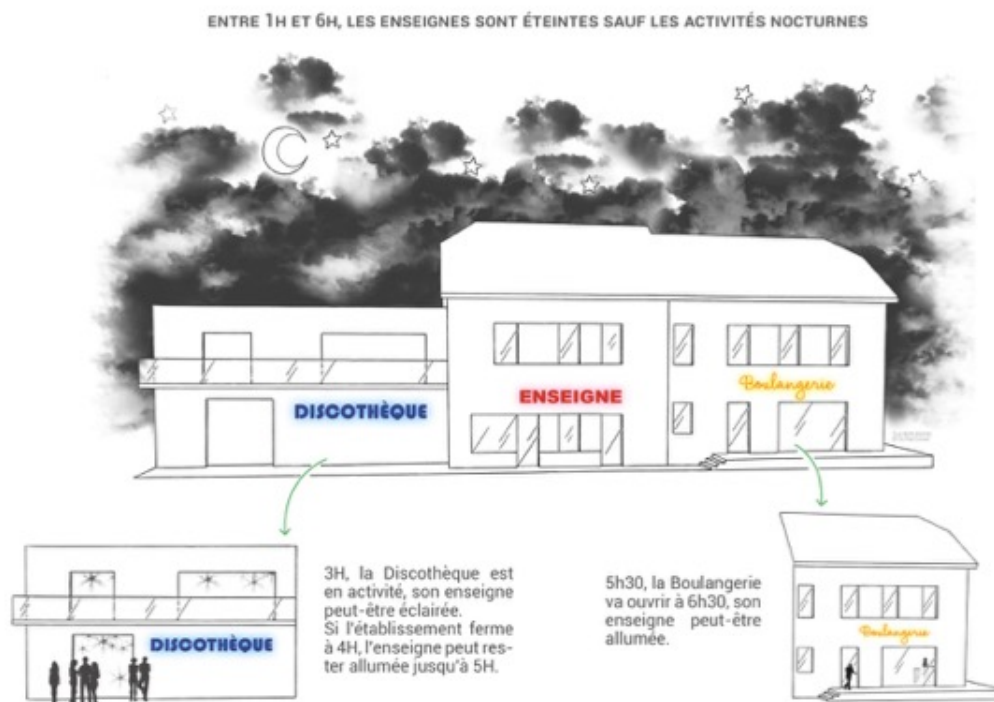
Les enseignes lumineuses

Une enseigne lumineuse est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Ces enseignes satisfont à des normes techniques fixées par arrêté ministériel²⁴.

Elles sont éteintes²⁵ entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence.



²⁴ arrêté non publié à ce jour

²⁵ l'article R581-59 prévoit qu'il peut être dérogé à cette obligation d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral

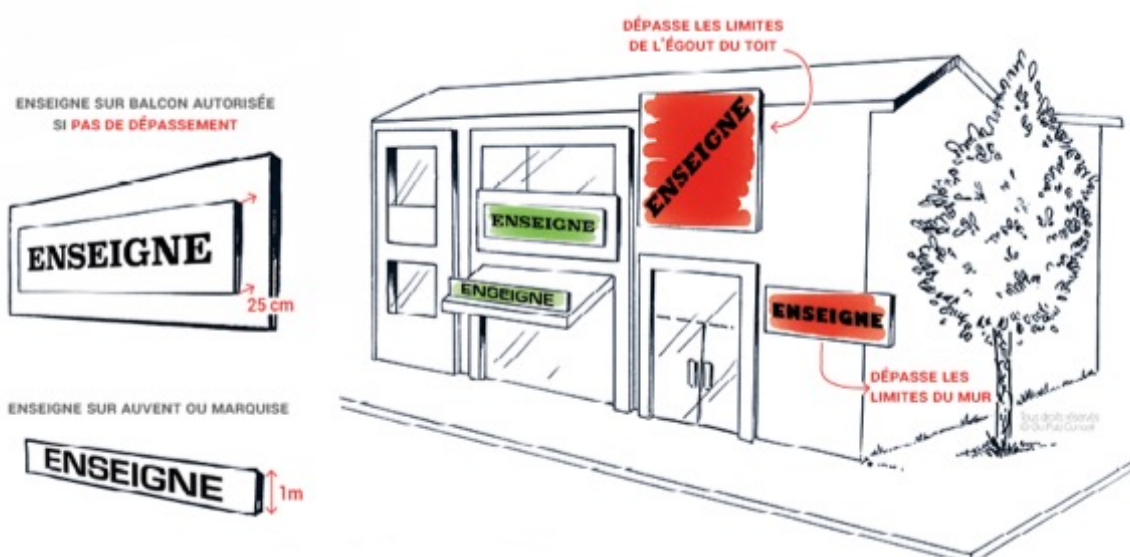
Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Elles ne doivent pas :

- Dépasser les limites de ce mur
- Constituer par rapport à lui une saillie de plus de 25 cm
- Dépasser les limites de l'égout du toit.

Des enseignes peuvent être installées :

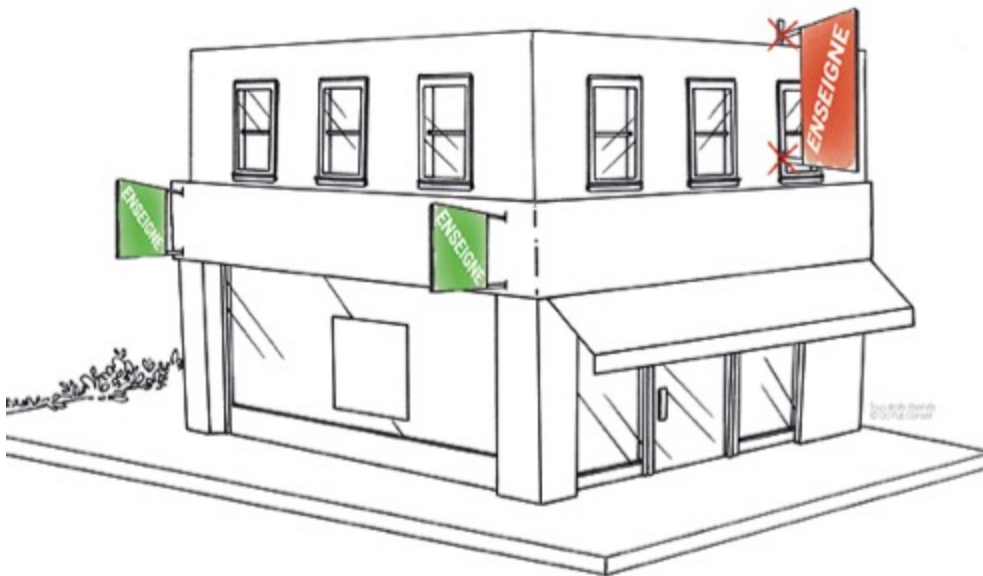
- Sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas un mètre,
- Devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie,
- Sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 25 cm par rapport à lui.



Les enseignes perpendiculaires au mur

Elles ne doivent pas :

- Dépasser la limite supérieure de ce mur,
- Être apposées devant une fenêtre ou un balcon,
- Constituer par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement (dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder 2 m).

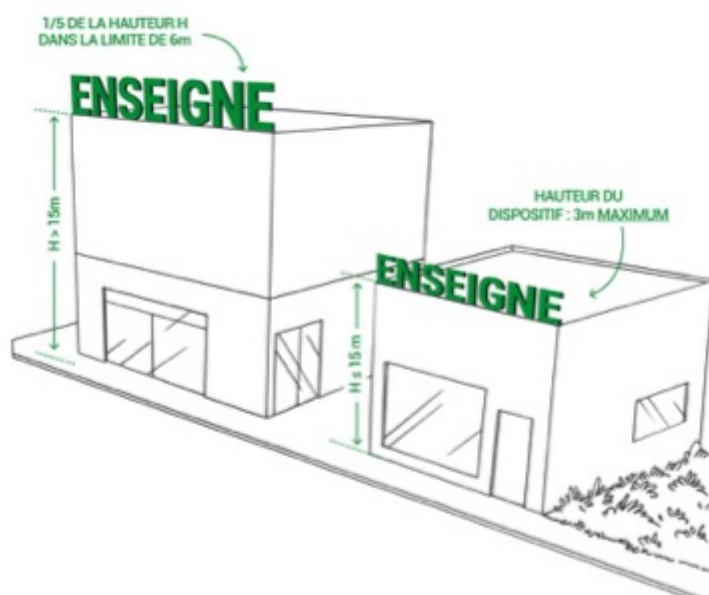


Les enseignes installées sur toiture ou sur terrasse en tenant lieu

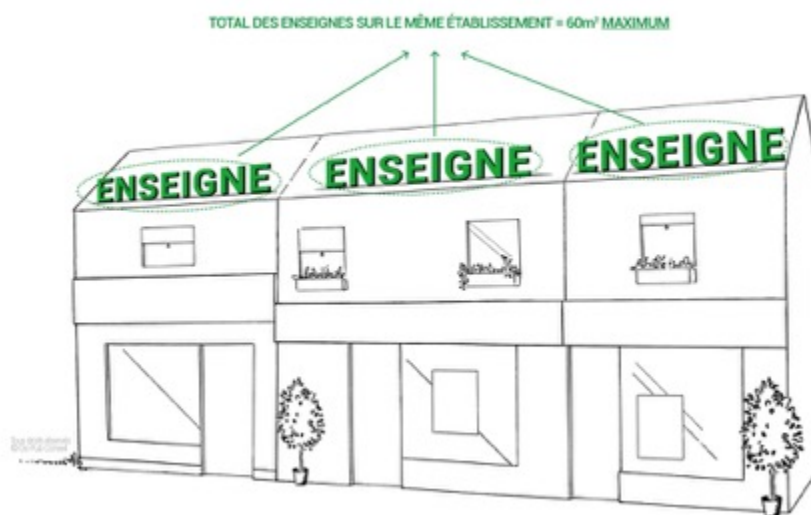
Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans la moitié ou moins de la moitié du bâtiment qui les supporte, leur installation est régie par les prescriptions applicables, dans les lieux considérés, aux dispositifs publicitaires sur toiture ou sur terrasse en tenant lieu.

Dans le cas contraire, ces enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneau de fond autre que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent pas dépasser 0,50 m de haut.

	Hauteur maximale des enseignes sur toiture
Hauteur de la façade ≤ 15 m	3 m
Hauteur de la façade > 15 m	1/5 de la hauteur de la façade dans la limite de 6 m



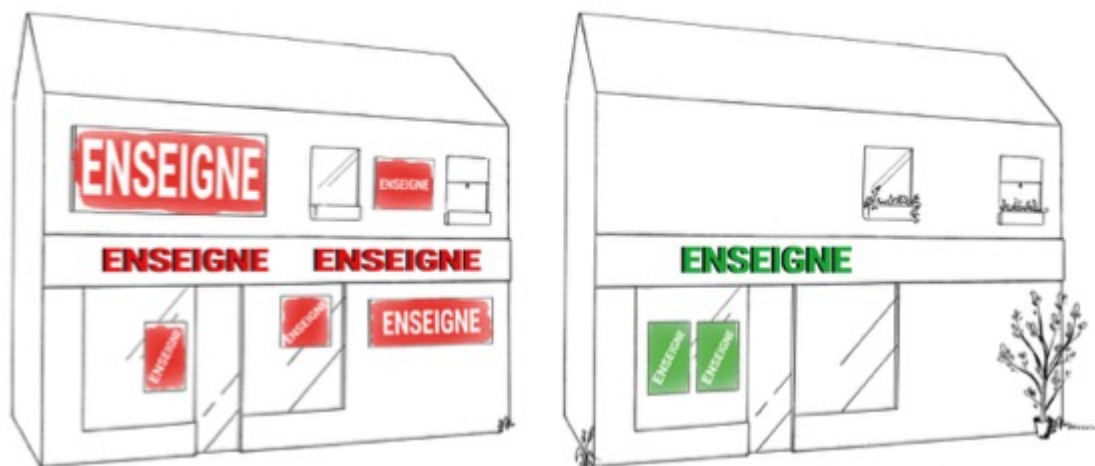
Surface cumulée²⁶ des enseignes sur toiture d'un même établissement ≤ 60 m²



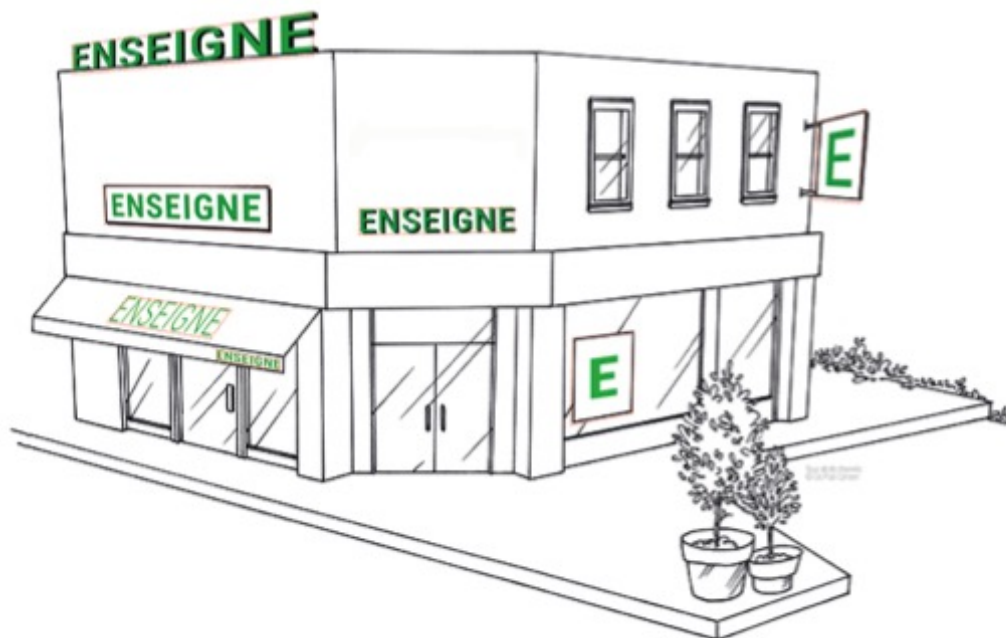
²⁶ Cette règle ne s'applique pas aux établissements de spectacles vivants, cinématographiques ou d'enseignement et d'exposition d'arts plastiques

Les enseignes apposées sur une façade commerciale

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée²⁷ excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 m².



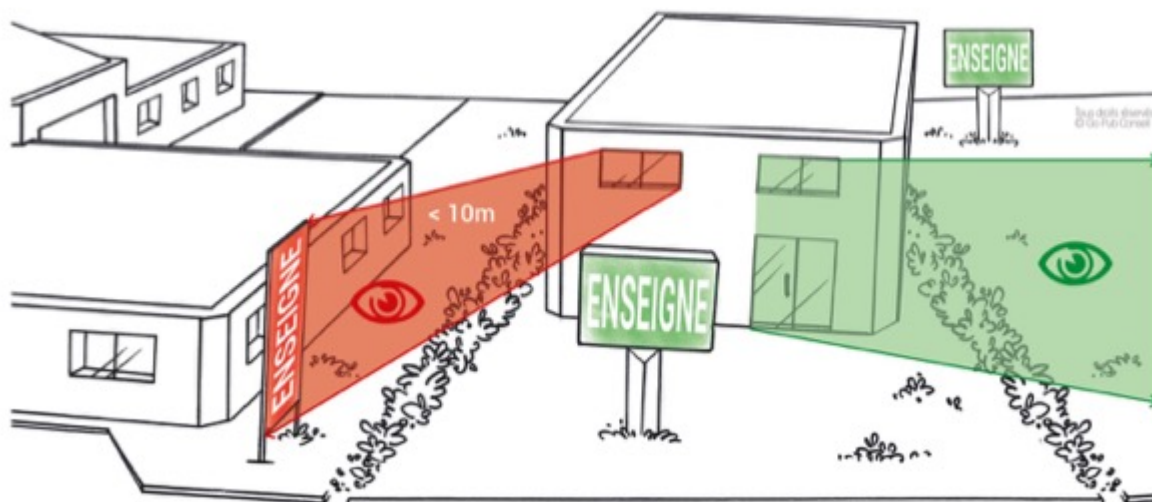
Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. Les publicités qui sont apposées dans les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée.



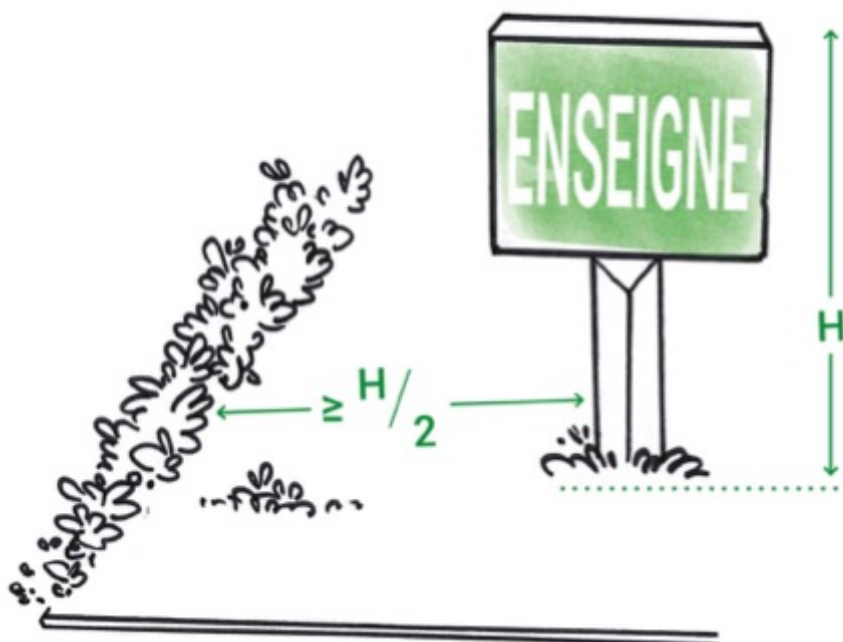
²⁷ Cette règle ne s'applique pas aux activités culturelles de spectacles vivants, de spectacles cinématographiques ou d'enseignement et d'exposition d'arts plastiques

Les enseignes, de plus de 1 m², scellées au sol ou installées directement sur le sol

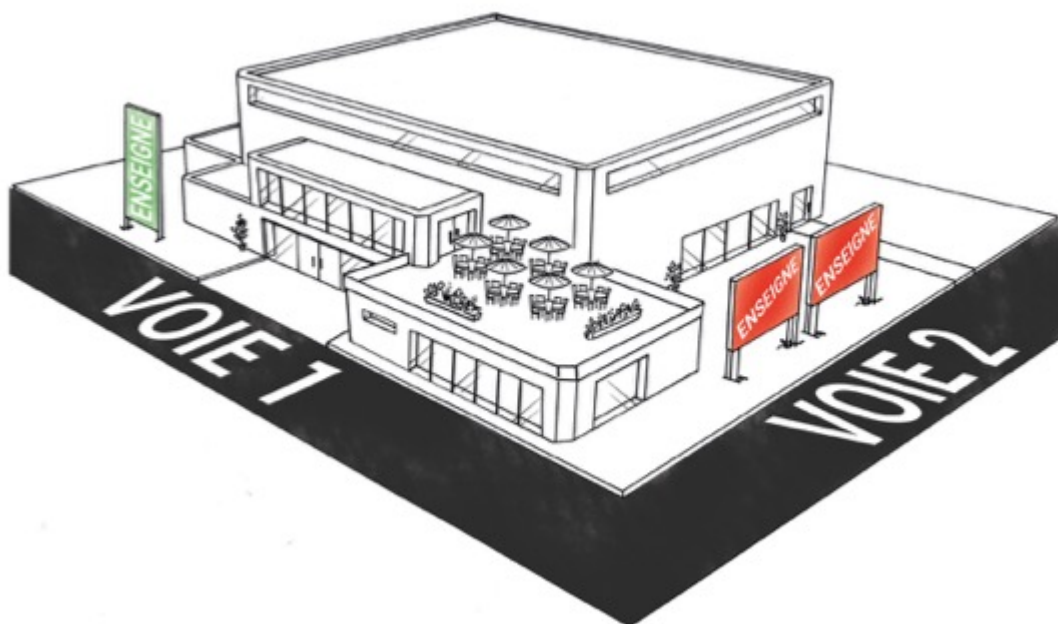
Les enseignes de plus de 1 m², scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.



Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.



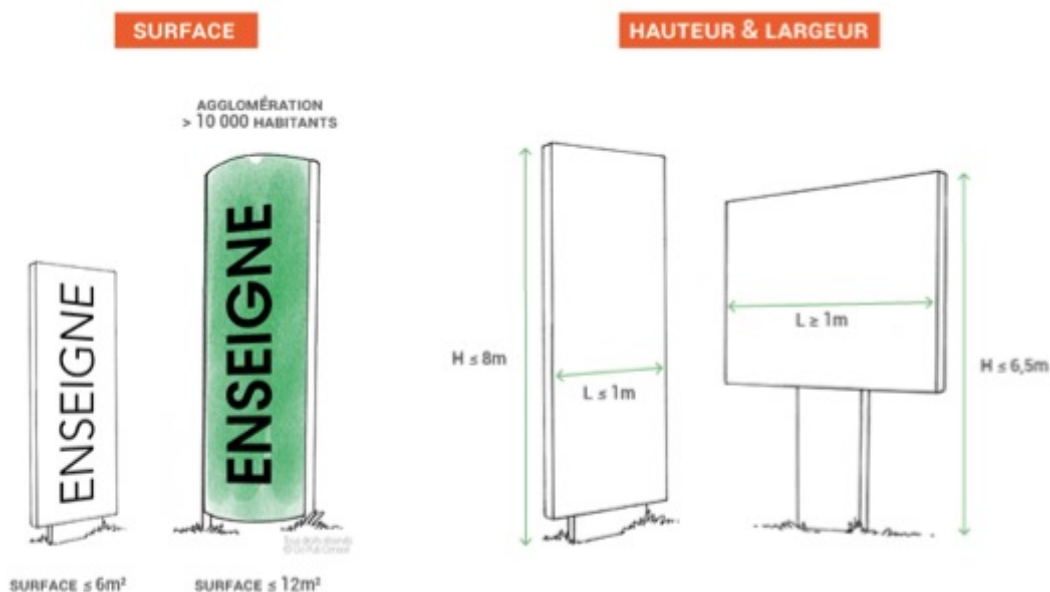
Les enseignes de plus de 1 m² scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.



La surface unitaire maximale des enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol est de 6 mètres carrés. Elle est portée à 12 mètres carrés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Ces enseignes ne peuvent dépasser :

- 6,50 m de haut lorsqu'elles ont 1 m ou plus de large,
- 8 m de haut lorsqu'elles ont moins de 1 m de large.



d) Les règles du code de l'environnement en matière d'enseignes et préenseignes temporaires

Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires :

1° Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.

2° Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Elles peuvent être installées 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées 1 semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Les enseignes temporaires doivent être maintenues en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

Les enseignes temporaires lumineuses sont éteintes²⁸ entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes temporaires sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité. Les enseignes temporaires lumineuses satisfont à des normes techniques fixées par arrêté ministériel²⁹.

Les enseignes temporaires apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

- Saillie ≤ 25 cm
- Ne doivent pas dépasser les limites du mur support
- Ne doivent pas dépasser les limites de l'égout du toit

Les enseignes temporaires perpendiculaires au mur

- Ne doit pas dépasser la limite supérieure du mur support
- Saillie $\leq 1/10^{\text{ème}}$ de la distance séparant deux alignements de la voie publique dans la limite de 2 m

Les enseignes temporaires installées sur toiture ou sur terrasse en tenant lieu

- Surface totale ≤ 60 mètres carrés

Les enseignes temporaires de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol

- Une seule placée le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'activité
- Règles du H/2 et des 10 m des baies voisines
- Surface ≤ 12 mètres carrés (si 2° alinéa).

²⁸ il peut être dérogé à cette interdiction lors d'événements exceptionnels par arrêté municipal ou préfectoral

²⁹ arrêté non publié à ce jour

e) La réglementation locale

La commune de La Garde dispose, depuis le 26 avril 1985, d'un RLP. Il s'agit d'un RLP dit de « *première génération* », c'est-à-dire conforme à l'ancienne réglementation, régi par la loi de 1979 sur la publicité extérieure³⁰. Cette dernière a fait l'objet de nombreuses évolutions, la principale étant issue de la Loi Grenelle II et de ses décrets d'application³¹ qui ont permis une refonte de la réglementation nationale de la publicité extérieure.

La loi Grenelle II a également donné 10 ans aux autorités compétentes pour mettre en conformité les Règlements Locaux de Publicité en vigueur avec ses dispositions. Le 13 juillet 2020 marque donc l'échéance du délai dit de « *grenellisation* ».

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique vise à encourager l'adoption de Règlements Locaux de Publicité intercommunaux. Elle a donc proposé de reporter de 2 ans, c'est-à-dire au 13 juillet 2022, l'échéance de cette caducité lorsqu'a été prescrit un RLPi avant le 13 juillet 2020.

Au vu des difficultés rencontrées par la crise sanitaire, le législateur a pris diverses mesures permettant d'accompagner les collectivités dans leurs démarches. C'est ainsi que l'article 29 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne a reporté de 6 mois l'échéance de caducité des RLP de 1^{ère} génération. Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'élaboration de PLU et de RLP ont désormais jusqu'au 13 janvier 2021 pour prescrire l'élaboration d'un RLP intercommunal et bénéficier ainsi du report de 2 ans de cette échéance ouvert par la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019. Dans ces conditions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par délibération n°20/12/315 en date du 15 décembre 2020, a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal sur son territoire. Ainsi, le RLP de 1985 de la commune de la Garde ne sera caduc qu'en juillet 2022 en l'absence d'approbation d'un nouveau RLP ou de l'approbation du RLPi.

Du fait de la révision du RLP engagé par la commune de La Garde, celui-ci devra respecter la nouvelle réglementation et notamment supprimer les zones de publicité autorisées (ZPA), les zones de publicité restreintes (ZPR) et les zones de publicité élargies (ZPE) initialement permises par l'ancienne réglementation. Le code de l'environnement dispose désormais dans son article L581-14 que « *le règlement local de publicité définit une ou plusieurs zones où s'applique une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national*³² ».

Afin de réglementer la publicité extérieure sur son territoire, la commune a institué plusieurs zones de publicité :

- Un secteur sauvegardé qui couvre les voies suivantes : Rue Pierre Curie, Rue du Docteur Baissade, Rue Estienne d'Orves, Chemin des Ferrages, Avenue Roger Solengro, Avenue Baptistin Autran ;

³⁰ : Loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

³¹ : Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes et décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 portant diverses modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

³² : Article L.581-14 du Code de l'environnement.

- Une Zone de Publicité Restreinte (ZPR) qui couvre principalement l'agglomération, en dehors du secteur sauvegardé.
- Une Zone de Publicité Autorisée (ZPA) qui couvre les voies suivantes, d'une part et d'autre : l'Avenue Jean De Lattre De Tassigny, la RN93, RN97, l'Avenue Draguignan et l'ancien C.D 67.
- Des Zones de Publicité Élargies (ZPE) qui seront créées à titre exceptionnel et temporaire sur le territoire communal lorsque celui-ci accueille une « *animation à caractère commerciale ou culturelle* ». A ce titre, le RLP précise que ces zones de publicité feront l'objet d'une réglementation spéciale en fonction de l'animation projetée.

Chacune de ces zones s'est vue appliquer une réglementation particulière en matière de publicités, enseignes et préenseignes.

A ce titre, la rédaction du RLP laisse à penser que seule la publicité sur mobilier urbain est autorisée dans le secteur sauvegardé, à condition qu'elle soit soumise à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), tout comme l'installation d'enseignes. Il semble que ce secteur sauvegardé relève d'une ZPR spécifique dans laquelle une réglementation très stricte est appliquée dans le but de préserver le cœur de ville et plus précisément les abords de la Chapelle Romane, classée depuis 1916.

Une disposition générale sur le mobilier urbain précise qu'il est admis sur l'ensemble du territoire, y compris hors agglomération. Cette affirmation est incorrecte car la publicité quelle qu'elle soit est interdite hors agglomération, et cette interdiction s'étend également au mobilier urbain. Ensuite, le RLP distingue le mobilier urbain faisant l'objet d'une convention et le mobilier urbain qualifié « d'utile » (abris bus, planimètre, etc.). Cette distinction est impossible, car elle est contraire au respect des règles de concurrence. Le mobilier urbain pourra faire l'objet d'une adaptation locale dans le futur RLP, si c'est le souhait de la collectivité.

La rédaction de l'article 8-1 du RLP, relatif aux publicités, suggère que seuls les dispositifs portatifs (scellés au sol ou installés directement sur le sol), sont réglementés par le RLP. Quelle que soit leur zone d'implantation, ces dispositifs sont limités à : 4,20 mètres de largeur, 3, 20 mètres de hauteur, 6 mètres de hauteur au-dessus du niveau du sol, soit une surface maximale autorisée de 13,44 mètres carrés, contre 16 mètres carrés possibles avec la loi de 1979 applicable à l'époque. Pour les publicités apposées sur mur, seule leur hauteur au sol est limitée à 7 mètres.

Le RLP distingue les règles applicables aux publicités et aux préenseignes. Cette distinction n'est désormais plus possible. Le code de l'environnement rappelle dans son article L.581-19 que « *les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité* »³³. En l'espèce, le RLP semble faire référence aux actuelles préenseignes dérogatoires dont l'installation est possible en et hors agglomération. Le RLP fixe, pour les préenseignes, dans la ZPR, les limitations suivantes : ne pas dépasser 0,15 mètre de largeur, 0,75 mètre de hauteur et 0,12 mètre de hauteur maximale de lettrage.

Ces préenseignes sont limitées à 0,20 mètre de largeur, 0,75 mètre de hauteur et 0,15 mètre de hauteur maximale de lettrage, dans la ZPA.

Le RLP précise également que ces dispositifs ne peuvent pas être implantés à moins de 5 mètres des panneaux réglementaires de signalisation routière, ni se trouver dans le champ de vision directe entre ceux-ci.

Enfin, le RLP encadre les enseignes. Il interdit notamment les enseignes avec de la publicité. Il s'agit d'une catégorie inexistante au regard des définitions posées par le code de l'environnement. Soit il s'agit d'un dispositif qui signale l'activité ou un produit vendu par l'activité sur lequel il est implanté (c'est une enseigne), soit il s'agit d'un dispositif qui signale une activité ou un produit vendu par une activité sans qu'il soit implanté sur cette activité (c'est une publicité ou une préenseigne s'il y a une indication de direction).

Le RLP encadre spécifiquement les enseignes perpendiculaires au mur et notamment leur empiètement. Celui-ci ne pourra dépasser :

- 0,25 mètre à l'intérieur de l'aplomb de la bordure du trottoir ;
- 2,20 mètres au-dessus du niveau du sol.

Le RLP rappelle également que les couleurs vives sont interdites pour les enseignes et les préenseignes pour permettre plus de sécurité routière.

Le RLP actuellement en vigueur sur le territoire de La Garde doit être l'un des premiers RLP élaborés suite à la mise en place de la réglementation sur la publicité extérieure. En effet, les décrets d'application de la loi de 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ont été adoptés au plus tard en février 1982. Cette élaboration précoce explique que le RLP mette en place des règles globalement peu contraignantes et n'encadre pas l'ensemble des dispositifs relevant de la publicité extérieure. En effet, la publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est limitée en termes de surface et de hauteur, les enseignes perpendiculaires sont encadrées afin de maîtriser l'empiètement de ces dispositifs et les préenseignes sont également limitées en hauteur et largeur.

³³ : Ancien article 18 de la loi de 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

5. Régime des autorisations et déclarations préalables

1) L'autorisation préalable

Les publicités soumises à autorisation préalable sont :

- Les emplacements de bâches comportant de la publicité,
- Les publicités lumineuses autres que celles supportant des affiches éclairées par projection ou par transparence,
- Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires.

Les enseignes soumises à autorisation préalable sont :

- Les enseignes installées sur un immeuble ou dans les lieux visés aux articles L.581-4 et L.581-8 ou installées sur les territoires couverts par un RLP,
- Les enseignes temporaires installées sur un immeuble ou dans les lieux visés aux articles L.581-4 et, lorsqu'elles sont scellées au sol ou implantées directement sur le sol, installées sur un immeuble ou dans les lieux visés à l'article L.581-8,
- Les enseignes à faisceau de rayonnement laser quel que soit leur lieu d'implantation.

Le formulaire CERFA n°14798 permet d'effectuer une demande d'autorisation préalable.

2) La déclaration préalable

Les publicités qui ne sont pas soumises à autorisation préalable sont soumises à déclaration préalable à l'occasion d'une installation, d'une modification ou d'un remplacement.

Par principe, les préenseignes étant soumises aux dispositions applicables à la publicité, elles sont donc soumises à déclaration préalable. Toutefois, lorsque leurs dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 1,5 mètre en largeur, elles ne sont pas soumises à déclaration.

Le formulaire CERFA n°14799 permet d'effectuer une déclaration préalable.

6. Les compétences en matière de publicité extérieure

De manière générale, les compétences d'instruction et de police en matière de publicité extérieure se répartissent comme suit :

Cas général	Absence d'un RLP(i)	Présence d'un RLP(i)
Compétence d'instruction	Préfet	Maire
Compétence de police	Préfet	Maire

Il existe une exception à cette répartition des compétences. Il s'agit de la compétence d'instruction des installations (les modifications ou remplacements restent soumis au cas général) de bâches (de chantier ou publicitaires) et des dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles pour laquelle seul le Maire est compétent.

Cas dérogatoire des bâches	Absence d'un RLP(i)	Présence d'un RLP(i)
Compétence d'instruction	Maire au nom de l'État	Maire au nom de la commune
Compétence de police	Préfet	Maire

7. Les délais de mise en conformité

Le code de l'environnement prévoit différents délais de mise en conformité en fonction du type de dispositif concerné (publicité, préenseignes et enseignes) et en fonction de l'infraction constatées :

	Infractions au Code de l'environnement	Infractions au RLP
Publicités et préenseignes	Mise en conformité sans délai du fait de la réforme de juillet 2015.	Délais de 2 ans suite à l'approbation du RLP pour se mettre en conformité
Enseignes	<p>Mise en conformité immédiate pour les infractions qui existaient déjà dans la réglementation de 1979 (ancienne réglementation de la publicité extérieure)</p> <p>OÙ</p> <p>Mise en conformité pour le 1^{er} juillet 2018 dans le cas des « nouvelles » infractions instaurées par la réglementation de 2012.</p>	Délais de 6 ans suite à l'approbation du RLP pour se mettre en conformité

II. Diagnostic du parc d'affichage

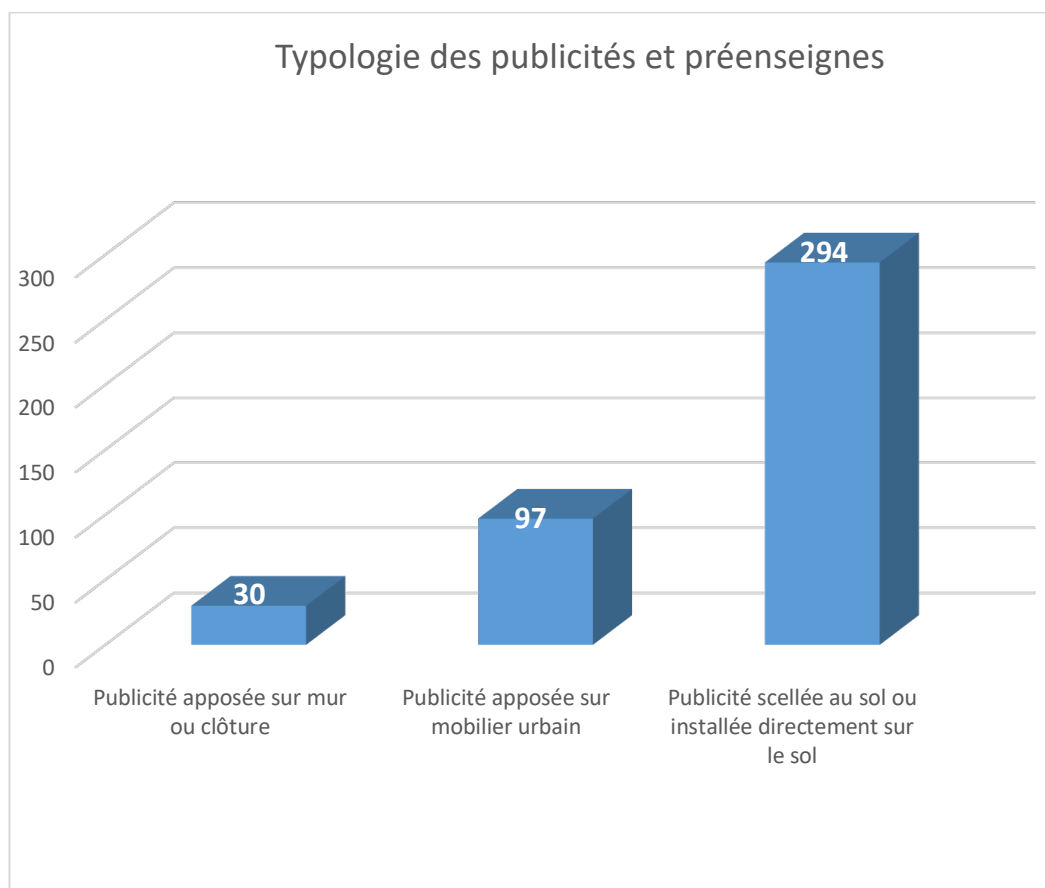
Un recensement exhaustif des publicités et préenseignes ainsi qu'un échantillonnage d'enseignes situées sur la commune de La Garde a été effectué en avril 2017. C'est sur la base de ces données que le diagnostic du règlement local de publicité a été réalisé.

Une analyse des lieux d'implantation des dispositifs, des modalités de leurs implantations, de leurs dimensions, de leurs caractéristiques a permis d'identifier les enjeux et les besoins d'une réglementation locale renforcée sur le territoire communal.

Le parc publicitaire est en permanente évolution du fait notamment des campagnes d'affichage régulièrement menées. De ce fait, un dispositif publicitaire peut accueillir alternativement une publicité et une préenseigne. De plus, les règles applicables aux publicités et préenseignes sont identiques à l'exception des préenseignes dérogatoires et temporaires. C'est pourquoi ces dispositifs font l'objet d'une analyse commune.

1. Les caractéristiques des publicités et préenseignes

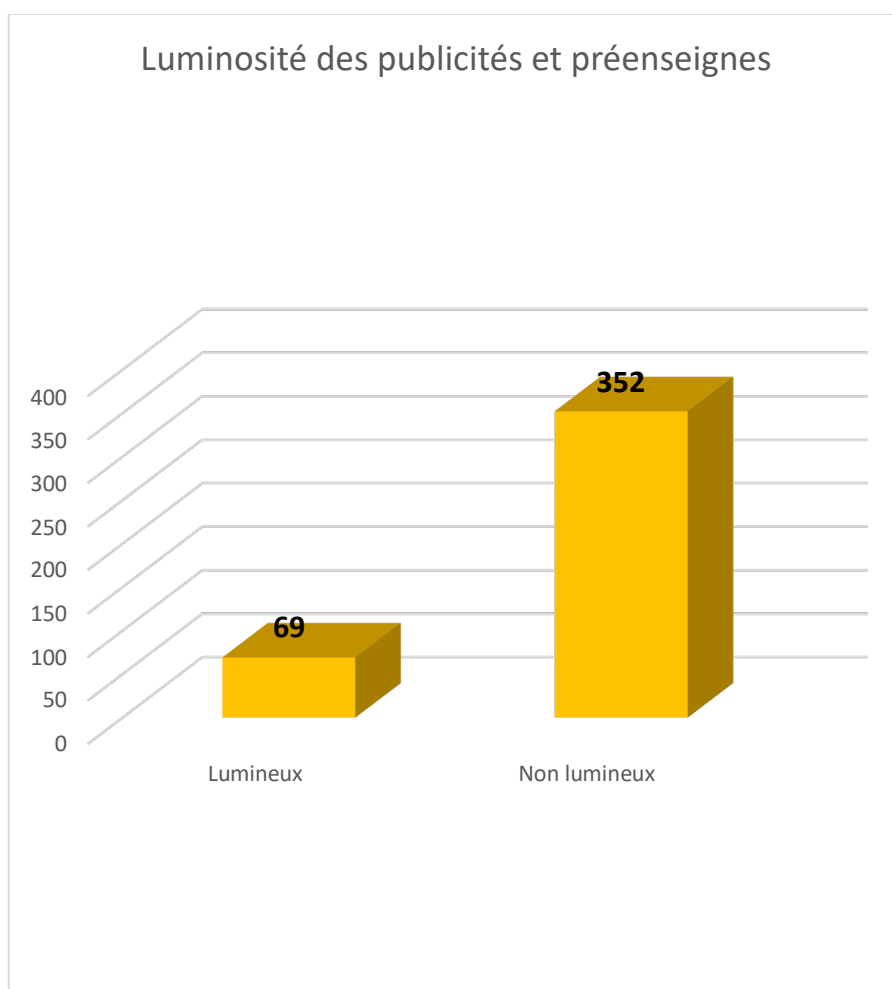
421 publicités et préenseignes ont été recensées sur le territoire communal. Elles représentent au total près de 2 900 mètres carrés de surface d'affichage.



Le graphique ci-avant illustre la répartition des publicités et préenseignes de La Garde en fonction de leur type. Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés

directement sur le sol représentent la majorité des dispositifs recensés (70% des dispositifs de la commune).

Les publicités apposées sur mobilier urbain représentent la seconde catégorie de dispositifs la plus présente sur le territoire. Elles comptent une centaine de dispositifs. Les publicités apposées sur mur ou sur clôture sont nettement moins présentes sur le territoire communal (7%). Il s'agit pourtant de dispositifs qui s'intègrent mieux au paysage.

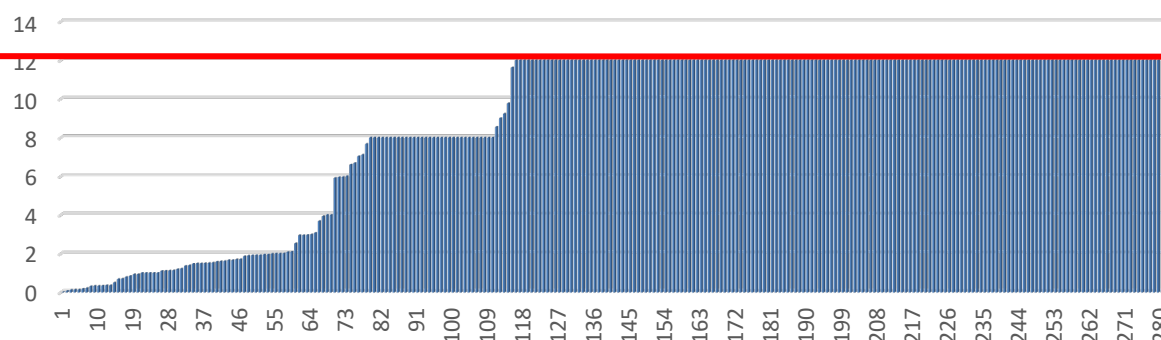


La publicité lumineuse est très peu présente sur la commune de La Garde puisque seulement 16% des dispositifs sont lumineux. Les 69 dispositifs lumineux sont tous éclairés par projection ou par transparence. Par conséquent, en termes de dimensions et de réglementation, ils sont soumis aux mêmes règles que les publicités non lumineuses.

Le recensement a également mis en évidence l'absence de dispositifs publicitaires numériques. Cependant, une attention particulière sera portée à ce type de dispositif actuellement en expansion sur le territoire national.

12 m² - Surface maximum autorisée par le code de l'environnement

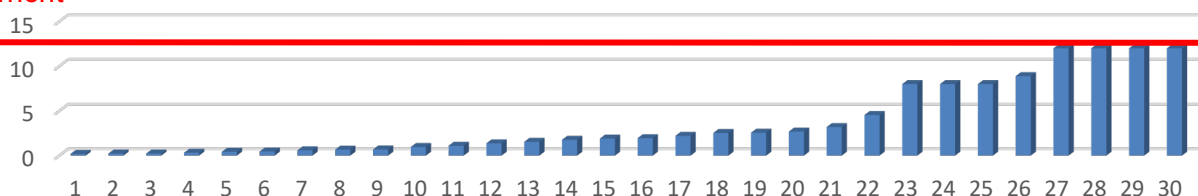
Surface des publicités et préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol



On remarque que les dispositifs les plus nombreux (73 %) sont ceux dont la surface est comprise entre 8 et 12 mètres carrés. Le format de 12 mètres carrés correspond au maximum autorisé par le code de l'environnement pour la plupart des publicités. Ces dernières sont très nombreuses sur le territoire communal. Les autres dispositifs ont une surface variable comprise entre 0,15 et 7 mètres carrés. Les publicités et préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont utilisées majoritairement dans les zones d'activités ou sur les axes structurants du territoire.

12 m² - Surface maximum autorisée par le code de l'environnement

Surface des publicités et préenseignes apposées sur mur ou clôture



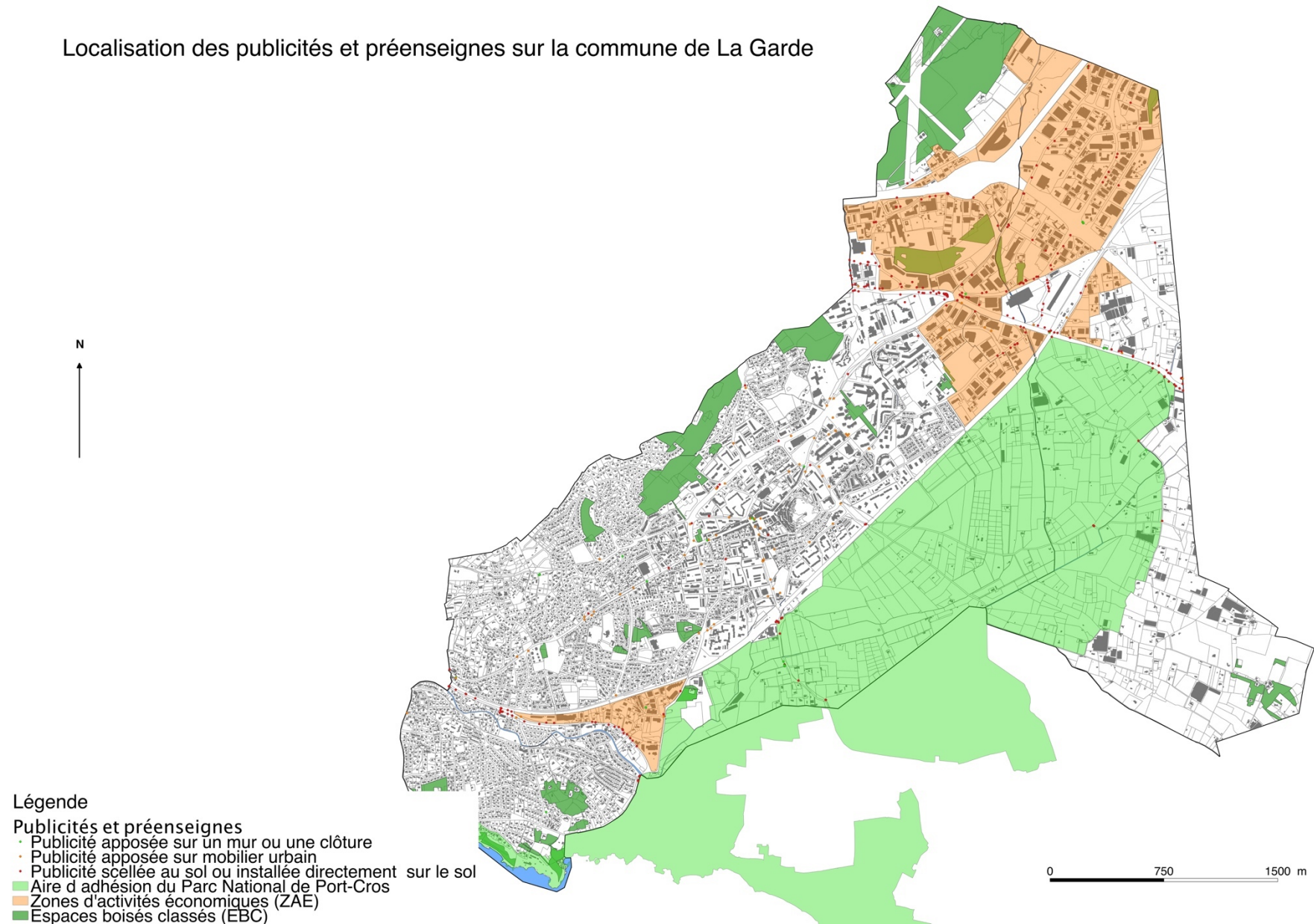
On relève seulement 8 publicités apposées sur mur ou clôture dont la surface est comprise entre 8 et 12 mètres carrés. Les autres dispositifs ne dépassent pas environ 5 mètres carrés.

Dans le cadre de la révision du RLP, une attention particulière pourrait être portée à ces dispositifs de grand format, qui ont un impact considérable sur les paysages et le cadre de vie.

Quant aux dispositifs sur mobilier urbain, leur surface est d'environ 2 mètres carrés pour les publicités apposées sur les abris destinés au public (abris bus, etc.) et les dispositifs destinés à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques. Ces derniers peuvent également avoir une surface plus élevée d'environ 8 mètres carrés. Pour cette catégorie de dispositifs, le code de l'environnement prévoit que leur surface peut atteindre jusqu'à 12 mètres carrés maximum³⁴.

³⁴ Article R.581-47 du code de l'environnement et pages 21 à 22 du présent rapport de présentation

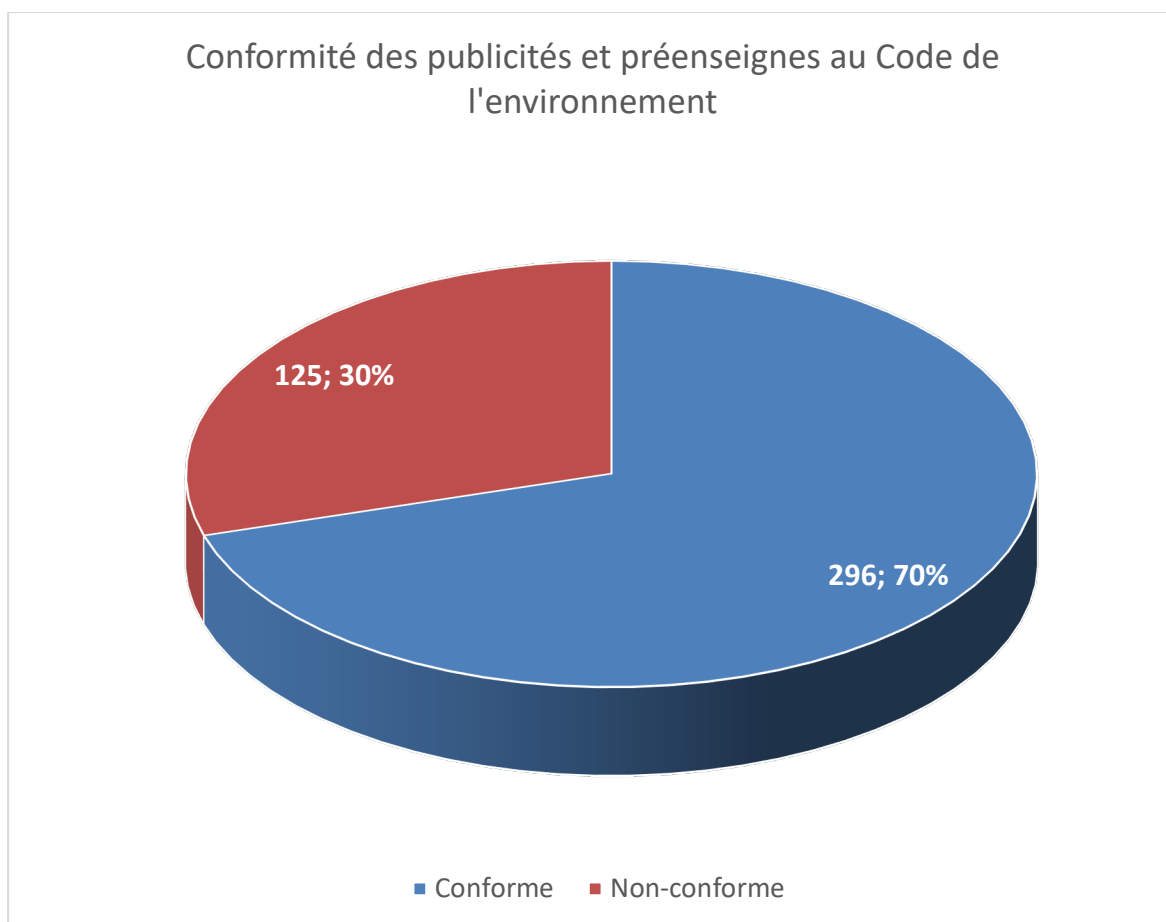
Localisation des publicités et préenseignes sur la commune de La Garde



La cartographie ci-dessus montre la localisation des publicités et préenseignes sur le territoire communal. On note la présence importante des dispositifs publicitaires scellés au sol le long des principaux axes traversants le territoire ainsi que dans les zones d'activités. Certains dispositifs sont également présents hors agglomération.

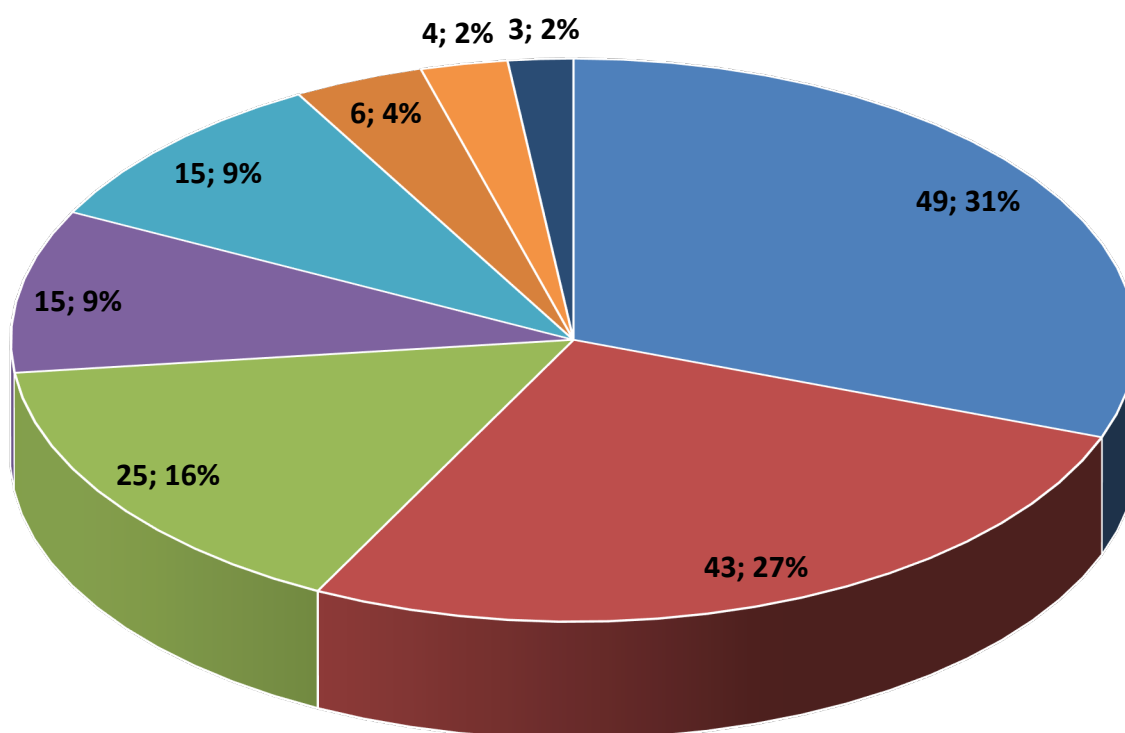
2. Les infractions relevées

Le diagnostic des publicités et préenseignes a permis de mettre en avant un certain nombre d'infractions au code de l'environnement et au RLP.



On constate que 125 dispositifs sont non conformes au code de l'environnement ce qui représente 30% des dispositifs relevés. Les principales problématiques concernent l'implantation de dispositifs publicitaires ou de préenseignes hors agglomération.

Répartition des infractions au Code de l'environnement



- Publicité interdite hors agglomération (Art. L.581-7)
- Non-respect de la règle de densité (Art. R.581-25)
- Publicité interdite dans l'aire d'adhésion d'un Parc National (Art. L.581-8)
- Non-respect de la règle prospect et de recul (Art. R.581-33)
- Publicité interdite sur les éléments énumérés à l'Art. R.581-22
- Dispositif implanté dans le périmètre de protection au titre des abords des monuments historiques (Art. L.581-8)
- Mauvais état d'entretien (Art R.581-24)
- Publicité qui dépasse des limites du mur ou apposée à moins de 50 cm du sol (Art. R.581-27)

Sur les 125 dispositifs non conformes en 2017, on relève 160 infractions. Certains dispositifs font l'objet de plusieurs infractions.

Plus de 32% des infractions concernent l'implantation de publicités ou préenseignes hors agglomération. L'interdiction de la publicité et des préenseignes hors agglomération a été renforcée suite à la réforme sur la publicité extérieure. Désormais, seules certaines préenseignes sont autorisées hors agglomération³⁵.



Dispositif hors agglomération, D98, La Garde, Avril 2017.



Dispositif hors agglomération, D86, La Garde, Avril 2017.

³⁵ : Article L.581-19 du Code de l'environnement et page 29 du présent rapport de présentation



Dispositifs hors agglomération, D98, La Garde, Avril 2017.



Dispositifs hors agglomération, D98, La Garde, Avril 2017.



Dispositifs hors agglomération, Chemin de Foux, La Garde, Avril 2017.



Dispositifs hors agglomération, D98, La Garde, Avril 2017.

On relève également :

- 43 dispositifs ne respectant pas la règle de densité ³⁶ ;



Non-respect de la règle de densité, D67, La Garde, Avril 2017.



Non-respect de la règle de densité, Impasse de la Pauline, La Garde, Avril 2017.

³⁶ Article R.581-25 du code de l'environnement



Non-respect de la règle de densité, D98, La Garde, Avril 2017.



Non-respect de la règle de densité, Avenue Antoine Becquerel, La Garde, Avril 2017.



Non-respect de la règle de densité, D98, La Garde, Avril 2017.

- 25 dispositifs publicitaires qui sont implantés dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros³⁷ et également hors agglomération. Pour information, ces dispositifs sont en infraction depuis le 1^{er} juillet 2018. En effet, l'arrêté constatant les adhésions des communes à la charte du parc national de Port-Cros date du 1^{er} juillet 2016 et dans ce cas, le code de l'environnement précise que les publicités et préenseignes peuvent être maintenues pendant 2 ans à compter de la date de l'arrêté³⁸.



Dispositif dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, Vieux Chemin d'Hyères, La Garde, Avril 2017.

³⁷ Article L.581-8 du code de l'environnement

³⁸ Article R.581-88 du code de l'environnement



Dispositif dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, D86, La Garde, Avril 2017.



Dispositifs dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, D98, La Garde, Avril 2017.



Dispositifs dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, D98, La Garde, Avril 2017.

- 15 dispositifs publicitaires scellés au sol implantés à moins de la moitié de leur hauteur d'une limite séparative de propriété³⁹ ;



Non-respect de la règle H/2, D67, La Garde, Avril 2017

³⁹ Article R581-33 du code de l'environnement



Non-respect de la règle H/2, Chemin des Plantades, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle de recul (implantation à moins de 10 mètres des baies de l'habitation voisine⁴⁰), D29, La Garde, Avril 2017

⁴⁰ Article R.581-33 du Code de l'environnement



Non-respect de la règle H/2, D98, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, D98, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, Chemin de la Planquette, La Garde, Avril 2017

- 15 dispositifs publicitaires apposés sur des poteaux de transport ou de distribution électrique, des clôtures ou murs non aveugles ou encore des équipements publics concernant la circulation routière ;



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, Avenue Abel Gance, La Garde, Avril 2017



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, Rue des Frères Lumière, La Garde, Avril 2017



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, Chemin des Plantades, La Garde, Avril 2017



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, D67, La Garde, Avril 2017



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, Avenue Jean Jaurès, La Garde, Avril 2017



Non-respect des règles d'implantations de l'article R581-22 du code de l'environnement, D98, La Garde, Avril 2017

- 6 dispositifs sont implantés dans le périmètre de protection aux abords de monuments historiques⁴¹ ;



Dispositif implanté dans le périmètre de protection aux abords de la Chapelle Saint-Charles de Borromée, Avenue Antoine Becquerel, La Garde, Avril 2017

⁴¹ Article L.581-8 du Code de l'environnement



Dispositif implanté dans le périmètre de protection aux abords de la Chapelle Saint-Charles de Borromée, Avenue Antoine Becquerel, La Garde, Avril 2017



Dispositif implanté dans le périmètre de protection aux abords de la Chapelle Saint-Charles de Borromée, Avenue Antoine Becquerel, La Garde, Avril 2017

- 4 dispositifs ne sont pas maintenus en bon état d'entretien⁴² ;



Dispositif en mauvais état d'entretien, Rue Sadi Carnot, La Garde, Avril 2017



Dispositif en mauvais état d'entretien, Chemin Alphonse Lavallée, La Garde, Avril 2017

⁴² Article R.581-24 du Code de l'environnement



Dispositif en mauvais état d'entretien, Avenue Eugène Augias, La Garde, Avril 2017

- 3 publicités apposées sur mur dépassant des limites du mur ou de l'égout du toit⁴³.



Publicité sur mur ou clôture qui dépasse des limites de ce mur, D67, La Garde, Avril 2017.

⁴³ Article R.581-27 du Code de l'environnement



Publicité apposée à moins de 50 cm du sol, D98, La Garde, Avril 2017.

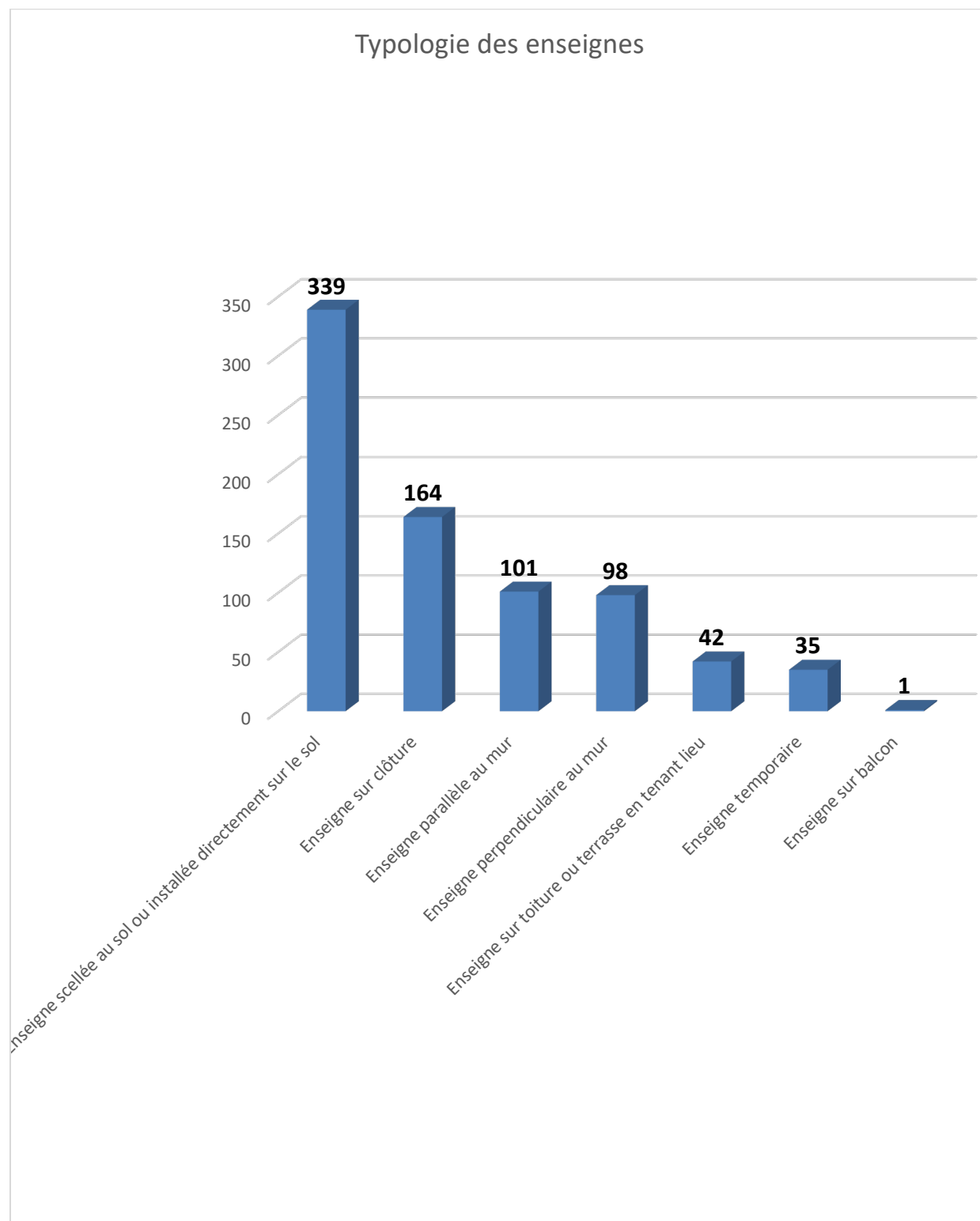


Publicité sur mur ou clôture qui dépasse des limites de ce mur, La Garde, Avril 2017.

Finalement, les infractions identifiées à La Garde en matière de publicité concernent pour l'essentiel l'implantation de dispositifs hors agglomération et/ou dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros. L'application de ces règles permettrait une amélioration importante du paysage tout en réduisant de 60% le nombre de dispositifs en infraction.

3. Les caractéristiques des enseignes

Le recensement des enseignes représente un échantillonnage sur l'ensemble du territoire de La Garde et plus particulièrement sur les enseignes problématiques du territoire d'un point de vue réglementaire ou paysager. A ce titre, 780 enseignes ont été recensées sur le territoire communal. Elles signalent environ 460 activités.



L'échantillonnage réalisé a permis de mettre en évidence le nombre important d'enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol. Elles ont un impact paysager particulièrement important de par leur implantation et leur surface. Cet impact est souvent du même ordre que les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, du fait de l'utilisation de supports ayant des caractéristiques identiques. Elles représentent 43% de l'échantillon réalisé sur le territoire de La Garde.

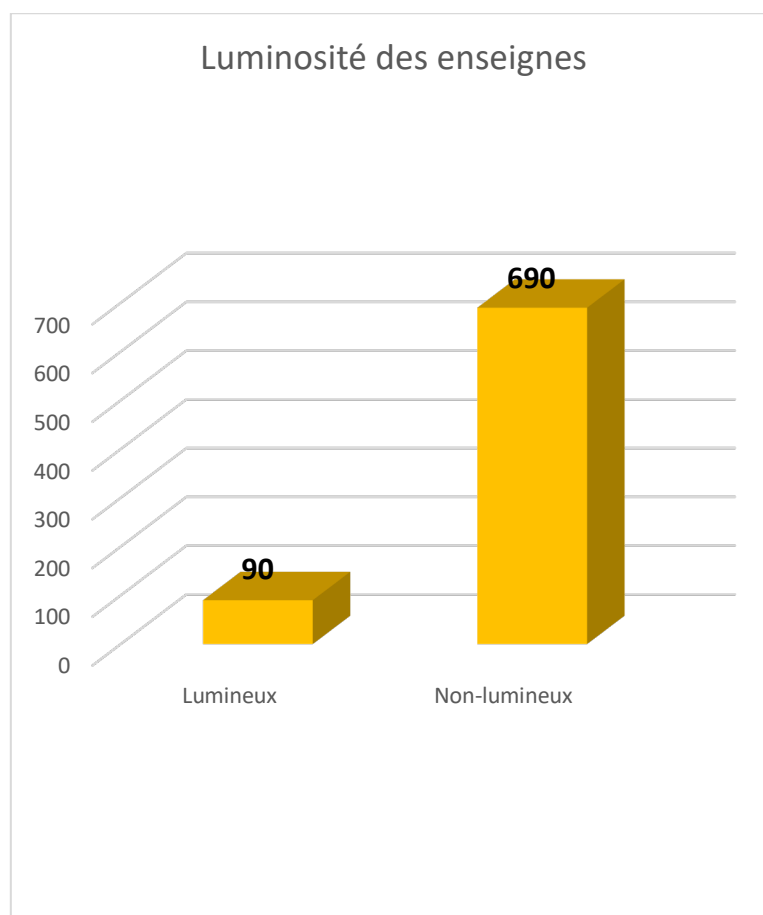
La seconde catégorie d'enseignes la plus représentée sur le territoire de La Garde est celle des enseignes sur clôture. Elles représentent 21% de l'échantillonnage réalisé. Il s'agit également de dispositifs ayant un impact important compte tenu de leur implantation, notamment sur les clôtures non aveugles. Ce sont généralement des dispositifs peu qualitatifs, qui dégradent la qualité de l'environnement urbain.

Bien que peu représentées dans cet échantillonnage, les enseignes parallèles au mur sont la catégorie d'enseignes la plus présente sur le territoire. L'échantillonnage s'est principalement attaché à relever les dispositifs représentatifs des enseignes parallèles au mur sur le territoire communal. Ces enseignes peuvent être présentes sous diverses formes : lettres découpées, vitrophanie, sur store-banne, sur panneau de fond ou encore sur des affiches. Une enseigne apposée sur balcon a également été inventoriée lors de ce recensement.

Les enseignes perpendiculaires au mur ont globalement des surfaces assez faibles comparées aux autres enseignes. Bien qu'elles soient moins nombreuses sur le territoire communal, elles représentent environ 12% des enseignes de l'échantillon réalisé. Ces enseignes peuvent avoir un impact important en termes de paysage urbain notamment dans les rues étroites du centre-ville.

Plusieurs enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu ont également été relevées lors du recensement. Elles représentent environ 5% des enseignes inventoriées. Leurs caractéristiques d'implantation et leur surface généralement importante en font des dispositifs particulièrement impactants pour le paysage. Une attention particulière devra être portée à ces dispositifs, afin de préserver le cadre de vie et notamment certaines perspectives paysagères de qualité.

Plusieurs enseignes temporaires ont également été recensées. Ce sont principalement des enseignes installées pour plus de 3 mois. Ces enseignes pourront faire l'objet d'une réglementation spécifique dans le cadre du RLP afin de limiter leur impact.



Le recensement a permis de mettre en avant le caractère lumineux ou non des enseignes. L'article R581-59 du code de l'environnement définit l'enseigne lumineuse comme « *toute enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet* ». Les enseignes lumineuses peuvent par exemple être en lettres découpées néons, rétro-éclairées par des LED, éclairées par projection ou transparence, numériques, etc.

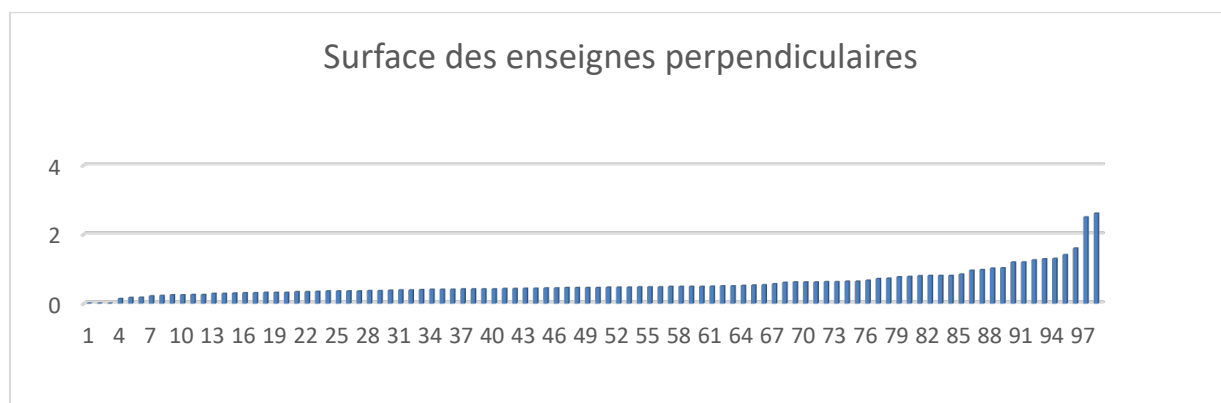
Les enseignes lumineuses représentent environ 12% des enseignes recensées. Les éclairages les plus utilisés sont les spots pour l'éclairage par projection et les caissons lumineux pour l'éclairage par transparence. Une enseigne numérique a été localisée sur le territoire communal. Les enseignes numériques constituent une sous-catégorie des enseignes lumineuses qui repose sur l'utilisation d'un écran. Elles peuvent être de trois sortes : images animées, images fixes et vidéos.



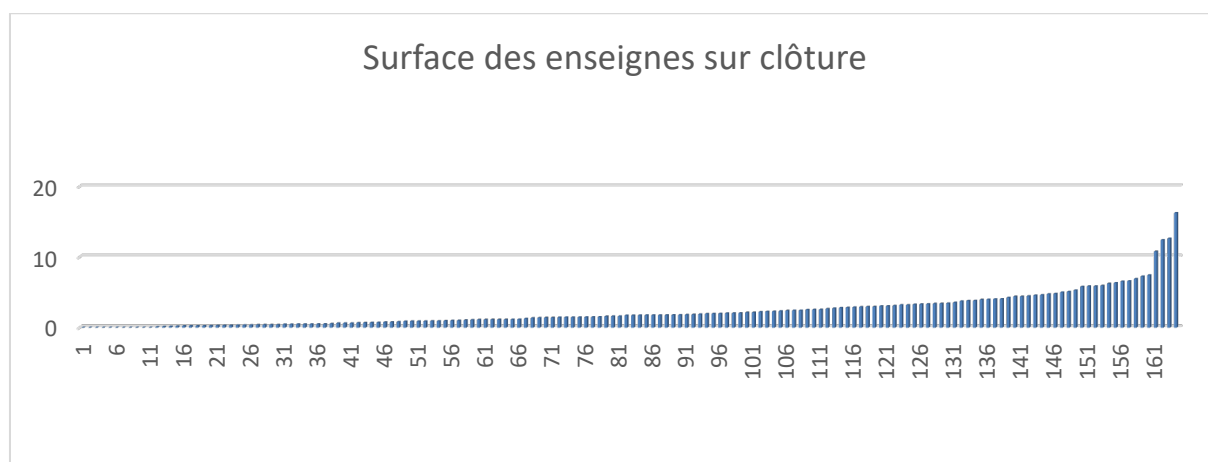
Enseigne numérique, Avenue de Draguignan, avril 2017.

Enseignes de moins de 7 m ²	Enseignes entre 7 et 12 m ²	Enseigne entre 12 et 20 m ²	Enseignes de plus de 20 m ²
68	7	11	15

Environ 67% des enseignes parallèles au mur mesurent moins de 7 mètres carrés. Les enseignes de surface importante ont un impact plus important sur le paysage et représentent près de 26% des enseignes parallèles au mur.

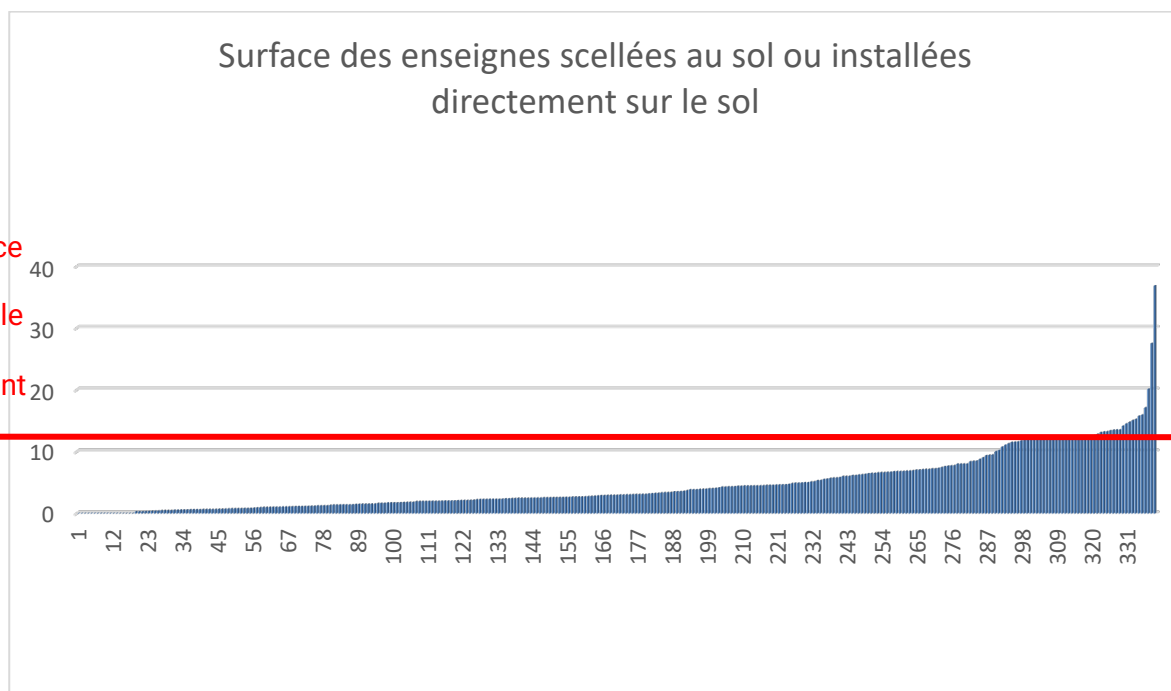


Les enseignes perpendiculaires au mur, ont des surfaces relativement faibles. Seule une dizaine de dispositifs a une surface supérieure à 1 mètre carré, avec un maximum de 2,5 mètres carrés.

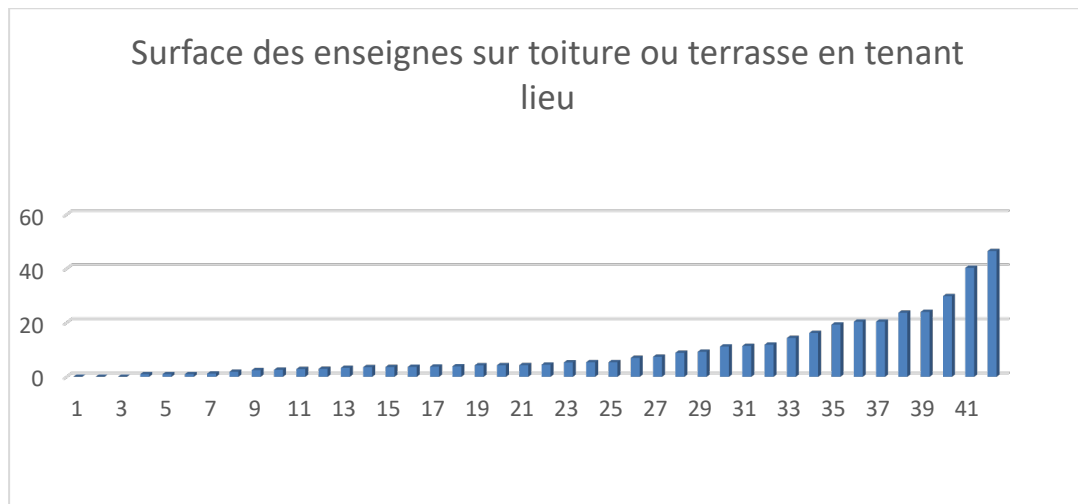


Régies de la même manière que les enseignes parallèles au mur, les enseignes sur clôture sont de formats variables. Seule une dizaine de dispositifs a une surface supérieure à 5 mètres carrés, avec un maximum environ 16 mètres carrés.

12 m² - Surface maximum autorisée par le code de l'environnement



La majorité des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol a une surface inférieure ou égale à 6 mètres carrés. Sur les 97 autres dispositifs de plus de 6 mètres carrés, 59 ont une surface supérieure à 8 mètres carrés. 17 dispositifs ont une surface supérieure à 12 mètres carrés, soit le maximum autorisé par le code de l'environnement.



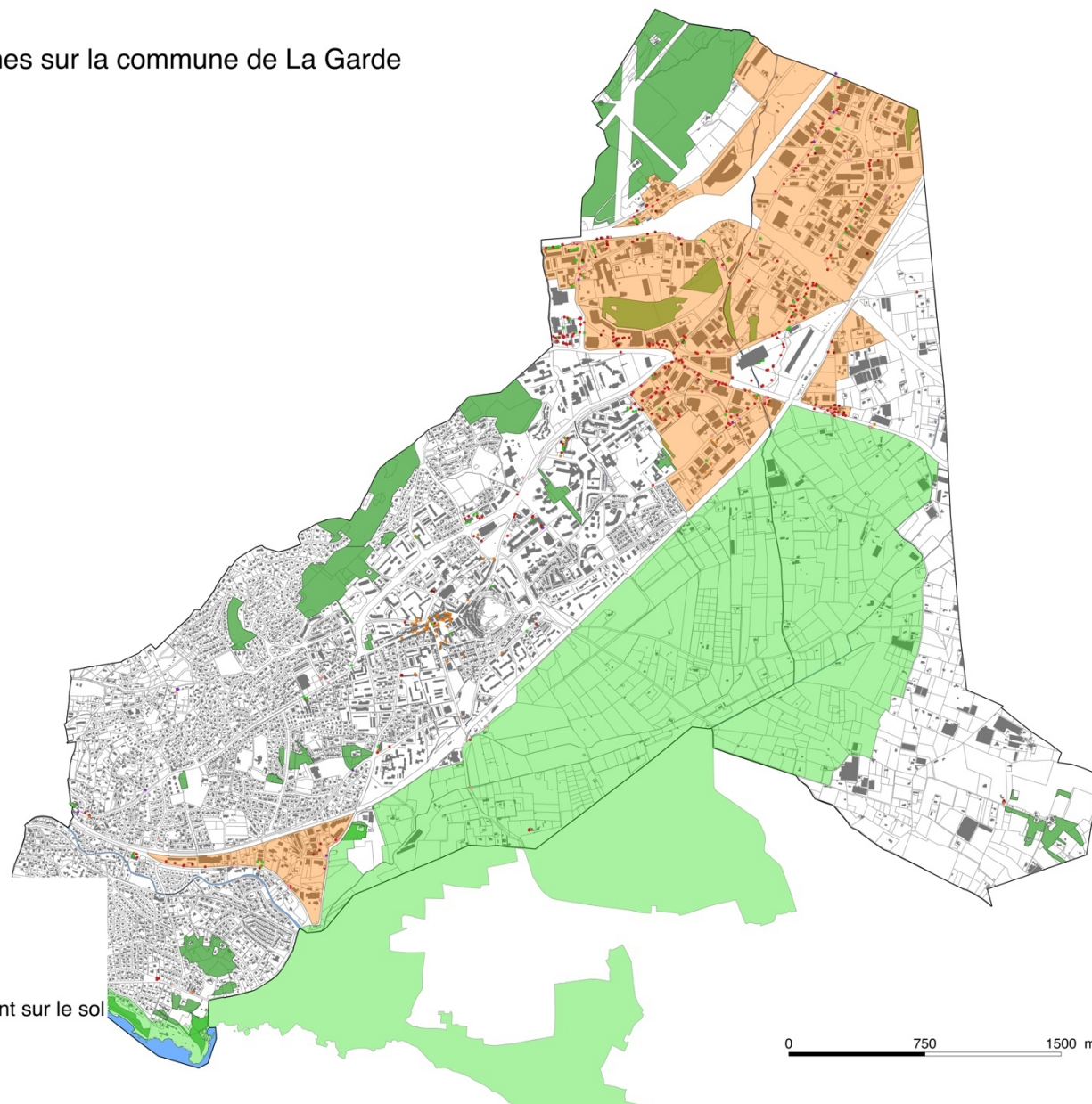
Les enseignes sur toiture ou terrasse ont des surfaces variables, allant jusqu'à 46 mètres carrés. 41% des enseignes sur toiture ont une surface supérieure à 7 mètres carrés, ce qui accentue leur impact sur le paysage.

Localisation des enseignes sur la commune de La Garde

Légende

Enseignes

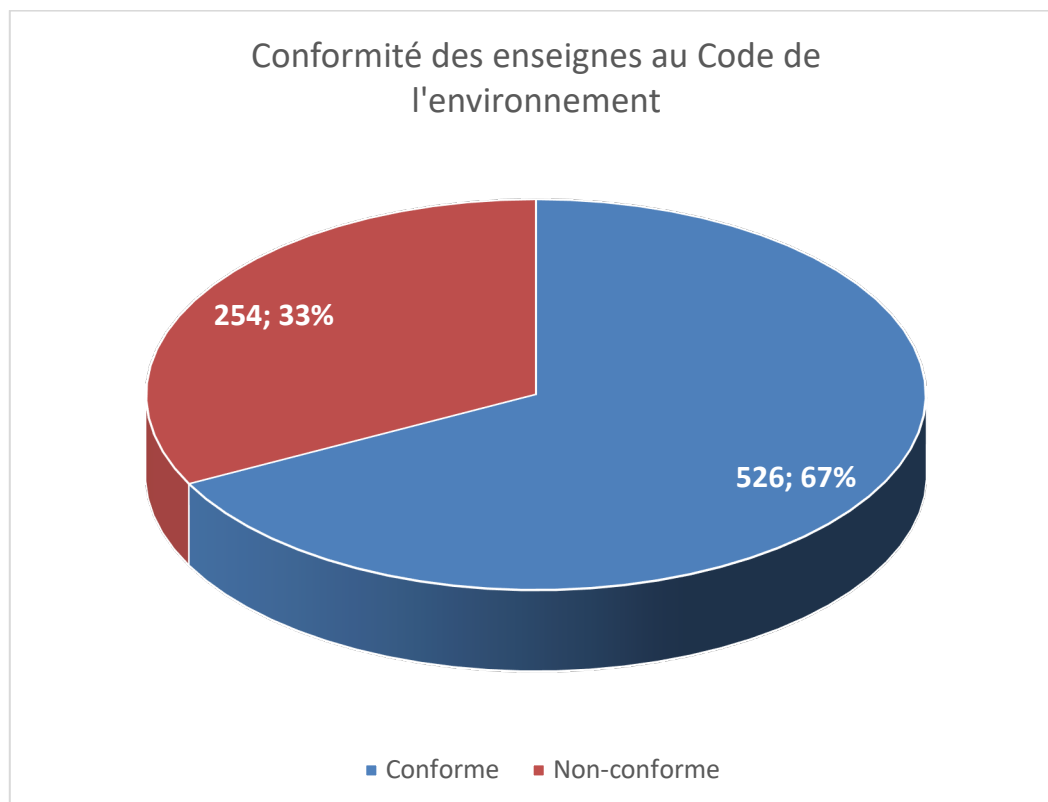
- Enseigne parallèle au mur
- Enseigne sur balcon
- Enseigne perpendiculaire au mur
- Enseigne sur clôture
- Enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol
- Enseigne sur toiture ou terrasse en tenant lieu
- Enseigne temporaire
- Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros
- Zones d'activités économiques (ZAE)
- Espaces boisés classés (EBC)



La cartographie ci-dessus, nous montre que les enseignes sont principalement localisées en centre-ville (notamment les enseignes parallèles et perpendiculaires au mur) et en zones d'activités (notamment les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol), situées le long des axes structurants du territoire.

4. Les infractions relevées

Le diagnostic des enseignes a permis de mettre en avant un certain nombre d'enseignes non conformes au code de l'environnement.



On constate que 254 enseignes sont non conformes au code de l'environnement ce qui représente 33% des enseignes inventoriées à La Garde.

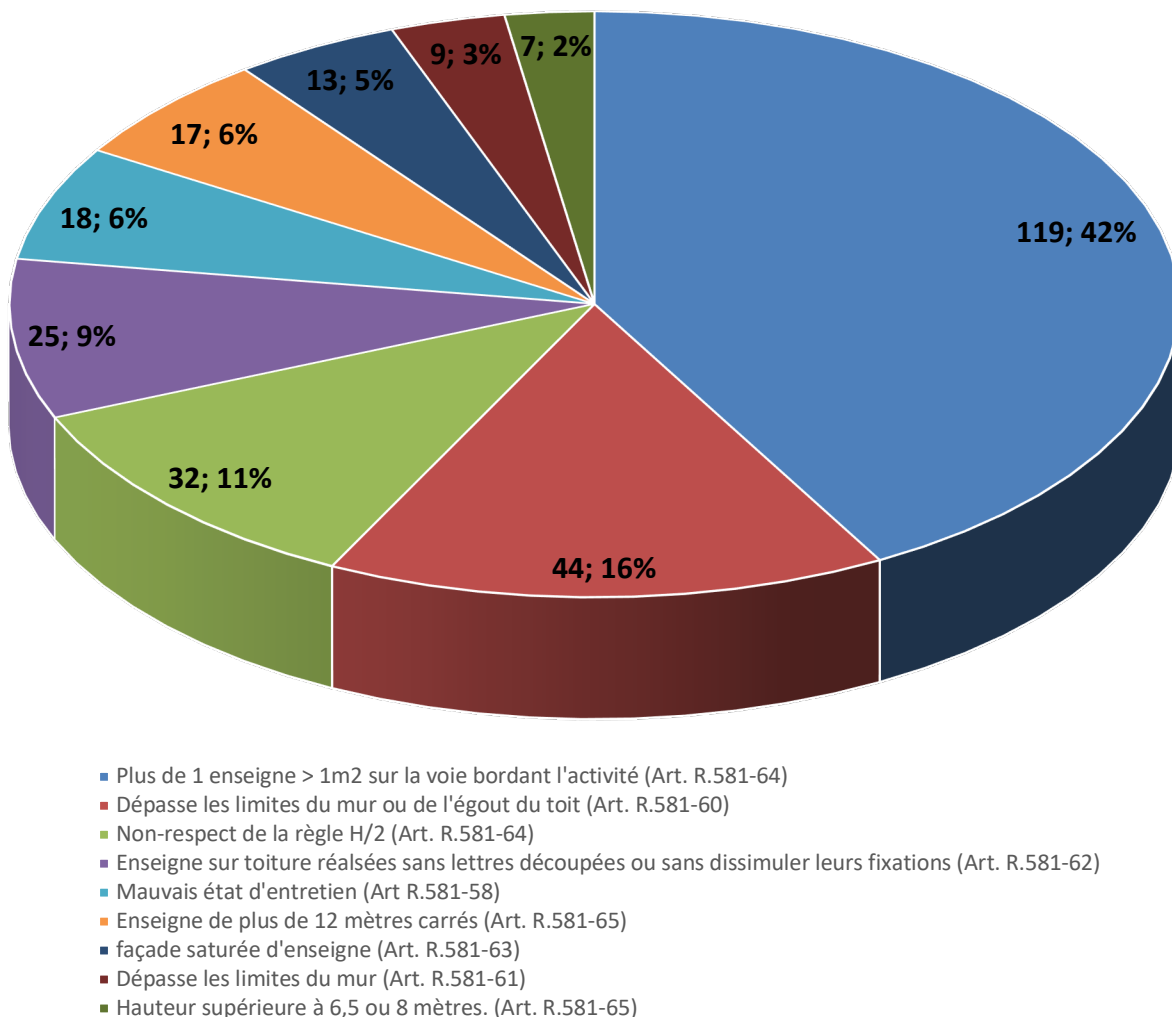
Certains dispositifs font l'objet de plusieurs infractions au code de l'environnement, c'est pourquoi on relève au total 284 dispositifs non conformes. La principale infraction concerne le non-respect du nombre d'enseignes scellées au sol par voie bordant une activité donnée. Ce nombre est limité à une seule⁴⁴.

Pour certaines infractions relatives à des enseignes installées avant le 1er juillet 2012, le délai de mise en conformité court jusqu'au 1er juillet 2018. Il s'agit notamment :

- de la surface maximale des enseignes sur toiture (60 mètres carrés) ;
- de la surface cumulée des enseignes sur façade commerciale (15% ou 25%) ;
- du nombre d'enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol par voie bordant l'activité ;
- de la surface maximale des enseignes scellées au sol ou installées directement au sol dans une agglomération de plus de 10 000 habitants limitée à 12 mètres carrés ;
- des règles concernant les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur.

⁴⁴ Article R581-64 du code de l'environnement

Répartition des infractions au Code de l'environnement



On relève 119 enseignes scellées ou installées directement sur le sol dont le nombre est supérieur à un le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique où s'exerce l'activité signalée. Parmi ces enseignes, les catégories les plus répandues sont les drapeaux sur des mâts, les totems ou encore les panneaux « 4 par 3 ».



Plus d'une enseigne de plus d'un mètre carré par voie bordant l'activité, D67, La Garde, Avril 2017



Plus d'une enseigne de plus d'un mètre carré par voie bordant l'activité, Avenue Camille Desmoulins, La Garde, Avril 2017



Plus d'une enseigne de plus d'un mètre carré par voie bordant l'activité, Allée des 4 Chemins, La Garde, Avril 2017



Plus d'une enseigne de plus d'un mètre carré par voie bordant l'activité, Allée des 4 Chemins, La Garde, Avril 2017



Plus d'une enseigne de plus d'un mètre carré par voie bordant l'activité, D98, La Garde, Avril 2017

On recense également :

- 44 enseignes parallèles dépassant les limites du mur ou de l'égout du toit⁴⁵ ;



Dispositif dépassant des limites du mur ou de l'égout du toit, Impasse Auguste Picard, La Garde, Avril 2017

⁴⁵ Article R581-60 du code de l'environnement



Dispositifs dépassant des limites du mur ou de l'égout du toit, D67, La Garde, Avril 2017



Dispositif dépassant des limites du mur ou de l'égout du toit, D67, La Garde, Avril 2017



Dispositif dépassant des limites du mur ou de l'égout du toit, Impasse Claude Chappe, La Garde, Avril 2017

- 32 enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol implantées à moins de la moitié de leur hauteur d'une limite séparative de propriété⁴⁶ ;

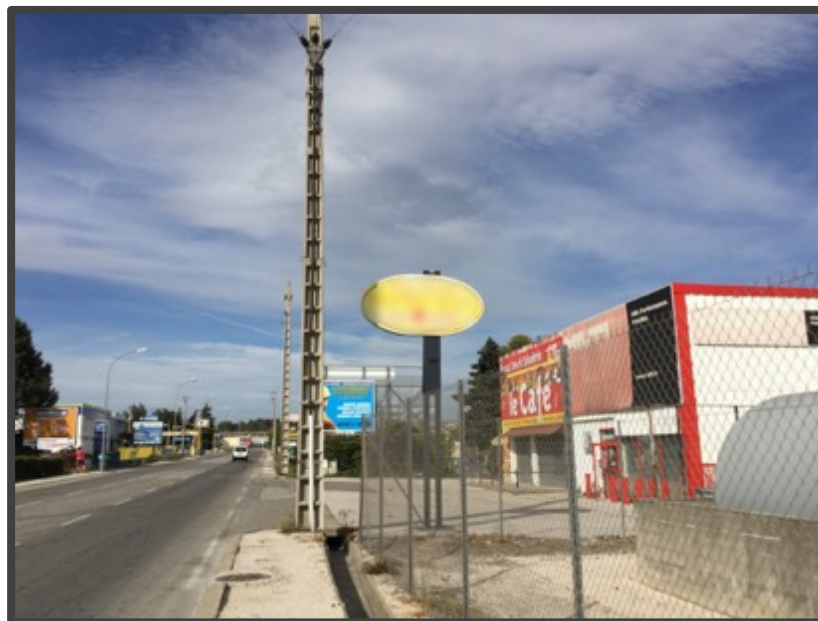


Non-respect de la règle H/2, Chemin Alphonse Lavallée, La Garde, Avril 2017

⁴⁶ Article R581-64 du code de l'environnement



Non-respect de la règle H/2, D67, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, D67, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, Avenue Robespierre, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, Avenue Nicolas Fabri Peiresc, La Garde, Avril 2017



Non-respect de la règle H/2, Avenue Gabriel Gance, La Garde, Avril 2017

- 25 activités avec une façade "saturée" d'enseignes qui ne respectent pas le seuil de 15% d'enseignes en façade (ou 25% dans le cas de façade commerciale < 50 m²)⁴⁷..



Façade saturée d'enseignes, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017.

⁴⁷ L'article R581-63 du code de l'environnement précise que si la surface commerciale de l'établissement est inférieure à 50 m², la surface cumulée peut être portée à 25% de la surface totale de cette façade.



Façade saturée d'enseignes, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017.



Façade saturée d'enseignes, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017.



Façade saturée d'enseignes, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017.



Façade saturée d'enseignes, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017.

- 18 dispositifs en mauvais état d'entretien ou de fonctionnement⁴⁸ ;



Mauvais état d'entretien du dispositif, Avenue Maréchal Lattre de Tassigny, La Garde, Avril 2017



Mauvais état d'entretien du dispositif, Chemin des Plantades, La Garde, Avril 2017

⁴⁸ Article R.581-58 du code de l'environnement



Mauvais état d'entretien du dispositif, Avenue Sadi Carnot, La Garde, Avril 2017



Mauvais état d'entretien du dispositif, Allée des 4 Chemins, La Garde, Avril 2017



Mauvais état d'entretien du dispositif, Chemin de la Planquette, La Garde, Avril 2017

- 17 enseignes scellées au sol ou installées sur le sol dont la surface dépasse 12 m² ⁴⁹.



Surface du dispositif supérieure à 12 mètres carrés, Allée des 4 Chemins, La Garde, Avril 2017

⁴⁹ Article R581-65 du code de l'environnement



Surface du dispositif supérieure à 12 mètres carrés, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017



Surface du dispositif supérieure à 12 mètres carrés, Avenue Condorcet, La Garde, Avril 2017

- 13 enseignes sur toiture réalisées avec un panneau de fond ce qui est contraire au code de l'environnement⁵⁰. Ce dernier précise que les enseignes sur toiture doivent être réalisées en lettres découpées et dissimuler leurs fixations ;



Enseigne sur toiture réalisée sans lettre découpée, Chemin des Plantades, La Garde, Avril 2017



Enseigne sur toiture réalisée sans dissimuler ses fixations, Avenue Saint-Just, La Garde, Avril 2017

⁵⁰ Article R581-62 du code de l'environnement



Enseigne sur toiture réalisée sans lettre découpée, Avenue Irène et Jean Frédéric Joliot Curie, La Garde, Avril 2017



Enseigne sur toiture réalisée sans lettre découpée, Chemin de la Pauline, La Garde, Avril 2017



Enseigne sur toiture réalisée sans lettres découpées, Impasse Auguste Picard Les Aphodèles, La Garde, Avril 2017

- 9 enseignes perpendiculaires qui dépassent la limite supérieure du mur où elles sont apposées⁵¹



Enseigne perpendiculaire au mur dépassant des limites du mur, Avenue Frédéric Mistral, La Garde, Avril 2017

⁵¹ Article R581-61 du code de l'environnement



Enseigne perpendiculaire au mur dépassant des limites du mur, Avenue Maréchal Lattre de Tassigny, La Garde, Avril 2017



Enseigne perpendiculaire au mur dépassant des limites du mur, Avenue de Montesarchio, La Garde, Avril 2017

- 7 dispositifs d'une hauteur supérieure à 6,5 ou 8 mètres de hauteur⁵²;



Enseignes dépassant 6,5 ou 8 mètres de hauteur, Avenue de Draguignan, La Garde, Avril 2017



Enseigne dépassant 6,5 ou 8 mètres de hauteur, Allée des 4 Chemins, La Garde, Avril 2017

⁵² Article R.581-65 du Code de l'environnement



Enseigne dépassant 6,5 ou 8 mètres de hauteur, Avenue Condorcet, La Garde, Avril 2017

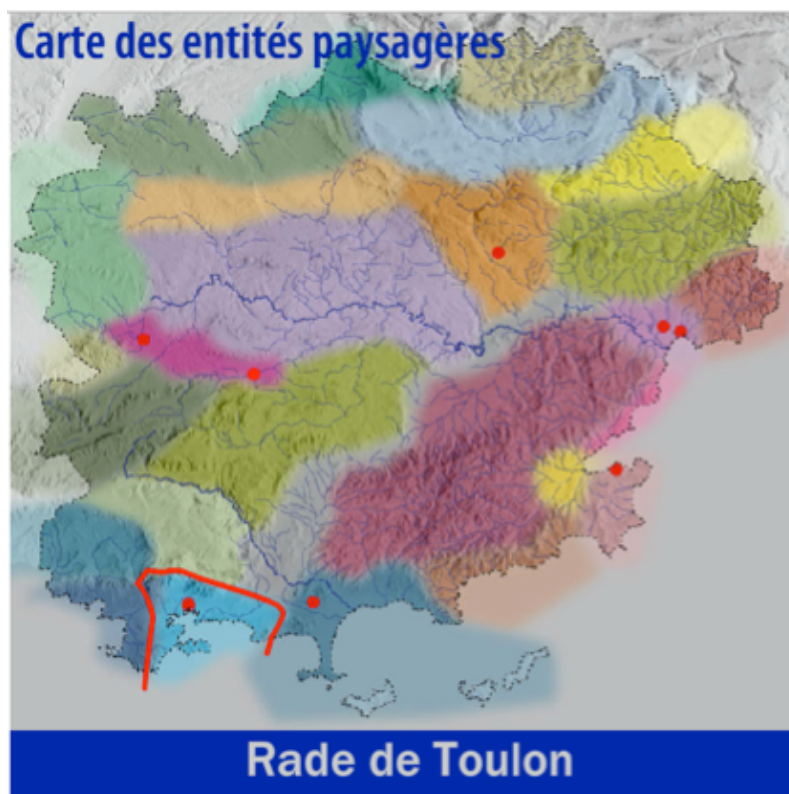


Enseignes dépassant 6,5 ou 8 mètres de hauteur, Centre Commercial Grand Ciel, La Garde, Avril 2017

III. Problématiques en matière de publicité extérieure

Au regard de l'atlas des paysages réalisé par la DREAL PACA en 2007, il ressort du contexte paysager de la ville plusieurs caractéristiques notables pouvant influencer la réglementation de la publicité extérieure compte tenu des attentes et des enjeux en matière de cadre de vie exprimés dans l'Atlas.

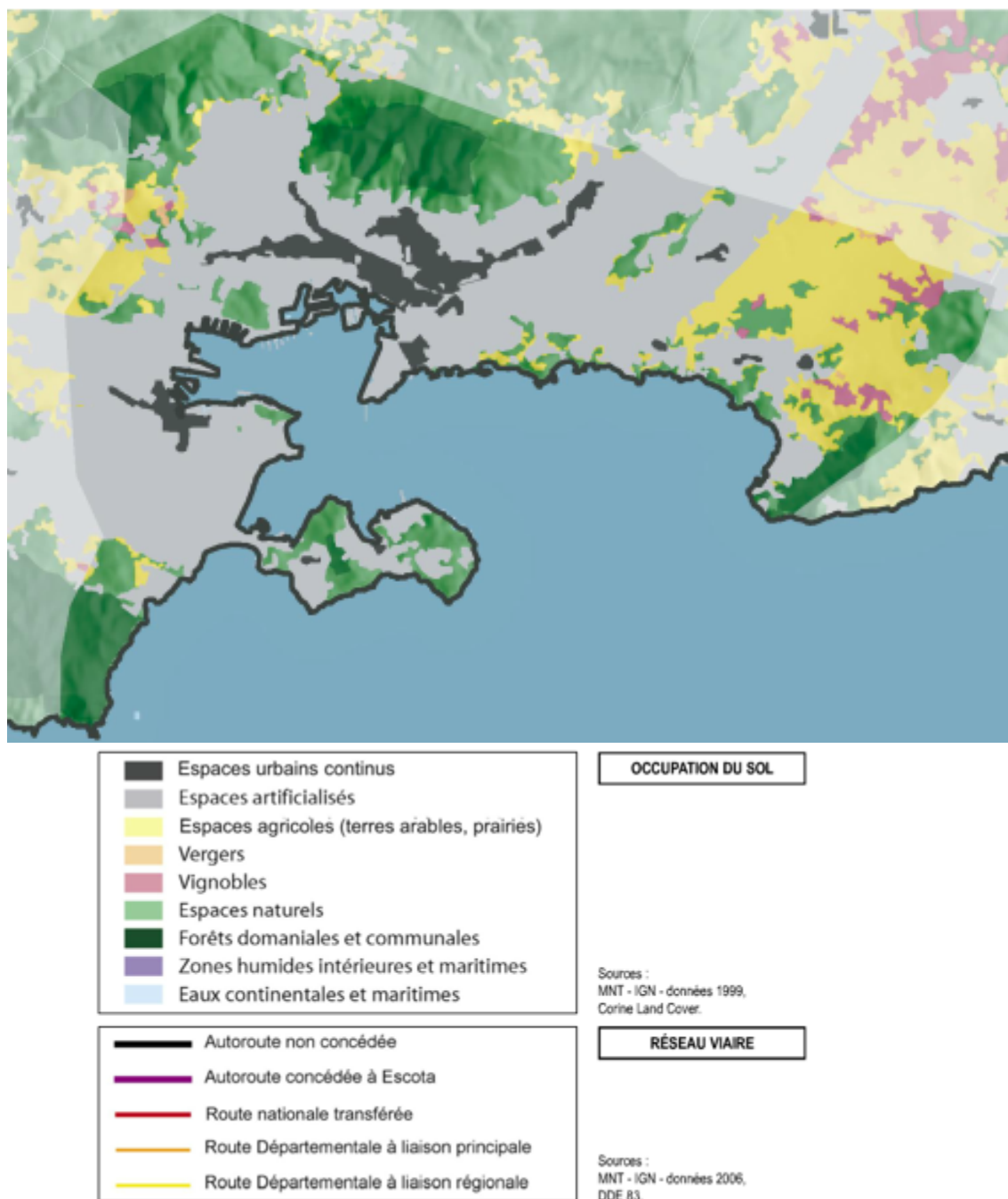
Située sur le littoral méditerranéen, la commune de La Garde bénéficie des qualités paysagères propres à ce secteur privilégié en termes d'espaces naturels, zones protégées et d'urbanisation importante. A ce titre, la commune de La Garde fait partie intégrante de l'entité paysagère dénommée « *Rade de Toulon* ».



Carte issue de l'atlas des paysages du Var, 2007, p.114.

La ville est située sur une bordure littorale étroite dont l'effet est renforcé par la présence du massif du Coudon, au Nord-Ouest de la commune. Bien que l'urbanisation de ce secteur de la rade soit très importante, on observe tout de même la présence d'espaces naturels permettant la préservation de la biodiversité. L'Est de la commune de La Garde est notamment couvert par la plaine inondable qui accueille des activités agricoles comme la viticulture et l'élevage. Un parc Nature a été créé par le Département. Ce parc s'étend sur une partie de ce secteur.

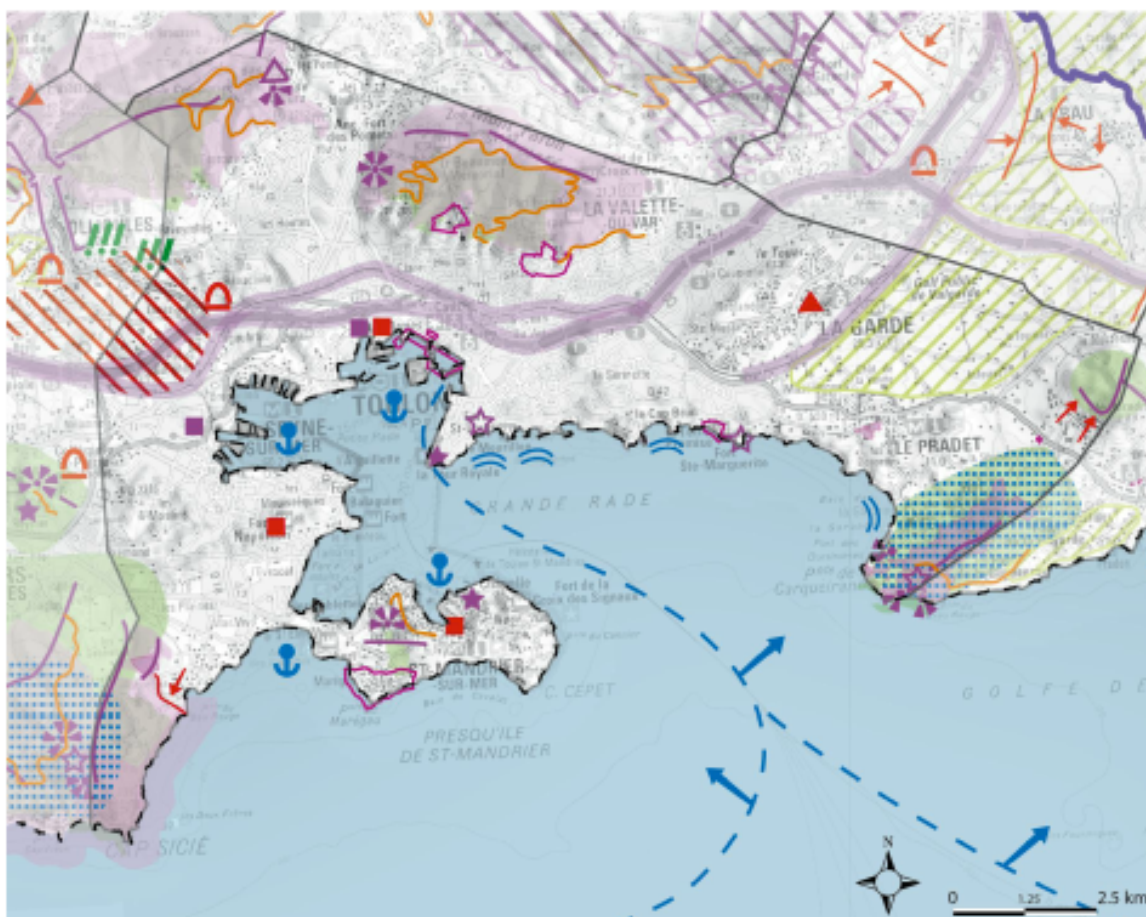
La commune de La Garde a vu se développer ses zones d'activités commerciales et industrielles à l'Est de son territoire suite à l'extension de la ville de Toulon à l'Est. C'est d'ailleurs à l'Est de La Garde que l'on retrouve les axes majeurs permettant la jonction entre Toulon et l'arrière-pays par l'A57 vers Draguignan et de rejoindre les départementales côtières de l'Est méditerranéen, la D559 et la D98, via l'autoroute A570. Ces axes viennent renforcer l'attractivité de cette zone particulièrement dense.



Carte issue de l'atlas des paysages du Var, 2007, p.148.

L'Atlas des paysages du Var met en avant plusieurs axes pour la préservation des entités paysagères dont :

- *La préservation de la structure rurale qualitative à l'Est du territoire ;*
- *La mise en valeur des richesses patrimoniales identitaires du département ;*
- *La requalification urbaine et paysagère des entrées d'agglomération ;*
- *Le maintien de la diversité et la qualité des paysages perçus sur les grands axes du territoire notamment l'A57 ou encore l'A570 ;*
- *La préservation de la diversité architectural et urbaine du centre-ville historique ;*



Carte issue de l'atlas des paysages du Var, 2007, p.155

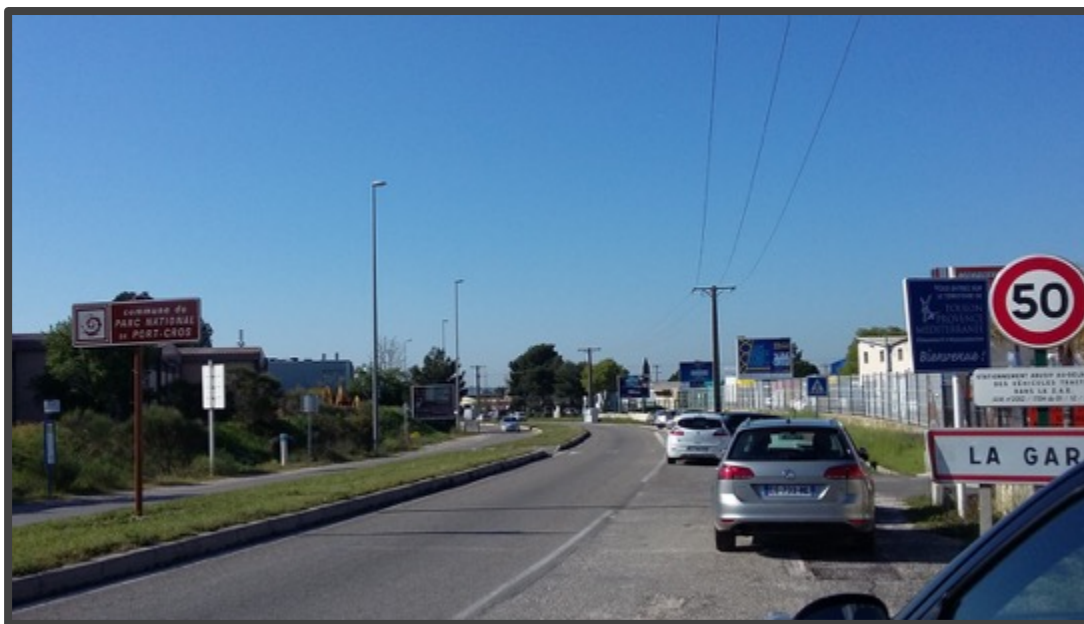
La réglementation nationale sur la publicité extérieure a pour objectif principal la préservation et la valorisation du cadre de vie et des paysages. La réglementation sur la publicité extérieure est en corrélation avec les axes et orientations fixés par l'atlas des paysages.

Le Code de l'environnement est parfois insuffisant pour résorber certaines pollutions visuelles entraînées par la publicité extérieure. Ainsi, il apparaît que la révision du RLP de La Garde permettra d'adapter la réglementation locale aux enjeux locaux et notamment aux mutations et évolutions paysagères, économiques et patrimoniales de la ville. Il pourra appréhender au plus près les problématiques locales mises en avant par le diagnostic de territoire et l'analyse du parc publicitaire.

Le diagnostic identifie notamment les problématiques suivantes :

Problématique n°1 : Valoriser les entrées de ville et axes majeurs du territoire en réduisant la densité publicitaire

La densité de publicités (et préenseignes) scellées au sol ou sur mur est parfois importante notamment aux abords des entrées de ville et de manière générale le long des axes structurants du territoire comme par exemple le long de la D559 ou encore de la D98.



Avenue du Dr. Schweitzer, La Garde, Avril 2017



D98, La Garde, Avril 2017



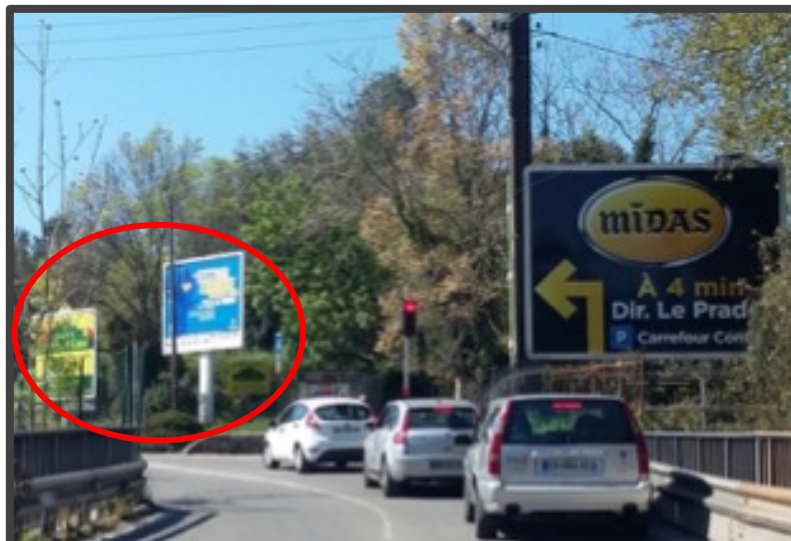
D98, La Garde, Avril 2017



D559, La Garde, Avril 2017



D559, La Garde, Avril 2017



Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny, La Garde, Avril 2017

Problématique n°2 : Préserver le patrimoine architectural et naturel de la commune comme le centre-ville historique et les cônes de vue paysagers

Éviter l'implantation des publicités et préenseignes peu qualitatives ou de format trop important qui pourraient nuire à l'image du territoire.



Perspective paysagère sur la Chapelle, La Garde, Avril 2017



Montée du Thouar, La Garde, Avril 2017.



Chemin de Barbaroux, La Garde, Avril 2017



Chemin de la Chapelle, La Garde, Avril 2017



Montée vers le Chemin de la Chapelle, La Garde, Avril 2017

Problématique n°3 : Améliorer et/ou maintenir la qualité des enseignes en centre-ville.

Engager une réflexion sur la place des enseignes sur les secteurs à enjeux paysagers et/ou patrimoniaux afin d'éviter la dégradation et la banalisation des paysages de la commune de La Garde, tout en prenant en compte les besoins de visibilité des acteurs économiques locaux.



Rue Sadi Carnot, enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu peu qualitatives, La Garde, Avril 2017



Avenue de Montersachio, enseignes perpendiculaires au mur qui dépassent des limites du mur, La Garde, Avril 2017



Rue Sadi Carnot, enseigne parallèle au mur qui dépasse des limites du mur, La Garde, Avril 2017



Rue Sadi Carnot, façade surchargée, La Garde, Avril 2017



Avenue Jacques Duclos, façade qualitative, La Garde, Avril 2017

Problématique n°4 : Encadrer les enseignes des zones d'activités de la commune

Adapter la réglementation sur les enseignes dans la zone d'activités afin de limiter l'impact de certaines enseignes. Dans le cadre du RLP, certaines catégories d'enseignes ayant un fort impact paysager pourraient être encadrées pour protéger le cadre de vie, comme les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu, les enseignes sur clôtures ou les enseignes numériques.



Avenue de Draguignan, nombre d'enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol supérieur à 1 mètre carré trop important, La Garde, Avril 2017



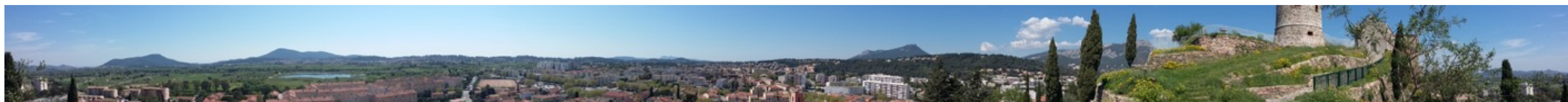
Avenue de Draguignan, enseigne numérique peu qualitative, La Garde, Avril 2017



Infraction au code de l'environnement fréquente pour les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, La Garde, Avril 2017



Accumulation des dispositifs (signalétique, publicités, enseignes, etc.) et saturation d'information, La Garde, Avril 2017.



Vue panoramique de La Garde, Chemin de la Chapelle, La Garde, Avril 2017.



IV. Orientations et objectifs de la collectivité en matière de publicité extérieure

1. Les objectifs

La commune de La Garde a fixé plusieurs objectifs pour l'amélioration du cadre de vie en matière de publicité extérieure sur son territoire. Ces objectifs relèvent de la délibération n°29 du Conseil Municipal du 12 septembre 2016 :

- Adapter le document (existant) en tenant compte du nouveau cadre juridique et réglementaire fixé notamment par la loi Grenelle II, et précisé par décret, valant réglementation nationale depuis le 1^{er} juillet 2012 ;
- Avoir une démarche de protection des paysages et du cadre de vie :
 - En adaptant la réglementation au territoire communal, et aux enjeux du paysage naturel et bâti notamment patrimonial,
 - En anticipant et en planifiant de manière équilibrée, l'évaluation des paysages du fait du développement de l'affichage publicitaire,
 - En limitant la pollution visuelle des dispositifs d'information par une réglementation adaptée,
- Améliorer les conditions de circulation et la sécurité routière en dégagant les intersections importantes ;
- Créer un nouveau zonage adapté à l'évolution du territoire communal ;
- Traiter les formes de publicités légalisées par la Loi Grenelle II, comme le micro-affichage publicitaire sur devantures, les dispositifs numériques, les bâches publicitaires, inexistantes dans le règlement actuel ;
- Encourager la réalisation d'économie d'énergie et réduire la pollution lumineuse pour la préservation du rythme biologique des animaux, en prescrivant des mesures en faveur de l'extinction nocturne des dispositifs lumineux ;
- Réduire les possibilités de publicité scellée au sol, par des restrictions en nombre ou en superficie ;
- Conférer au Maire et au service de la ville, un outil plus efficace pour instruire les demandes d'implantation.

Les objectifs ci-dessus ont été complétés par la délibération n°24 du Conseil Municipal du 11 décembre 2017 :

- Protéger l'image du centre-ville, et plus particulièrement le centre-ville historique, ainsi que le patrimoine bâti (Chapelle Romane classée, petit oratoire et Chapelle Saint-Charles de Borromée inscrits) et naturel (appartenance au Parc National de Port-Cros) de la commune par une réflexion sur la place des enseignes ;
- Améliorer la qualité des zones d'activités situées à l'Est de la commune, notamment sur le secteur Beaulieu, de La Pauline I, la ZAC des 4 chemins, la ZAC Pauline II, la ZAC +, la ZAC Saint Michel, la ZAC Planquette II, le secteur des Plantades, la Zone Industrielle de Toulon Est, le secteur Pierrascas ou encore le secteur du Pouverel ;
- Préserver les zones peu touchées par la pression publicitaire comme les zones résidentielles ou les quartiers pavillonnaires ;
- Protéger les entrées de ville, premières images du territoire et plus particulièrement celles situées sur la D559, la D86, la D98, la D97 ou encore la D67.

2. Les orientations

Afin de remplir ces objectifs, la commune a retenu les orientations suivantes :

Orientation 1 : Réglementer les enseignes dans les espaces patrimoniaux sensibles comme le centre-ville, les périmètres des monuments ou sites classés et inscrits, le périmètre de l'aire d'adhésion du Parc National de Port Cros et, notamment, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins d'1m² ou encore les enseignes sur auvents ou marquises afin de valoriser et préserver ces espaces patrimoniaux sensibles ;

Orientation 2 : Limiter l'impact de la publicité et des préenseignes en renforçant la règle de densité publicitaire ou encore les formats des dispositifs plus particulièrement dans le centre-ville, sur les zones d'activités et au niveau des entrées de ville, comme la D559, la D86, la D98, la D97 ou encore la D67, afin d'éviter la multiplication de la publicité extérieure ;

Orientation 3 : Réglementer les enseignes en zones d'activités situées à l'Est de la commune, comme le secteur Beaulieu, de La Pauline I, la ZAC des 4 chemins, la ZAC Pauline II, la ZAC +, la ZAC Saint Michel, la ZAC Planquette II, le secteur des Plantades, la Zone Industrielle de Toulon Est, le secteur Pierrascas ou encore le secteur du Pouverel, notamment les enseignes peu qualitatives impactant fortement le paysage dont les enseignes scellées au sol de plus ou moins un mètre carré ou encore les enseignes sur clôtures.

Orientation 4 : Encadrer les dispositifs publicitaires particuliers comme les dispositifs lumineux et numériques, ou encore les bâches publicitaires sur l'ensemble du territoire afin d'éviter les implantations peu qualitatives et agressives pour le paysage urbain.

Ces orientations s'appliquent aussi bien à la publicité qu'aux enseignes. La commune a également choisi de réglementer les enseignes temporaires peu encadrées par la réglementation nationale.

V. Justification des choix retenus

1. Les choix retenus en matière de publicités et préenseignes

En matière de zonage, le choix a été fait de mettre en place un zonage simple et en cohérence avec les caractéristiques et problématiques du territoire de La Garde. Ainsi, les zones de publicité sont définies de la manière suivante :

- La zone de publicité n°1 (ZP1) : elle couvre les zones d'activités de la commune, dont la zone artisanale du Pouverel au Sud et les autres zones d'activités situées au Nord de la commune.
- La zone de publicité n°2 (ZP2) : elle couvre la zone agglomérée de la commune, non couverte par les autres zones de publicités citées.
- La zone de publicité n°3 (ZP3) : elle couvre les espaces patrimoniaux sensibles. Elle correspond aux périmètres de protection des monuments classés et inscrits et des sites inscrits situés en agglomération.

Les secteurs situés en dehors des 3 zones de publicité définies ci-dessus, sont considérés comme étant hors agglomération. C'est-à-dire que les publicités et les préenseignes y sont interdites, sauf exception⁵³.

Un arrêt récent de la Cour Administrative d'Appel de Nancy⁵⁴, a également précisé qu'« *il y a lieu de tenir compte de toute la longueur du ou des côtés de l'unité foncière bordant une ou plusieurs voies ouvertes à la circulation publique* » dans le cadre de l'application de la règle de densité.

En zone de publicité n°1 (ZP1), la commune a choisi de mettre en place une réglementation moins restrictive que sur le reste du territoire afin de laisser une marge de signalisation plus importante aux acteurs économiques locaux. Néanmoins, la commune a décidé d'interdire les publicités lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ainsi que les publicités apposées sur clôtures aveugles et non-aveugles. Les surfaces maximales des dispositifs publicitaires non numériques apposés sur mur ou scellés au sol ou installés directement sur le sol sont limitées à 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris et 6 mètres de hauteur maximum. La commune a également ajouté des prescriptions esthétiques :

- Pour les publicités apposées sur mur, il s'agit d'interdire les implantations à moins de 0,5 mètre des arêtes de ce mur ;
- Pour les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol, il s'agit d'obliger ces dispositifs à recevoir un bardage dissimulant la face non exploitée si le dispositif ne comporte d'une seule face d'affichage et d'être réalisés avec un seul pied.

Outre ces prescriptions, la commune a décidé de renforcer la règle de densité applicable sur la zone de publicité n°1 (ZP1). Le RLP applique donc la règle de densité issue du code de l'environnement, sans toutefois reprendre l'exception contenue autorisant l'installation de deux publicités apposées sur mur lorsque le linéaire de l'unité foncière est compris entre 40 et 80 mètres, et en intégrant une interdistance de

⁵³ Cf. P. 26 du présent rapport de présentation, concernant les préenseignes dérogatoires.

⁵⁴ CAA Nancy, 18 mai 2017, n°16NC00986.

60 mètres au minimum entre les dispositifs. Cette règle d'interdistance de 60 mètres s'applique uniquement pour les unités foncières disposant d'un linéaire de plus de 80 mètres.

Quant à la publicité numérique, elle est limitée à 4 mètres carrés encadrement compris et 4 mètres de hauteur maximum.

L'objectif de ces règles est de limiter l'impact de ces dispositifs sur les paysages de la commune.

La commune a également choisi d'encadrer la publicité sur mobilier urbain. A ce titre, la publicité apposée sur mobilier urbain est régie par la réglementation nationale⁵⁵ excepté lorsqu'elle est apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques. La publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires est donc limitée à 8 mètres carrés d'affiche et 6 mètres de hauteur maximum. Lorsqu'elle est numérique, la publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires est limitée à 4 mètres carrés d'affiche et 4 mètres de hauteur maximum.

En zone de publicité n°2 (ZP2), la commune a choisi d'interdire les dispositifs trop impactants pour le cadre de vie de ses habitants et d'entériner un état de fait sur ce secteur. La commune a donc interdit en ZP2 :

- Les publicités lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les publicités apposées sur clôtures aveugles et non-aveugles ;
- Les publicités numériques excepté celles apposées sur mobilier urbain.

Les règles de formats et les prescriptions esthétiques mises en œuvre en ZP1 pour les publicités apposées sur mur et clôture et scellées au sol ou installées directement sur le sol sont également applicables en ZP2. Ces règles permettent une harmonisation de la taille et les formats des publicités sur le territoire communal. La commune a décidé d'adapter et de renforcer la règle de densité en autorisant une seule publicité par unité foncière supérieure ou égale à 40 mètres linéaires. Cette règle permet de limiter le nombre d'unités foncières pouvant accueillir de la publicité et de limiter le nombre de dispositifs publicitaires par unité foncière.

Les bâches publicitaires sont autorisées en ZP2, dans la limite de 8 mètres carrés uniquement afin de limiter leur impact sur le cadre de vie. Enfin, la commune a décidé de réglementer la publicité sur le mobilier urbain en ZP2, dans les mêmes conditions qu'en ZP1.

En zone de publicité n°3 (ZP3), la commune a décidé de déroger à l'interdiction de publicité posée par le code de l'environnement. Ainsi, la publicité est réintroduite de manière limitative sur ce secteur. Seules les publicités apposées sur mobilier urbain et apposées sur palissade de chantier sont autorisées.

Quant à la publicité apposée sur mobilier urbain, elle est régie par la réglementation nationale⁵⁶ excepté lorsqu'elle est apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques. La publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires est donc limitée à 2 mètres carrés d'affiche et 3 mètres de hauteur au-dessus du sol.

⁵⁵ : Article R.581-42 à R.581-46 du code de l'environnement

⁵⁶ : Article R.581-42 à R.581-46 du code de l'environnement

Lorsqu'elle est numérique, la publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires est limitée à 2 mètres carrés d'affiche. L'objectif de cette réglementation est de préserver le patrimoine bâti et architectural de la commune tout en préservant les infrastructures existantes pour les habitants de La Garde.

L'ensemble des publicités et préenseignes (y compris sur mobiliers urbains) est soumis à la plage d'extinction nocturne entre 23h00 et 06h00 afin de réaliser des économies d'énergie et de limiter la pollution lumineuse des différents dispositifs. Cette règle ne s'applique pas aux publicités apposées sur les abris destinés au public qui peuvent être allumées pendant l'amplitude horaire d'exécution du service de ces transports en commun.

Le projet de RLP défini par la ville de La Garde permet d'être en cohérence avec la Charte du Parc naturel de Port-Cros qui précise que « *les règlements locaux de publicité devront ainsi limiter le nombre, veiller à l'implantation et recourir à des formats aussi limités et harmonieux que possible des dispositifs de publicité, enseignes et préenseignes* »⁵⁷.

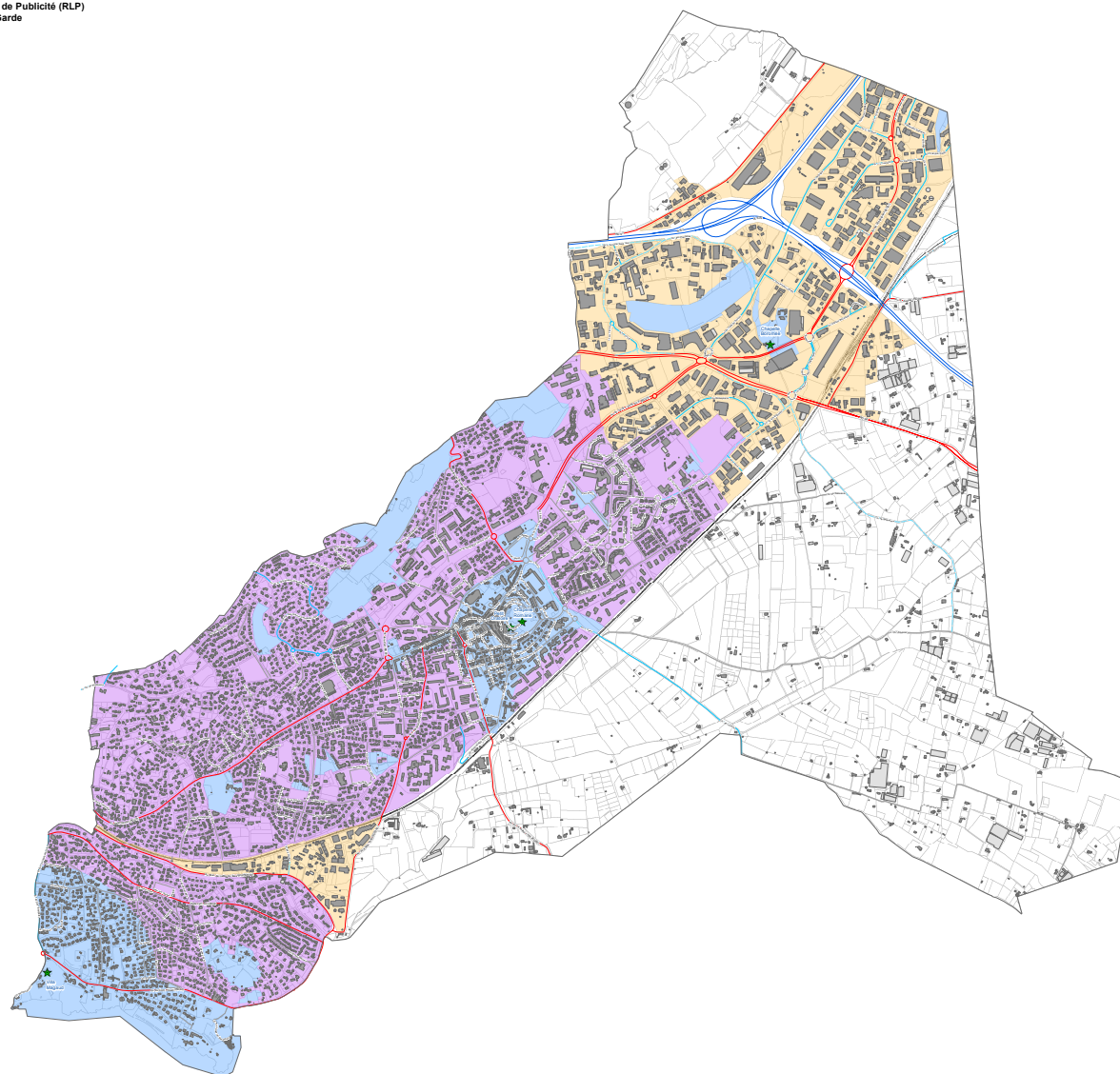
Pour rappel, la publicité apposée sur mobilier urbain autre que le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques est encadrée par la réglementation nationale, soit les articles R.581-42 à R.581-46 du code de l'environnement.

Les différentes zones sont délimitées sur la carte ci-dessous :

⁵⁷ Ambition 4 « *Promouvoir un aménagement durable et une mobilité apaisée* », Orientation n°4.1 « *Promouvoir un aménagement qui valorise les paysages exceptionnels de l'entre terre et mer* », mesure 4.1.7 de la Charte du parc naturel de Port-Cros.



Plan de Zonage du Règlement Local de Publicité (RLP)
de la Commune de la Garde



Légende :

- ★ Monuments historiques
- Orange Zones de publicité n°1 (ZP1) : Zones d'activités
- Purple Zones de publicité n°2 (ZP2) : Zones habités et d'habitat collectif
- Blue Zones de publicité n°3 (ZP3) : Zones agricoles, pastorales ou sylvicoles et désignées de paysage
- Light blue Zones hors agglomération : Interdiction stricte de publicité

0 50 100 200 m

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 25 Mars 1958 sur l'accès aux documents administratifs.

2. Les choix retenus en matière d'enseignes

Afin de prendre en compte les besoins du territoire et dans un souci de cohérence, le zonage choisi pour les enseignes, est basé sur le zonage appliqué à la publicité et aux préenseignes. Ainsi, les 3 zones définies pour les publicités et préenseignes sont identiques pour les enseignes.

Sur l'ensemble des 3 zones de publicité, le RLP interdit les enseignes sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière. Les enseignes permanentes de type « dirigeables » sont également interdites sur l'ensemble du territoire.

En zone de publicité n°1 (ZP1), la commune a choisi de laisser plus de possibilités aux acteurs économiques locaux pour se signaler afin d'être visibles de tous. Néanmoins, la commune a choisi de mettre en place une réglementation des enseignes spécifiques pour ce secteur. La commune interdit, en ZP1, les enseignes sur les garde-corps de balcon ou balconnet.

Les enseignes sur auvent ou marquise sont autorisées uniquement en lettres ou signes découpés.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus d'un mètre carré sont limitées à 8 mètres carrés d'affiche et 6 mètres de hauteur. La commune a également souhaité que les activités situées sur la même unité foncière regroupent leurs enseignes de plus d'un mètre carré sur un seul dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol lequel devra être conforme aux dispositions du présent règlement.

L'objectif est d'avoir une harmonisation des formats sur ce secteur et d'éviter la saturation d'informations tout en permettant à tous les acteurs économiques locaux de se signaler.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins d'un mètre carré sont limitées en nombre à 3 dispositifs bordant l'activité. Cette règle permet aux grandes activités de signaler leurs différents services (Drive, entrée, réception, etc.) en évitant de saturer l'information.

La commune souhaite réglementer les enseignes sur clôture en limitant leur nombre à une par voie bordant l'activité et 4 mètres carrés maximum. Ces dispositifs, comme les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins d'un mètre carré ne sont pas encadrés par le code de l'environnement. La commune a donc souhaité limiter les possibilités d'implantation pour ce type d'enseignes pas toujours qualitatif pour le paysage.

Enfin, les enseignes numériques étant autorisées sur la ZP1, la commune a mis en place une réglementation spécifique pour ces dispositifs. La commune autorise donc les enseignes numériques seulement si elles ne sont pas visibles d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement à une autoroute, d'une route express, déviation ou d'une voie publique située hors agglomération. Par ailleurs, ces enseignes sont limitées à une par activité, 4 mètres carrés maximum et doivent être réalisées uniquement avec des images fixes. L'objectif de ces règles étant de permettre l'utilisation des nouvelles technologies en limitant les nuisances sur le paysage et les risques liés à la sécurité routière.

En zone de publicité n°2 (ZP2), la commune a interdit les enseignes sur garde-corps de balcon ou balconnet et les enseignes numériques. Il s'agit d'enseignes peu qualitatives pour le territoire.

Bien qu'autorisées en ZP2, la commune a encadré les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu en limitant la surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement à 25 mètres carrés maximum. En effet, la plupart des dispositifs actuellement présents sur ce secteur sont des enseignes de petites tailles. La commune a donc souhaité entériner un état de fait pour préserver le cadre de vie de ses citoyens.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, de moins d'un mètre carré, sont limitées en nombre à 2 dispositifs bordant l'activité et 1,5 mètre de hauteur. L'objectif de la commune est de réglementer des dispositifs non pris en compte dans la réglementation nationale. Cette réglementation a pour but de limiter leur nombre et leur implantation anarchique dans ce secteur.

Les enseignes sur auvent ou marquise, les enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol et les enseignes de 2 mètres carrés maximum apposées sur clôtures sont limitées à une par voie bordant l'activité.

En zone de publicité n°3 (ZP3), la commune a souhaité préserver son patrimoine bâti et architectural. A ce titre, elle a interdit les enseignes sur les arbres, sur les clôtures, sur les garde-corps de balcon ou balconnet, sur les toitures ou terrasses en tenant lieu, sur les auvents et marquises, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus d'un mètre carré et les enseignes numériques. Il s'agit de dispositifs peu appropriés pour mettre en valeur le centre-ville et préserver ces espaces sensibles. Le RLP pose des prescriptions spécifiques concernant les enseignes parallèles au mur en imposant, pour les activités situées en rez-de-chaussée, que les enseignes parallèles au mur soient implantées en-dessous des limites du plancher du 1^{er} étage. Les enseignes parallèles au mur doivent être réalisées au moyen de lettres découpées ou de signes découpés sauf pour les commerces disposant de volets roulants au-dessus de leur baie. Pour ces commerces, l'enseigne parallèle peut être réalisée avec un panneau de fond d'une couleur approchant de celle de la façade destinée à recevoir le dispositif d'enseigne.

Et les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins d'un mètre carré sont limitées à deux dispositifs par voie bordant l'activité et 1,5 mètre de hauteur.

Ces règles ont pour but de ne pas dénaturer l'architecture des bâtiments sur lesquels les enseignes sont apposées et valoriser les espaces sensibles de la commune. La commune souhaite privilégier les enseignes qualitatives sur ces espaces.

Sur l'ensemble du territoire, les enseignes lumineuses et numériques, lorsqu'elles sont autorisées, sont également soumises à la même plage d'extinction nocturne, que celle applicable à la publicité, à savoir entre 23h00 et 06h00 pour harmoniser et préserver le paysage nocturne.

La commune a également réglementé les enseignes hors agglomération. En effet, les enseignes implantées hors agglomération sont encadrées dans les mêmes conditions que les enseignes installées en ZP2 (zone agglomérée).

L'ensemble de ces règles a été établi de manière cohérente en fonction des besoins des acteurs économiques et des enjeux de chacune des zones afin de concilier la valorisation du cadre de vie de la commune et les besoins de visibilité des acteurs économiques locaux.

Département du Var

Commune de La Garde

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Tome 2 : partie règlementaire



Version approuvée

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE



PREFECTURE DU VAR

30 MARS 2022

Contrôle de légalité



Vu et approuvé pour être annexé
à la délibération n° 220352
en date du : 24.03.22



Sommaire

Titre 1 : Champ d'application et zonage	4
Article 1 Champ d'application territorial.....	4
Article 2 Portée du règlement.....	4
Article 3 Zonage	4
Article 4 Dispositions générales.....	5
 Titre 2 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP1	7
Article 5 Interdiction.....	7
Article 6 Publicité apposée sur un mur	7
Article 7 Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol	7
Article 8 Publicité numérique.....	8
Article 9 Densité	8
Article 10 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires	8
Article 11 Plage d'extinction nocturne.....	9
 Titre 3 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP2.....	10
Article 12 Interdiction	10
Article 13 Publicité apposée sur un mur	10
Article 14 Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol	10
Article 15 Densité	11
Article 16 Bâche publicitaire	11
Article 17 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires	11
Article 18 Plage d'extinction nocturne.....	11
 Titre 4 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP3.....	12
Article 19 Dérogation à l'article L.581-8 du Code de l'environnement	12
Article 20 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires	12
Article 21 Plage d'extinction nocturne.....	12

Titre 5 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP1	13
Article 22 Interdiction	13
Article 23 Enseigne sur auvent ou marquise	13
Article 24 Enseigne de plus d'un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol	13
Article 25 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol.....	13
Article 26 Enseigne sur clôture.....	13
Article 27 Enseigne lumineuse et numérique	14
 Titre 6 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP2	 15
Article 28 Interdiction	15
Article 29 Enseigne sur toiture ou terrasse en tenant lieu	15
Article 30 Enseigne sur auvent ou marquise	15
Article 31 Enseigne de plus d'un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol	15
Article 32 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol.....	16
Article 33 Enseigne sur clôture.....	16
Article 34 Enseigne lumineuse	16
 Titre 7 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP3	 17
Article 35 Interdiction	17
Article 36 Enseigne parallèle au mur	17
Article 37 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol.....	17
Article 38 Enseigne lumineuse	17
 Titre 8 : Dispositions applicables aux enseignes temporaires.....	 18
Article 39 Enseignes temporaires	18

Titre 1 : Champ d'application et zonage

Article 1 Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de La Garde.

Article 2 Portée du règlement

Afin d'assurer la protection du cadre de vie, le présent règlement vient restreindre les dispositions nationales applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes non lumineuses situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité.

Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas aux dispositifs réservés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Les dispositions nationales non restreintes par le présent règlement restent applicables dans leur totalité.

Article 3 Zonage

Trois zones de publicité sont instituées sur le territoire communal.

La zone de publicité n°1 (ZP1) couvre les zones d'activités dont la zone artisanale du Pouverel située au Sud du territoire et les autres zones d'activités situées sur le Nord de la commune, à savoir le secteur Beaulieu, La Pauline I, la ZAC des 4 chemins, la zone Industrielle de Toulon Est.

La zone de publicité n°2 (ZP2) couvre la zone agglomérée de la commune, en dehors des autres zones de publicités citées.

La zone de publicité n°3 (ZP3) couvre les espaces patrimoniaux sensibles. Elle correspond aux périmètres de protection des monuments classés et inscrits et des sites inscrits situés en agglomération.

Ces zones sont délimitées sur les documents graphiques.

Article 4 Dispositions générales

4.1 – Prescriptions communes applicables aux publicités et préenseignes sur les 3 zones de publicités

Les dispositifs publicitaires, enseignes ou préenseignes, doivent respecter les dispositions suivantes :

- Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Elles sont toutefois admises lorsqu'elles sont intégralement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser. Les échelles, jambes de force, gouttières à colle ou tous autres dispositifs annexes fixes demeurent proscrits. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du dispositif.
- Les dispositifs publicitaires et préenseignes scellés au sol ou installés directement sur le sol comportant une seule face d'affichage doivent recevoir un bardage dissimulant la face non exploitée.
- Les dispositifs publicitaires et préenseignes scellés au sol ou installés directement sur le sol doivent être réalisés avec un monopied. A l'exception du pied sur lequel repose le dispositif, aucun élément ne peut déborder du cadre ni en ses parties inférieures ou supérieures, ni en ses parties latérales.
- Lorsqu'il existe, l'éclairage est réalisé par rampe ou rétro-éclairage. Les spots, quelle que soit leur forme, sont interdits.
- Les dispositifs publicitaires et préenseignes apposés sur clôtures aveugles et non-aveugles sont interdits.

4.2 – Publicité apposée sur mobilier urbain

La publicité installée à titre accessoire sur le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions contenues dans le RLP.

4.3 – Prescriptions communes applicables aux enseignes sur les 3 zones de publicités

Les dispositifs enseignes doivent avoir une intégration paysagère respectueuse de leur environnement.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol comportant une seule face d'affichage doivent recevoir un bardage dissimulant la face non exploitée.

Les enseignes, par leur couleur, leur forme ou leur aspect général, doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

Les enseignes sont interdites sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière.

Les enseignes numériques sont interdites si elles sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

Les enseignes permanentes de type dirigeable sont interdites sur l'ensemble du territoire.

Titre 2 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP1

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°1.

Article 5 Interdiction

Sont interdites :

- Les publicités lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les publicités apposées sur clôtures aveugles et non-aveugles.

Article 6 Publicité apposée sur un mur

La publicité non lumineuse apposée sur un mur, ne peut avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité non lumineuse apposée sur un mur, ne peut être placée à moins de 0,5 mètre des arêtes de ce mur.

La publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence apposée sur un mur, ne peut avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité lumineuse apposée sur un mur, ne peut être placée à moins de 0,5 mètre des arêtes de ce mur.

Article 7 Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires lumineux éclairés par projection ou transparence scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol comportant une seule face d'affichage doivent recevoir un bardage dissimulant la face non exploitée.

Article 8 Publicité numérique

Une publicité numérique scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 4 mètres carrés encadrement compris ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

Une publicité numérique apposée sur un mur aveugle ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 4 mètres carrés encadrement compris ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité numérique est interdite sur le domaine ferroviaire.

Article 9 Densité

La règle de densité concerne :

- les publicités lumineuses et non lumineuses apposées sur un mur ;
- les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, lumineux ou non lumineux.

Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaires.

Par exception, il peut être installé :

- deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaire.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaires, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première.

Lorsque l'unité foncière dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaires, une inter-distance, d'au moins 60 mètres, doit être respectée entre les dispositifs publicitaires installées sur cette unité foncière.

Article 10 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires

La publicité non lumineuse et lumineuse éclairée par projection ou transparence apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques ne peut avoir une surface excédant 8 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 6 mètres de hauteur maximum au-dessus du niveau du sol.

La publicité numérique apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques

ne peut avoir une surface excédant 4 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité numérique apposée sur le mobilier urbain est interdite sur le domaine ferroviaire.

Article 11 Plage d'extinction nocturne

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures, y compris celles apposées sur le mobilier urbain. Cette disposition ne s'applique pas aux publicités apposées sur les abris destinés au public qui peuvent être allumées pendant l'amplitude horaire d'exécution du service des transports en commun.

Titre 3 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP2

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°2.

Article 12 Interdiction

Sont interdites :

- Les publicités lumineuses sur toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les publicités numériques excepté celles apposées sur mobilier urbain ;
- Les publicités apposées sur clôtures aveugles et non-aveugles.

Article 13 Publicité apposée sur un mur

La publicité non lumineuse apposée sur un mur, ne peut avoir ni une surface unitaire excédant 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité non lumineuse apposée sur un mur, ne peut être placée à moins de 0,5 mètre des arêtes de ce mur.

La publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence apposée sur un mur, ne peut avoir ni une surface unitaire excédant 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité lumineuse apposée sur un mur, ne peut être placée à moins de 0,5 mètre des arêtes de ce mur.

Article 14 Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires lumineux éclairés par projection ou transparence scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 8 mètres carrés d'affiche et 10,5 mètres carrés encadrement compris.

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol comportant une seule face d'affichage doivent recevoir un bardage dissimulant la face non exploitée.

Article 15 Densité

La règle de densité concerne :

- les publicités lumineuses et non lumineuses apposées sur un mur ;
- les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, lumineux ou non lumineux.

Sur toute unité foncière dont l'un des côtés bordant une voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure ou égale à 40 mètres linéaire, il peut être installé :

- soit un dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol, lumineux ou non ;
- soit une publicité apposée sur un mur, lumineuse ou non lumineuse ;

Article 16 Bâche publicitaire

Les bâches publicitaires ne peuvent avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés.

Article 17 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires

La publicité non lumineuse et lumineuse, éclairée par projection ou transparence, apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut avoir ni une surface excédant 8 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité numérique apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques ne peut avoir ni une surface excédant 4 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

Article 18 Plage d'extinction nocturne

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures, y compris celles apposées sur le mobilier urbain. Cette disposition ne s'applique pas aux publicités apposées sur les abris destinés au public qui peuvent être allumées pendant l'amplitude horaire d'exécution du service des transports en commun.

Titre 4 : Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP3

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°3.

Article 19 Dérogation à l'article L.581-8 du Code de l'environnement

La publicité reste interdite excepté celle installée à titre accessoire sur le mobilier urbain, la publicité apposée sur des palissades de chantier et la publicité numérique uniquement lorsqu'elle est installée à titre accessoire sur le mobilier urbain.

Article 20 Publicité apposée sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires

La publicité non lumineuse et lumineuse, éclairée par projection ou transparence, apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut avoir une surface excédant 2 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 3 mètres au-dessus du niveau du sol.

La publicité numérique apposée sur le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques ne peut avoir ni une surface excédant 2 mètres carrés d'affiche, ni s'élever à plus de 3 mètres au-dessus du niveau du sol.

Article 21 Plage d'extinction nocturne

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures, y compris celles apposées sur le mobilier urbain. Cette disposition ne s'applique pas aux publicités apposées sur les abris destinés au public qui peuvent être allumées pendant l'amplitude horaire d'exécution du service des transports en commun.

Titre 5 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP1

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°1.

Article 22 Interdiction

Les enseignes sont interdites sur les garde-corps de balcon ou balconnet.

Les enseignes sont interdites sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière.

Article 23 Enseigne sur auvent ou marquise

Les enseignes sur auvent ou marquise doivent être réalisées au moyen de lettres découpées ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneau de fond autre que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base.

Article 24 Enseigne de plus d'un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes de plus d'un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés lorsqu'elles sont situées en agglomération.

Elles ne peuvent s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont localisées sur une même unité foncière, leurs enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être regroupées sur un même support.

Article 25 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre, à trois dispositifs, placés le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Article 26 Enseigne sur clôture

Les enseignes sur clôture sont limitées en nombre, à un dispositif, placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

La surface unitaire maximale d'une enseigne sur clôture est de 4 mètres carrés.

Article 27 Enseigne lumineuse et numérique

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 23h00 et 07h00, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Les enseignes numériques sont interdites excepté si elles signalent des services d'urgences ou si elles sont situées en zone d'activités. En zone d'activités, une seule enseigne numérique est autorisée par activité. La surface unitaire d'une enseigne numérique de ce type ne peut excéder 4 mètres carrés. L'enseigne numérique ne peut être réalisée qu'avec des images fixes

Les enseignes numériques sont interdites si elles sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

Titre 6 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP2

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°2. Les enseignes implantées hors agglomération sont encadrées dans les mêmes conditions que les enseignes installées dans la zone de publicité n°2.

Article 28 Interdiction

Les enseignes sont interdites sur les garde-corps de balcon ou balconnet.

Les enseignes sont interdites sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière.

Les enseignes numériques sont également interdites.

Article 29 Enseigne sur toiture ou terrasse en tenant lieu

La surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 25 mètres carrés.

Article 30 Enseigne sur auvent ou marquise

Les enseignes sur auvent ou marquise doivent être réalisées au moyen de lettres découpées ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneau de fond autre que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base.

Article 31 Enseigne de plus d'un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes de plus d'un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés lorsqu'elles sont situées en agglomération.

Elles ne peuvent s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont localisées sur une même unité foncière, leurs enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être regroupées sur un même support.

Article 32 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre, à deux dispositifs, placés le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Elles ne peuvent s'élever à plus de 1,50 mètre au-dessus du niveau du sol.

Article 33 Enseigne sur clôture

Les enseignes sur clôture sont limitées en nombre, à un dispositif, placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

La surface unitaire maximale d'une enseigne sur clôture est de 2 mètres carrés.

Article 34 Enseigne lumineuse

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 23h00 et 07h00, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Titre 7 : Dispositions applicables aux enseignes en ZP3

Ces dispositions sont applicables uniquement dans la zone de publicité n°3.

Article 35 Interdiction

Les enseignes sont interdites sur :

- les clôtures ;
- les garde-corps de balcon ou balconnet ;
- les auvents ou marquises ;
- les toitures ou terrasses en tenant lieu.

Les enseignes sont interdites, sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière.

Les enseignes de plus d'un mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol et les enseignes numériques sont interdites.

Article 36 Enseigne parallèle au mur

Pour les activités situées en rez-de-chaussée, les enseignes parallèles au mur ne peuvent être implantées au-dessus des limites du plancher du premier étage.

Les enseignes parallèles au mur doivent être réalisées au moyen de lettres découpées ou de signes découpés. Cette disposition ne s'applique pas aux commerces disposant de volets roulants au-dessus de leur baie. Pour ces commerces, l'enseigne parallèle peut être réalisée avec un panneau de fond d'une couleur approchant de celle de la façade destinée à recevoir le dispositif d'enseigne.

Article 37 Enseigne de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre, à deux dispositifs, placés le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Elles ne peuvent s'élever à plus de 1,50 mètre au-dessus du niveau du sol.

Article 38 Enseigne lumineuse

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 23h00 et 07h00, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement, et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Titre 8 : Dispositions applicables aux enseignes temporaires

Ces dispositions sont applicables sur l'intégralité du territoire communal, y compris hors agglomération.

Article 39 Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires installées sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

Les enseignes temporaires scellées au sol ou installées directement sur le sol, signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, ne peuvent avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Les enseignes temporaires sur clôture sont interdites en ZP3.

En ZP1 et ZP2, les enseignes temporaires sur clôture signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, sont limitées en nombre, à un dispositif, placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

La surface unitaire maximale d'une enseigne temporaire sur clôture signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, est, respectivement, de 4 mètres carrés en ZP1 et de 2 mètres carrés en ZP2.

Les enseignes temporaires parallèles au mur, apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 4 mètres carrés.

Les enseignes de types dirigeables sont autorisées uniquement si elles signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, avec accord de l'aviation civile.

Les enseignes temporaires lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 23h00 et 07h00, les enseignes temporaires sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement, et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Département du Var

Commune de La Garde

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Tome 3 : annexes



Version approuvée

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE



PREFECTURE DU VAR

30 MARS 2022

Contrôle de légalité



Vu et approuvé pour être annexé
à la délibération n° 220352
en date du : 24 03 22



Sommaire

Lexique.....	2
Arrêté fixant les limites de l'agglomération.....	5
Plan des limites de l'agglomération.....	31
Plan de zonage du Règlement Local de Publicité (RLP)	32
Synthèse des règles de densité et des formats applicables sur le territoire	33

Lexique

Une **agglomération** est un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde (Art. R.110-2 du code de la route). Cependant, le Conseil d'État, dans un arrêt du 2 mars 1990, fait prévaloir, en cas de litige, la « *réalité physique* » de l'agglomération, peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée et de sortie de leur positionnement par rapport au bâti.

Un **auvent** est une avancée en matériaux durs, en général à un seul pan, en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture.

Une **bâche de chantier** est une bâche comportant de la publicité, installée sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux.

Une **bâche publicitaire** est une bâche comportant de la publicité, autre qu'une bâche de chantier.

Une **clôture** désigne toute construction destinée à séparer deux propriétés ou deux parties d'une même propriété quels que soient les matériaux dont elle est constituée. Le terme clôture désigne donc également les murs de clôture.

Une **clôture aveugle** est une clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée. Cependant, il faut préciser que si « *tout percement, dont les portes pleines, doit être considéré comme une ouverture. La jurisprudence¹ a, en revanche, exclu les ouvertures obturées par les briques de verre qui ne constituent pas une ouverture* ». (Guide pratique, la réglementation de la publicité extérieure, ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie).

Une **clôture non aveugle** est constituée d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Une **enseigne** est une inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Une **enseigne lumineuse** est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Une **enseigne numérique** est une sous-catégorie des enseignes lumineuses qui repose sur l'utilisation d'un écran. Elle peut être de trois sortes : images animées, images fixes et vidéos.

Une **enseigne temporaire** est une enseigne signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois. Sont également considérées comme enseignes temporaires, les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation,

¹ TA Orléans, 25 mai 2010, req. n°0803658.

location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Une **marquise** est un auvent vitré, composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Le **mobilier urbain** comprend les différents mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité à titre accessoire en agglomération. Il s'agit des abris destinés au public, des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial, des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel, des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives et des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Un **mur aveugle** est un mur plein ou ne comportant qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré. Lorsqu'un mur comporte une ou plusieurs ouvertures de moins de 0,50 mètre carré, la publicité murale est autorisée conformément à l'article R-581-22 du code de l'environnement. Comme pour les clôtures aveugles si « *tout percement, dont les portes pleines, doit être considéré comme une ouverture. La jurisprudence² a, en revanche, exclu les ouvertures obturées par les briques de verre qui ne constituent pas une ouverture* ». (Guide pratique, la réglementation de la publicité extérieure, ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie).

Une **palissade de chantier** est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un élément grillagé.

Une **préenseigne** est une inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Une **préenseigne temporaire** est une préenseigne signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique, ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois. Sont également considérées comme préenseignes temporaires, les préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente.

Une **publicité** est une inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention. Ce terme désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Une **publicité lumineuse** est la publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet.

² TA Orléans, 25 mai 2010, req. n°0803658.

Une **publicité numérique** est une sous-catégorie de la publicité lumineuse qui repose sur l'utilisation d'un écran. Elle peut être de trois sortes :

- à images animées : il existe une animation sur l'image (apparition d'un slogan, ou d'un prix, forme en évolution, tremblement d'un pictogramme etc.) ;
- à images fixes (défilement d'images fixes, également appelé déroulant numérique) ;
- vidéos.

La **saillie** est la distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Une **unité** foncière est un îlot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Arrêté fixant les limites de l'agglomération



VILLE DE LA GARDE

ARRETE MUNICIPAL N°2018-875

**DIRECTION GENERALE AJOINTE DES FINANCES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE**
POLE PROGRAMMATION-CONTROLE DE GESTION
DOMAINE PUBLIC
Service Gestion du Domaine Public
Publicité et Enseignes
JPH/JB/AI/AP/DM/2018

VISAS		
Resp.	D. J. B.	D. J. B.

OBJET : ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE LA GARDE

JEAN-CLAUDE CHARLOIS, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

- VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
- VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 131-1 et L551-1
- VU le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivants, R 411-2, R411-8 et R411-25 à 28 ;
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;
- VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 31 juillet 1981 relatif à la modification du périmètre d'agglomération sur le CD 29 ;
- VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 12 août 1985 relatif à la définition précise des limites d'agglomération ;
- VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 14 mai 1990 relatif à la nouvelle définition des limites d'agglomération ;


CONSIDERANT la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire.

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de la présente commune, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-
ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Hôtel de Ville - BP 121 - 83957 La Garde Cedex - 04 94 08 98 00 • contact-mairie@ville-lagarde.fr • www.ville-lagarde.fr • Rejoignez-nous !   



N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIER	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALLEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALLEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
20	20E	ENTREE	RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE	946447,5886	6231118,5377	6,027565	43,136795
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

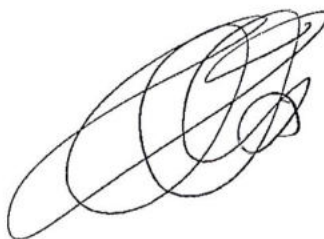
Accusé de réception en préfecture
 083-218300622-20181212-
 ARR20181212875a-AR
 Date de télétransmission : 18/12/2018
 Date de réception préfecture : 18/12/2018

- ARTICLE 3 :** La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.
- ARTICLE 4 :** Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.
- ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la présente commune.
- ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
- ARTICLE 7 :** MM. le Directeur Général des Services de la commune de La Garde, le Directeur départemental de la sécurité publique du Var, le Directeur de la Police Municipale de la commune de La Garde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :
- Monsieur le Préfet du Var,
 - Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Le présent arrêté sera transmis à monsieur le Préfet du Var et sera reproduit intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Il sera affiché, ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Il sera communiqué, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à La Garde, le 12 décembre 2018

Jean-Claude CHARLOIS
Maire de la Ville de La Garde



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-
ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

**Annexe à l'Arrêté Municipal n°2018-875 en date du 12 Décembre 2018 portant
modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde**

N°	REPÈRE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIER	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
20	20E	ENTREE	RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE	946447,5886	6231118,5377	6,027565	43,136795
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

1. Chemin de la Foux (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **1E**



Avenue Jules Ferry
(Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **1S**



Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

2. Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **2E**



Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **2S**



Page 3 sur 24

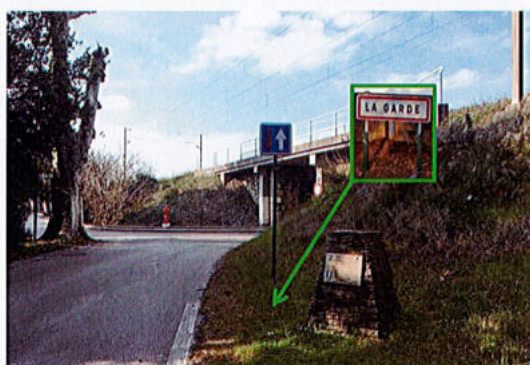
Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde ou 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

3. Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :



Entrée d'agglomération : **3E**



Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **3S**



Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Page 4 sur 24

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

4. Chemin de la Planquette (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : 4E



Chemin de la Planquette (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : 4S



Page 5 sur 24

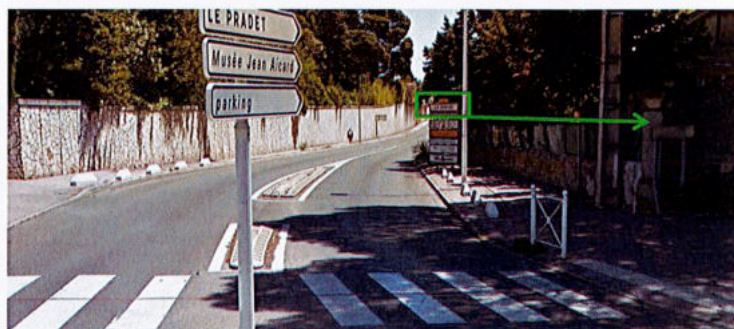
Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

5. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **5E**



Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **5S**



Page 6 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12 /12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

6. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant et inchangé) :

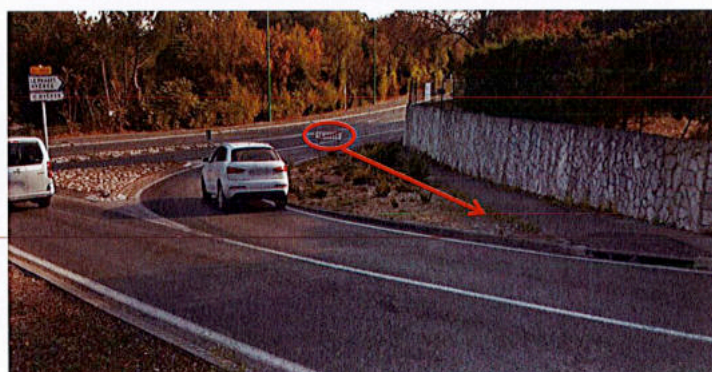


Entrée d'agglomération : **6E**



Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **6S**



Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

7. Avenue de la 1^{ère} D.F.L (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **7E**



Avenue de la 1^{ère} D.F.L (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : **7S**

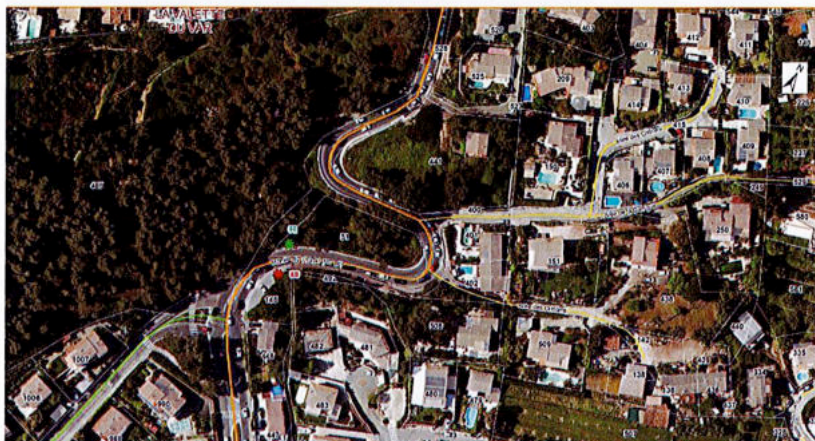


Page 8 sur 24

Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

8. Montée du Thouar (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **8E**



Montée du Thouar (Existant et inchangé) :

Sortie
d'agglomération : **8S**



Page 9 sur 24

Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

9. Avenue Abel Gance (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : 9E



Avenue Abel Gance (Existant et inchangé)

Sortie d'agglomération : 9S



Page 10 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

10. Rue des Oliviers (Manquant à remettre) :



Entrée d'agglomération : **10E**



11. Pont de Disque (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : **11S**

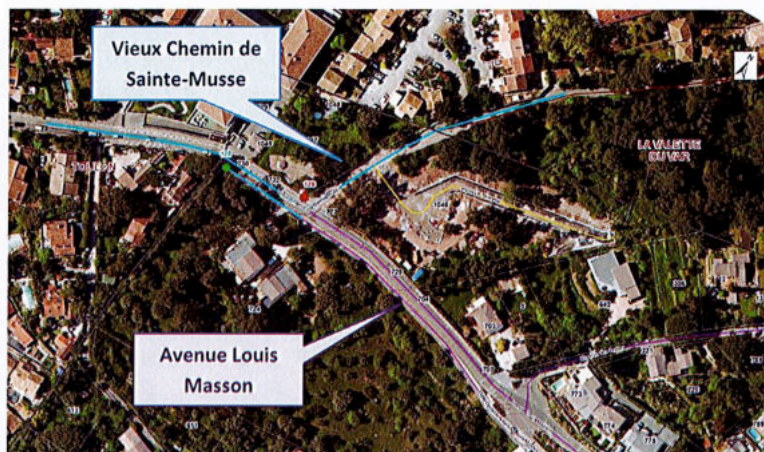


Page 11 sur 24

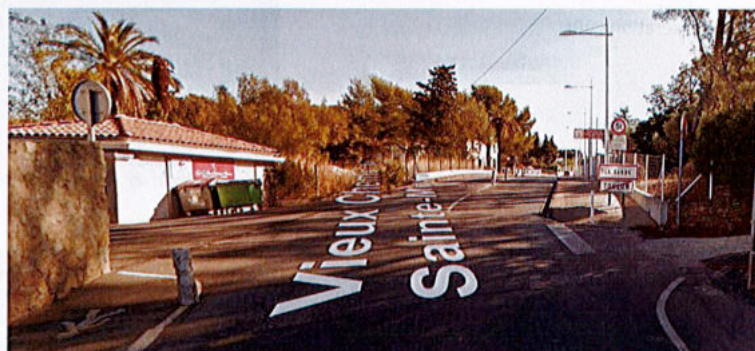
Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

12. Vieux Chemin de Sainte – Musse (Existant et inchangé) :



Entrée
d'agglomération : **12E**



Sortie d'agglomération : **12S**



Page 12 sur 24

Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

13. Avenue 1^{er} B.I.M.P (Existant à déplacer en amont) :



Entrée d'agglomération : **13E**



**Avenue 1^{er}
B.I.M.P (Existant
et inchangé) :**

Sortie d'agglomération : **13S**



Page 13 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

14. Rd-pt Désiré Campenio - Avenue de Draguignan RD 67 (Existant et inchangé):



Entrée
d'agglomération : **14E**



Rd-pt Désiré
Campenio - Avenue
de Draguignan RD 67
(Manquant à
remettre

Sortie d'agglomération : **14S**

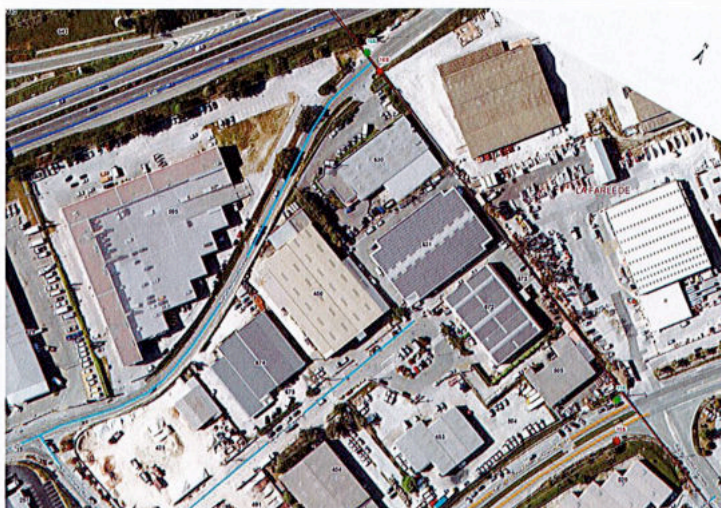


Page 14 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

15. Avenue du Docteur Albert Schweitzer RD 67 (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : **15E**



Sortie d'agglomération : **15S**

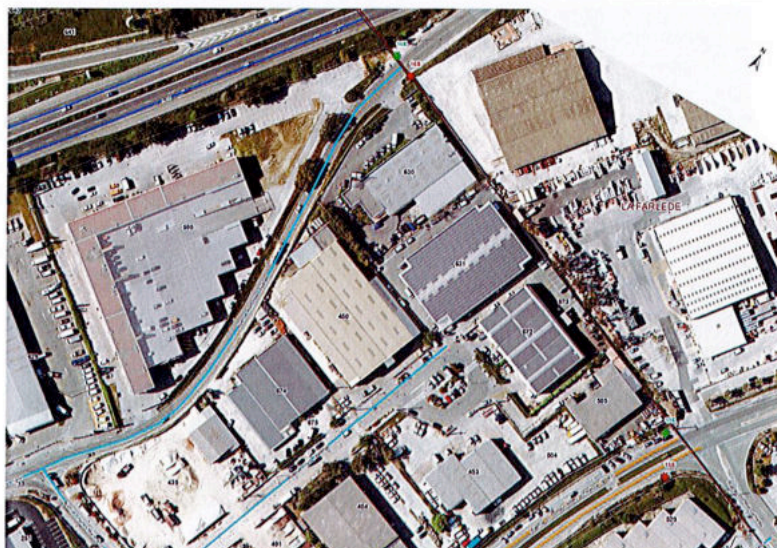


Page 15 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

16. Avenue Alphonse Lavallée (Existant et inchangé):



Entrée d'agglomération : **16E**



Sortie d'agglomération : **16S**



Page 16 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12 /12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

17. Avenue du 8 Mai 1945 (Existant et inchangé):



Entrée d'agglomération : **17E**



Sortie d'agglomération : **17S**



Page 17 sur 24

Sources : *Situation*: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; *Détails*: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

18. Avenue Maryse Bastie (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : **18E**



Sortie d'agglomération : **18S**



Page 18 sur 24

Sources : *Situation* : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017 (SIG la Garde) ; *Détails* : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

19. Rue de la Brunette (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : **19E**



**Rue de la Brunette
(Manquant à poser) :**

Sortie d'agglomération : **19S**



Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

20. Avenue Gaspard Monge (Projet d'implantation) :



Entrée d'agglomération : 20E



Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

21. Avenue Louis Antoine Saint Just (Projet d'implantation) :



Entrée d'agglomération : **21E**



Sortie d'agglomération : **21S**



Page 21 sur 24

Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

22. Avenue André Lurçat (Nord) – (Projet d'implantation) :



Entrée d'agglomération : 22E



Sortie d'agglomération : 22S



Page 22 sur 24

Sources : Situation: Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails: Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Annexe à l'AM n°2018-875 en date du 12/12/2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

23. Avenue André Lurçat (Sud) – (Projet d'implantation) :



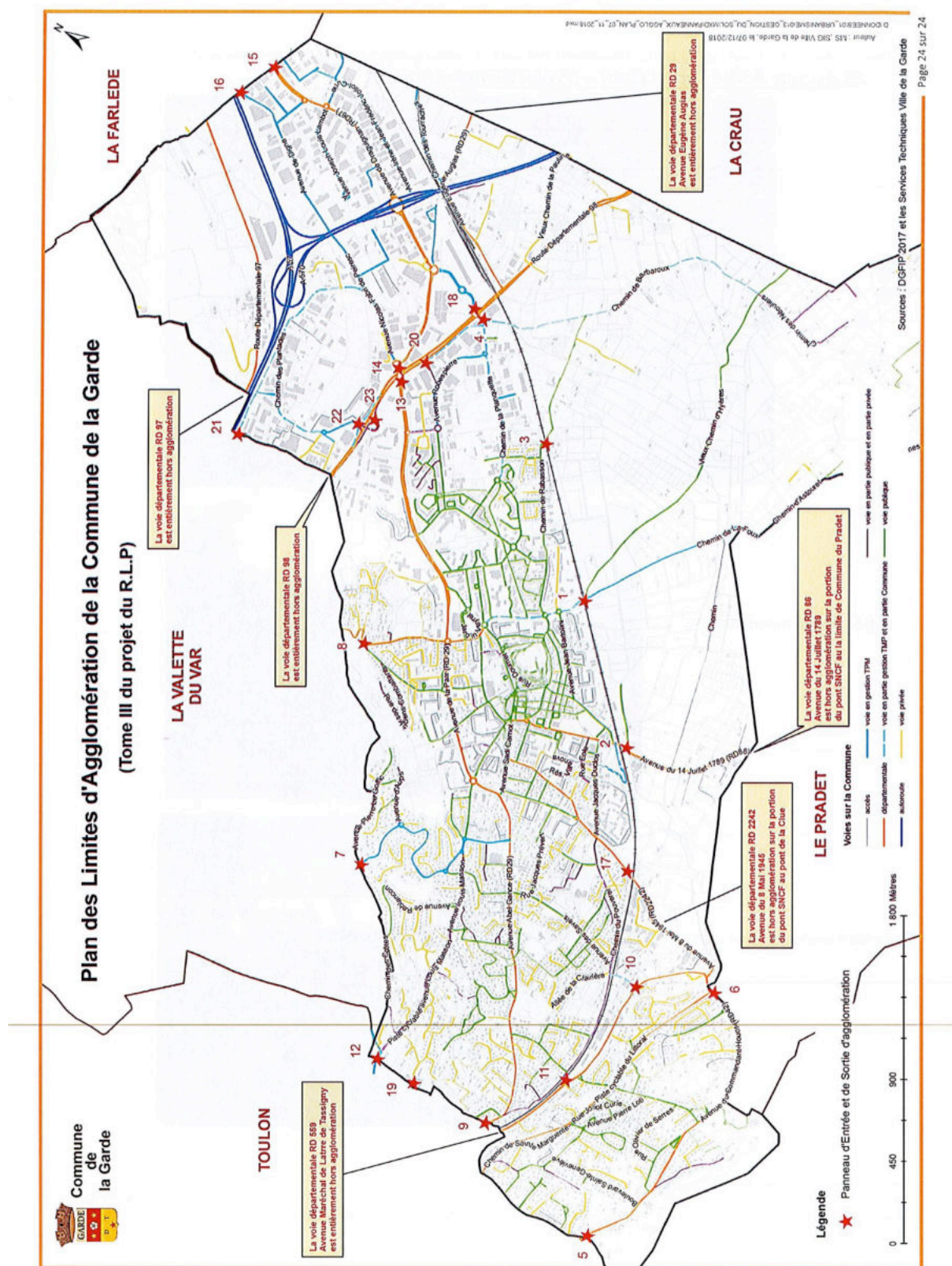
Entrée d'agglomération : **23E**



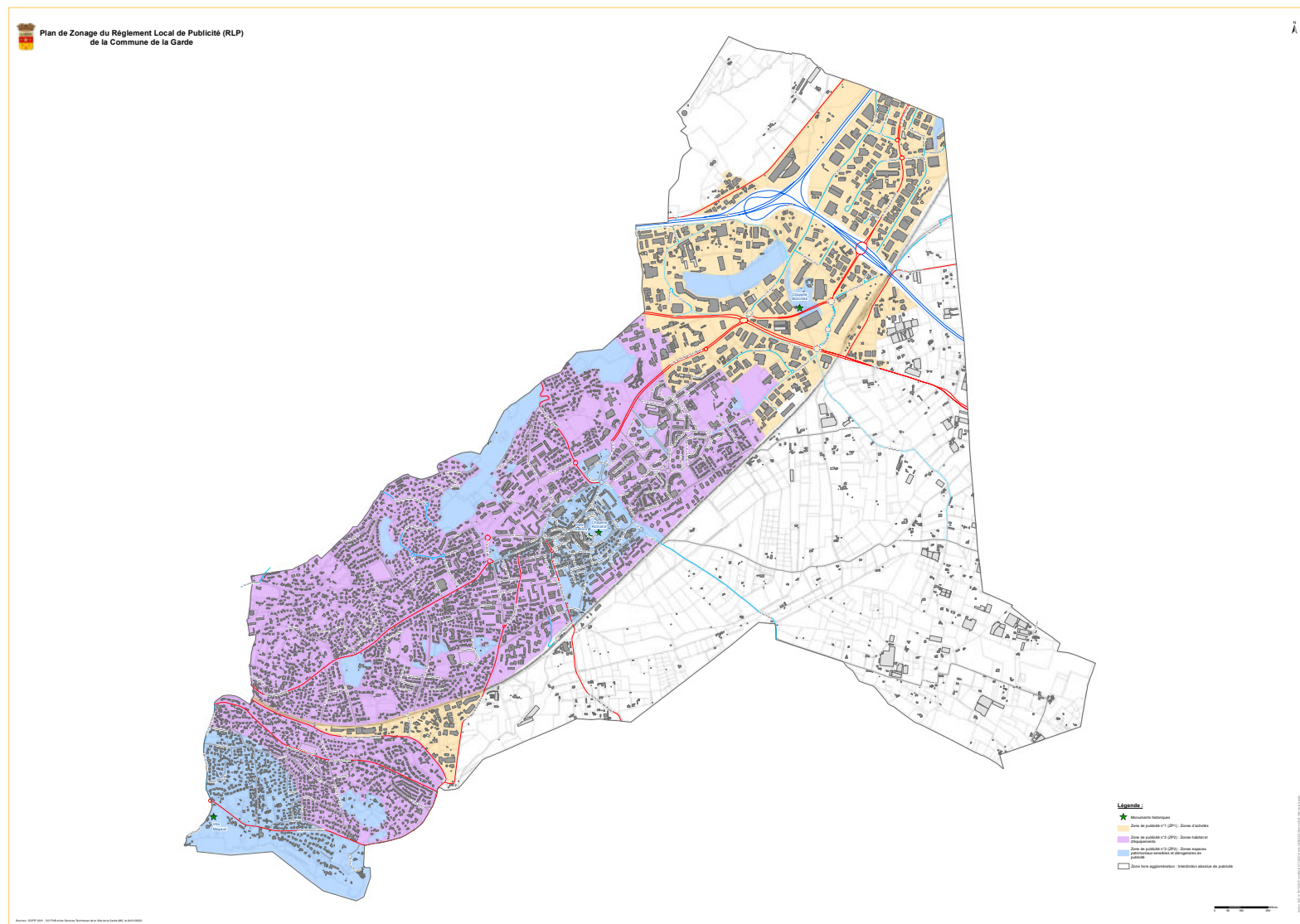
Sortie d'agglomération : **23S**



Plan des limites de l'agglomération



Plan de zonage du Règlement Local de Publicité (RLP)



Synthèse des règles de densité et des formats applicables sur le territoire

Règle de densité et formats applicables en ZP1 (Zones d'activités) :

Linéaire de l'unité foncière	Publicité murale	Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol	« panachage » mural / portatif
De 0 à 40 m	1 dispositif	1 dispositif	Impossible
De 40 à 80 m	1 dispositif	2 dispositifs	Impossible
De 80 à 160 m	3 dispositifs Avec distance de 60 m minimum entre chaque dispositif	3 dispositifs Avec distance de 60 m minimum entre chaque dispositif	1 mural + 2 portatifs ou 2 muraux + 1 portatif 60 m minimum entre chaque dispositif
+ 1 dispositif tous les 80 m Avec distance de 60 m minimum entre chaque dispositif			

Règle de densité et formats applicables en ZP2 (Zone agglomérée) :

Linéaire de l'unité foncière	Publicité murale	Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol	« panachage » mural / portatif
De 0 à 40 m	0 dispositif	0 dispositif	Impossible
> 40 m	1 dispositif	1 dispositif	Impossible

Règle de formats applicables à la publicité apposée sur mur, scellée au sol ou installée directement sur le sol et numérique en ZP1, ZP2 et ZP3 :

Zone	Publicité murale	Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol	Publicité numérique (hors mobilier urbain)
ZP1 (Zones d'activités)	8 m ² (d'affiche) et 10,5m ² « hors tout »	8 m ² (d'affiche) et 10,5m ² « hors tout »	4 m ² « hors tout »
ZP2 (Zone agglomérée)	8 m ² (d'affiche) et 10,5m ² « hors tout »	8 m ² (d'affiche) et 10,5m ² « hors tout »	Interdite
ZP3 (espaces patrimoniaux sensibles)	Interdite	Interdite	Interdite

Règle de formats applicables à la publicité apposée à titre accessoire sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques (type « sucette ») en ZP1, ZP2 et ZP3 :

Zone	Mobilier urbain (type « sucette ») Non numérique	Mobilier urbain (type « sucette ») numérique
ZP1 (Zones d'activités)	8 m ² (d'affiche)	4 m ² (d'affiche)
ZP2 (Zone agglomérée)	8 m ² (d'affiche)	4 m ² (d'affiche)
ZP3 (espaces patrimoniaux sensibles)	2 m ² (d'affiche)	2 m ² (d'affiche)